



Le Parti libéral-démocrate ayant perdu la majorité absolue

Un gouvernement conservateur de coalition pourrait être formé au Japon

La fin d'une époque

CHOC politique au temple de la démocratie. Dans un verre d'eau ? Il semble que les élections du dimanche 18 juillet aient tout compte fait, conforté la domination des conservateurs sur la vie politique japonaise, tout en faisant éclater leur camp en partis rivaux. Malgré les apparences, la scène politique japonaise demeure fondamentalement conservatrice, à l'instar de sociétés asiatiques encore marquées par un confucianisme bilatéral.

Cela n'empêche pas le Japon de se trouver, à son tour, emporté par ce mouvement général de remise en cause des structures politiques traditionnelles qui déstabilise nombre de pays occidentaux. Cet archipel, qui cultive avec acharnement ses particularismes, souffre à son tour de la désaffection des électeurs pour les grands partis, ouvrant la porte à de nouvelles ambitions, souvent plus démagogiques que raisonnables.

Le Japon entre dans une période de transition, après trente-huit années de stabilité politique et d'apparente stabilité à l'immobilisme. Le Parti socialiste, divisé entre dogmatiques et pragmatiques prêts à s'allier aux conservateurs « modérés », est menacé d'éclater, comme le Parti libéral-démocrate (PLD). Ce dernier, ayant perdu le monopole du pouvoir, devrait être contraint de nouer des coalitions fragiles avec les nouveaux mouvements conservateurs dirigés par des hommes les plus souvent issus de ses rangs.

Cette situation risque d'engendrer un nouveau Japon, non pas régénéré mais affaibli - du moins à terme - par ses rivalités internes comme par un renforcement de sa bureaucratie face à un gouvernement hétérogène, principalement préoccupé par sa survie politique. Chargé d'expédier les affaires courantes lors du dernier sommet du G7 à Tokyo, le premier ministre Kiichi Miyazawa avait adopté un profil bas. Ses successeurs ne se sentent sans doute pas liés par les décisions des Sept.

Les conséquences de la crise japonaise n'en sont que plus préoccupantes. Déjà bien en peine de tenir sa place de grande puissance et d'en assumer les responsabilités autres que financières, hésitant à jouer un rôle dans la solution des différends internationaux, souvent plus préoccupé par ses intérêts économiques étroits que par les grands équilibres mondiaux, l'archipel risque également de se trouver diminué dans ses relations avec son principal allié, et rival, les États-Unis. Les pays asiatiques s'inquiètent déjà des conséquences dans la région d'un affaiblissement politique du Japon.

La « réforme » à laquelle se réfèrent les petits partis sortis vainqueurs du scrutin pourrait n'être qu'un leurre. Le partage du pouvoir prendrait alors la forme des indispensables changements de structure à la mesure des mutations sociales du pays et de son rôle international (réforme fiscale, ouverture du marché du riz, lutte contre la corruption...). Et ces élections apparaîtraient alors comme un coup pour rien.

M0147 - 0720 0 - 7,00 F



TOKYO

de notre correspondant
Appelés aux urnes, dimanche 18 juillet, pour un scrutin qui, pour la première fois depuis 1955, leur offrait la possibilité de rompre le monopole du pouvoir exercé par le Parti libéral-démocrate (PLD), les électeurs ont exprimé leur scepticisme : le taux de participation a été le plus faible de l'histoire des consultations législatives (67,2 %). Conservant sa force au PLD, qui ne dispose cependant plus de la majorité absolue, les Japonais ont en revanche désavoué le Parti socialiste (PSJ), qui perd la moitié de ses sièges, et fait entrer dans la course les nouveaux partis conservateurs.

La recomposition du paysage politique attendue est donc incomplète : de ce scrutin sortent un parti gouvernemental endolori mais encore prépondérant, un grand vainqueur socialiste et de petits vainqueurs au programme vague. La désignation du premier ministre s'annonce laborieuse - Kiichi Miyazawa pourrait démissionner pour n'avoir pas su éviter la scission de son parti - et le Japon s'achemine vers une période d'instabilité politique avec un exécutif affaibli ayant besoin d'un soutien extérieur pour gouverner.

L'ÉCONOMIE

Les faiblesses du géant américain

La « sortie de récession » aux États-Unis est labieuse. Menée en 1992, la reprise s'est enflée. Le confinement fluctue de façon erratique. Des difficultés qui s'expliquent par les faiblesses structurelles de l'économie américaine : insuffisance de l'épargne, productivité médiocre et fragilité financière.

Lire eusei : Pourquoi l'épargne entrave la reprise en France, par André Babeux ; les privatisations en Amérique latine : IV le Pérou ; les pages Perspectives, Opinions, Conjoncture et Mode d'emploi.

pages 21 à 28

L'ÉTÉ FESTIVAL

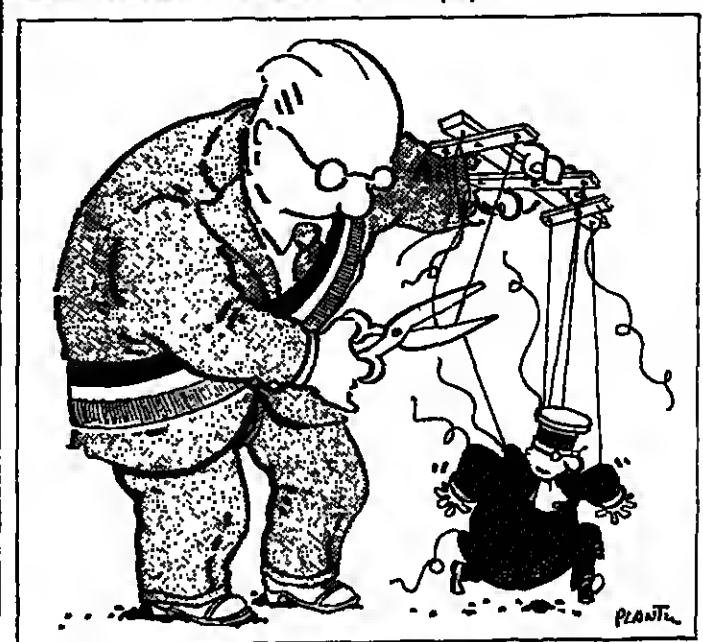
Somptueuse création au Festival de Weimar où, dans la ville de Goethe, Menfred Karge met en scène la première version du Faust. Née fête du vingtième anniversaire de sa Parade du jazz qui se déroule, comme tous les ans, en plein air, dans les jardins de Climbé.

pages 11 et 12

Le Parlement réuni en congrès à Versailles

M. Balladur refuse une autre réforme de la Constitution

Les députés et les sénateurs, réunis à Versailles, devaient, lundi 19 juillet, approuver une révision constitutionnelle réformant la composition et le rôle de la Haute Cour de justice et du Conseil supérieur de la magistrature, que leur a soumise M. Mitterrand. Devant le Congrès, M. Balladur a annoncé que la seconde réforme souhaitée par le président de la République, qui accroîtrait les pouvoirs du Parlement, ne lui paraît pas opportune à un an de l'élection présidentielle et alors que l'essentiel des efforts de la majorité doit porter sur le « redressement intérieur et extérieur de notre pays ».



Lire page 6 l'article de THIERRY BRÉHIER

POINT

Dépolitiser la justice

La révision constitutionnelle permet aux citoyens d'engager une procédure pénale contre des membres du gouvernement et retire au président de la République le droit de nommer les membres du Conseil supérieur de la magistrature.

PHILIPPE PONS

Lire la suite et nos informations page 3

Sur la route des Croisades

Le Monde publie, à partir d'aujourd'hui, un feuilleton d'été de Jean-Claude Guillebaud, retraçant, en dix-huit étapes, l'itinéraire de la première Croisade.

De Clermont-Ferrand à Jérusalem, cette mythique « route de l'Orient », jalonnée de guerres et de massacres, ne fut pas seulement le théâtre de l'une des épopées les plus extraordinaires de l'histoire. Partie d'Europe en 1096, jetant sur les routes des dizaines de milliers de chevaliers au sergent en armes, « piétons », prêtres, mais aussi paysans, femmes et enfants, la première Croisade marqua en quelque sorte la naissance de l'Occident et infligea à l'Islam une blessure jamais guérie. En fondant les royaumes francs de l'Orient, elle préfigura les entreprises coloniales de l'époque moderne.

De Constantinople à Antioche, de Tripoli à Saint-Jean-d'Acre, subsistent d'innombrables vestiges de cette « période franque » : châteaux et forteresses, églises, ports ou cimetières... Mais c'est dans la mémoire collective, dans les cultures locales, dans le langage courant lui-même que les souvenirs demeurent les plus nombreux. Or, chaque jour désormais, cette « mémoire des Croisades » se trouve ravivée par l'histoire la plus immédiate : opposition entre orthodoxes et latins dans les Balkans, fondamentalisme islamique en Orient, intolérance ethnique en Europe, antagonismes religieux en Terre sainte... Cette « route des Croisades » retransmise, de façon troublante, l'actualité.

page 2

L'impossible secret

L'affaire OM-Valenciennes souligne la complexité de la procédure de l'instruction

par Anne Chemin

Un juge d'instruction discret, un procureur bavard, des avocats tour à tour vindicatifs et effacés : jour après jour, l'instruction tumultueuse menée à Valenciennes met en lumière les ambiguïtés du mytique secret de l'instruction. La confusion est telle que l'on en vient souvent à oublier les règles qui la régissent.

Introduit dans le code de procédure pénale en 1958, le secret de l'instruction ne s'impose ni à la personne mise en examen, ni aux journalistes, ni aux parties civiles, qui sont libres de s'exprimer à loisir, à condition, bien sûr, de respecter les lois. En cas de dérapage, la presse s'expose ainsi aux droits de réponse, aux procès en diffamation et, depuis le début de l'année, aux communications diffusées par le juge des référés en vertu du respect de nouvelles dispositions sur la présomption d'innocence.

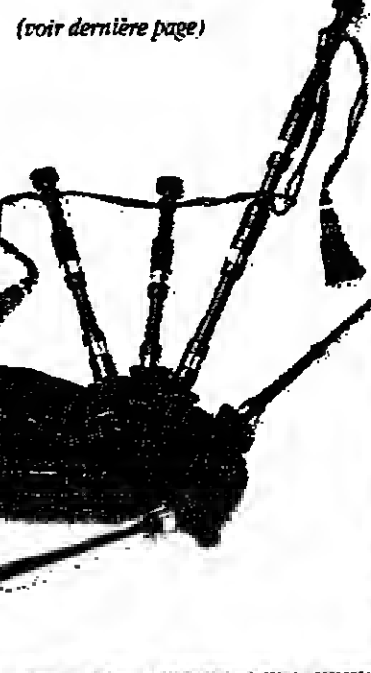
Les procureurs de la République eux-mêmes ont le droit de s'affranchir du secret de l'instruction. Dès 1959, le garde des sceaux de l'époque, Edmond Michelet, proposait ainsi, dans une circulaire, d'appliquer « avec discernement » l'article 11 du code de procédure pénale qui

régit ce secret. « Le procureur de la République peut, s'il l'estime nécessaire, fournir à la presse un communiqué écrit concernant les faits ayant motivé la poursuite », notait-il, avant d'ajouter la réserve suivante : « La pratique parfois constatée jadis de la conférence de presse au cours de l'enquête au de l'information doit être rigoureusement proscrite ». Vingt-six ans plus tard, Robert Badinter étant garde des sceaux, le directeur des affaires criminelles et des grâces, Bruno Cotte, encourageait les magistrats du ministère public à recourir plus fréquemment aux communiqués. « Ils sont de nature, écrivait-il en 1985, à mettre un terme à la propagation de rumeurs au de contre-vérités résultant le plus souvent de l'exploitation de renseignements fragmentaires ou peut-être insuffisamment vérifiés ».

Les avocats, eux aussi, ne sont pas totalement soumis au silence. Le secret professionnel les oblige certes à s'abstenir de « communiquer des renseignements extraits du dossier ou de publier des documents, pièces ou lettres intéressant une information en cours ».

Lire la suite page 8

Tous les secrets du sex-appeal écossais enfin révélés.



(voir dernière page)

AFRIQUE

LIBÉRIA : après trois ans et demi de guerre civile

Un accord de paix a été conclu à Genève entre les diverses factions

Après trois ans et demi de guerre civile, un cessez-le-feu doit intervenir le 31 juillet au Liberia, où des élections seront organisées en février 1994, aux termes d'un accord conclu samedi 17 juillet à Genève, sous l'égide des Nations unies, de l'Organisation de l'unité africaine et de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Sagitt-il de « la fin de la tragédie libérienne », comme l'a affirmé l'un des protagonistes, Alhaji Kromah, principal dirigeant du Mouvement pour la libération (ULIMO)? Echaudés par les multiples cessez-le-feu proclamés depuis le début de la guerre et restés sans effet, les Libériens sont en droit de se demander si cet énième accord, qui doit être signé le 24 juillet à Cotonou, capitale du Bénin, lors du sommet de la CEDEAO, aura plus de chances que les précédents d'être respecté. Les prises de position des différents dirigeants de factions en conflit incitent néanmoins à un optimisme jusqu'à présent hors de mise.

Conclu par le Front national patriotique du Liberia (FNPL) de Charles Taylor, l'ULIMO - un

mouvement de plus d'un million d'hommes coadjuvés par d'anciens soldats de l'ex-président Samuel Doe - et le gouvernement intérimaire qui contrôle la capitale, Monrovia, cet accord prévoit la mise en place d'un Conseil d'État, à compter du cessez-le-feu et pour sept mois. Composé de cinq membres (un représentant de chacune des trois parties, plus deux « personnalités libériennes éminentes »), ce gouvernement provisoire, dont la présidence sera tournante, doit diriger le pays jusqu'aux élections.

Pendant cette période de transition, les combattants de toutes les factions devraient être cantonnés, désarmés puis démobilisés. Mais aucun calendrier n'a été précisé à propos de ces opérations, qui doivent être effectuées sous la tutelle d'une « autorité de surveillance », composée de représentants des trois protagonistes, de l'ECOMOG (la force d'interposition ouest-africaine) et d'observateurs de l'ONU.

Les belligérants sont également convenus de laisser transiter, dans les zones qu'ils contrôlent, les convois humanitaires des Nations unies et des organisations non gouvernementales, qui ne peuvent plus circuler librement à l'intérieur du pays depuis octobre dernier. Le nouveau coordinateur de l'ONU à Monrovia, Adama

Guindo, soulignait la semaine dernière l'urgence des secours à apporter aux populations, en affirmant que quelque 200 000 personnes, dont 40 % de réfugiés sierra-léonais, n'étaient « pas loin d'une situation de catastrophe humanitaire », dans le centre et l'ouest du pays. Deux couloirs humanitaires doivent être mis en place à partir de la Guinée.

M. Taylor « extrêmement satisfait »

Charles Taylor, qui avait lancé l'insurrection contre le régime de Samuel Doe en décembre 1989, n'a pas pris part personnellement aux difficiles négociations de Genève, où il était représenté par son « ministre des affaires étrangères », Momolu Sirleaf. Il s'est néanmoins déclaré « extrêmement satisfait » de l'accord et a promis d'« accepter les résultats des élections », en réitérant sa candidature à la présidence.

« Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est de l'aide et de la coopération de l'ONU », a affirmé le chef des rebelles qui réclamaient depuis longtemps une intervention des Nations unies et un désarmement de l'ECOMOG, dominé jusqu'à présent par les Nigériens.

Deux cents à trois cents observateurs des Nations unies

devraient être déployés dans le pays, dès que le Conseil de sécurité aura adopté une résolution à ce sujet, conformément au principe déjà acquis en mars dernier. Quant à l'élargissement de l'ECOMOG, il ne figure pas dans le communiqué final, mais il devrait être mis en œuvre dès la signature de l'accord. Selon certaines sources, l'Égypte, le Zimbabwe, la Zambie et la Tanzanie ont d'ores et déjà fait part de leur volonté d'envoyer des troupes au Libéria.

M. Taylor a indiqué qu'il ne ferait pas lui-même partie du Conseil d'État. Le dirigeant de l'ULIMO, M. Kromah, s'est également dit « non intéressé ». Le professeur Amos Sawyer, président du gouvernement intérimaire qui contrôle la capitale, ne devrait pas non plus prendre part à la future direction collégiale du pays. Les uns et les autres se sont montrés très déterminés à en finir avec la guerre, qui a contraint le tiers de la population (3 millions d'habitants) à fuir le pays, et aurait provoqué la mort de 150 000 personnes. Reste qu'il est difficile d'oublier qu'en juin 1991, déjà, M. Taylor et Sawyer s'étaient réconciliés à Yamoussoukro, le chef des rebelles avait déclaré : « La guerre est finie ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

DIPLOMATIE

Un pas de plus vers la normalisation entre les États-Unis et le Vietnam

Washington a décidé de poster trois diplomates à Hanoï

Accomplissant un pas de plus vers la normalisation des relations entre les deux pays, les États-Unis ont décidé, dimanche 18 juillet, de poster trois diplomates à Hanoï, spécialistes des affaires consulaires, qui seront chargés de s'occuper des Américains de plus en plus nombreux à se rendre en visite au Vietnam.

WASHINGTON

de notre correspondant
Si le département de la défense a déjà une mission permanente dans la capitale vietnamienne (MIA), affectée au dossier des prisonniers de guerre et des soldats disparus en opération pour le département d'État, ce sera une première : les États-Unis s'engageront pas de relations diplomatiques avec le Vietnam, qu'ils soumettent à un embargo commercial depuis la chute de Saïgon - aujourd'hui Ho-Chi-Minh-Ville - en 1975, certains agents consulaires américains ont déjà été en mission temporaire à Ho-Chi-Minh-Ville, mais aucun d'entre eux ne s'était encore rendu à Hanoï.

Rapportée dimanche dans la presse américaine, la nouvelle a été annoncée à Hanoï par le sous-secrétaire d'État chargé de l'Asie, Winston Lord, à l'issue d'une visite de quarante-huit heures au Vietnam. Selon le compte rendu de l'envoyé spécial du Washington Post, M. Lord a mis en garde contre des conclusions trop rapides : les diplomates américains dans le nombre croissant d'Américains anciens combattants et hommes d'affaires - qui se rendent au Vietnam et n'auront pas pour mission de préparer une reprise des relations en bonne et due forme. Il reste que cette initiative, venant après la décision du président Bill Clinton, début juillet, de ne plus s'opposer à l'octroi de prêts du FMI et de la Banque mondiale au Vietnam, apparaît bel et bien comme un geste de plus vers une normalisation américano-vietnamienne.

Peut mieux faire...

D'une certaine manière, l'embargo commercial est déjà contourné : les firmes américaines peuvent maintenant passer des accords avec le FMI ou la Banque mondiale pour réaliser des contrats conclus par le Vietnam avec des entreprises étrangères (voir le Monde daté des 4 et 5 juillet). Mais l'administration Clinton maintient la même position que les précédentes : l'embargo ne sera levé que lorsque les États-Unis estimeront que Hanoï fait tous les efforts pour tirer au clair le dossier des soldats américains disparus durant le

conflit entre les deux pays. M. Clinton s'est appuyé dans une lettre adressée à Le Duc Anh et que le sénateur John Kerry a remise en main au président vietnamien lors d'un séjour à Hanoï à la mi-mai.

Dans sa réponse confiée ce week-end à M. Lord, le président Anh réaffirme le désir du Vietnam de donner toute satisfaction aux États-Unis. L'administration américaine reconnaît que des progrès ont été accomplis. Les missions d'enquêtes officielles se sont multipliées ; d'autres doivent avoir lieu. A la mi-mai, le Vietnam a remis à un envoyé spécial des États-Unis, le général John Vessey, une liste de 105 Américains capturés au cours de dix années de guerre. Les Vietnamiens ont affirmé qu'ils venaient de « retrouver » ce fameux Livre bleu réclamé depuis longtemps par Washington. Les autorités américaines estiment, cependant, que Hanoï ne dit pas tout, peut faire plus et ne leur a pas encore ouvert tous ses dossiers.

Les suspicions de Washington ont été ravivées au printemps par le chercheur Stephen Morris. Préparant un livre sur l'URSS et la guerre du Vietnam, M. Morris a découvert dans les archives soviétiques un document de 1972 indiquant que 74 pour cent des Vietnamiens détenus américains étaient alors 1 205 prisonniers de guerre américains. Au moment des accords de 1973, les Vietnamiens avaient remis aux États-Unis quelque 400 détenus et assuré qu'ils ne détenaient plus personne. Même si le « document Morris » contient quelques inexactitudes, il a ramené les doutes sur le sort de plusieurs centaines de prisonniers. Celui de quelques dizaines de disparus en opération reste aussi mystérieux.

Résumant les enquêtes de la sous-commission du Sénat présidée par le sénateur Kerry, le Wall Street Journal dressait, à la mi-mai, trois conclusions, en forme de questions. Y a-t-il encore des prisonniers américains vivants en Indochine ? Réponse : non, en dépit de ce que laissent entendre un certain nombre d'écrotes qui manipulent les sentiments et les finances des familles d'anciens combattants. Y a-t-il encore des cas mystérieux et non résolus de prisonniers et de disparus ? Réponse : oui, pour la plupart, les soldats capturés ou disparus en opération au Cambodge et au Laos. Le Vietnam a-t-il fait tout ce qu'il pouvait pour résoudre ces questions ? Réponse : non, Hanoï n'a fait que peu d'efforts pour résoudre ces questions. Réponse : non, Hanoï n'a fait que peu d'efforts pour résoudre ces questions. Réponse : non, Hanoï n'a fait que peu d'efforts pour résoudre ces questions.

ALAIN FRACHON

FRANCOPHONIE

« Des pans entiers de l'activité nationale deviennent bilingues »

regrette Philippe Séguin

« La loi Bas-Lauriol de 1975 [sur l'obligation de l'utilisation du français en France, notamment dans le monde du travail] n'est plus que plus appliquée [...] Des pans entiers de l'activité nationale deviennent bilingues (français-anglais) avec tous les inconvénients que cette situation comporte [...] Beaucoup de Français se sentent exclus d'une modernité dont l'anglais semble s'arroger l'exclusivité, sans compter les handicaps scientifiques, commerciaux, industriels [...] Même à Paris, certains croient bon de se passer du français » vient de déclarer Philippe Séguin à la revue Lettres et cultures de langue française (1).

Le président de l'Assemblée nationale constate ensuite que « le français se porte bien dans plusieurs régions du monde mais pas en France » et que « notre langue reste l'une des deux seules qui soient parlées sur tous les continents ». Afin de redresser la situation en France même, M. Séguin préconise « l'avantage de protection » pour le français dans l'Hexagone, faisant sans doute allusion au projet de loi allant dans ce sens qu'avait préparé Catherine Taïeb au temps du gouvernement Bérégovoy et que le nouveau ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a remis sur le métier (Le Monde du 18 juin).

Ne croyant pas « aux vertus d'une langue unique, surtout si elle est de

surcroît celle de la plus grande puissance économique et aussi militaire de la planète », M. Séguin conclut : « Songez au monde uniforme et glorieux que nous préparons si personne ne résiste [...] Or, si se trouve que la France est l'un des pays qui ont les moyens de la faire : la comme elle, je crois à la résistance ».

Dans le même numéro de la revue, Boutros Boutros-Ghali estime, en quelque sorte en écho à Philippe Séguin, que « l'avenir du français dépend de la volonté politique des États francophones à défendre leur langue » mais qu'il « ne faut pas attendre de miracle des mesures techniques ».

Après avoir vanté « la francophonie (...) instrument précieux pour la mise en œuvre du dialogue Nord-Sud, voire du dialogue Sud-Sud », le secrétaire général des Nations unies se déclare « profondément réfractaire à une langue unique, même s'il est tentant, notamment dans le domaine des publications scientifiques, de donner la préférence à l'anglais ». M. Boutros-Ghali termine ses déclarations en disant : « J'aime à penser le français comme une langue non alignée ».

J.-P. P.-H.

(1) Numéro 18 de l'organe de l'Association des écrivains de langue française patronnée par le chef de l'État et présidée par l'auteur Edmond Jouhaud (120 p. 60 F. 14, rue Broussais, 75014 Paris).

Les russophones de Narva veulent être citoyens comme les autres

Le 18 juillet, jour de la fête nationale de l'Armée rouge, les Russes de Narva ont organisé une manifestation pour réclamer la citoyenneté estonienne. Les participants ont porté des drapeaux estoniens et chanté des hymnes nationaux. Ils ont également distribué des tracts appelant à la reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les autorités estoniennes ont répondu que la citoyenneté estonienne n'est accordée qu'aux personnes nées en Estonie ou ayant résidé dans le pays pendant une certaine période. Les Russes de Narva ont insisté sur le fait qu'ils ont vécu en Estonie pendant des décennies et qu'ils ont contribué à la vie économique et culturelle du pays.

St. pour la reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les participants ont porté des drapeaux estoniens et chanté des hymnes nationaux. Ils ont également distribué des tracts appelant à la reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les autorités estoniennes ont répondu que la citoyenneté estonienne n'est accordée qu'aux personnes nées en Estonie ou ayant résidé dans le pays pendant une certaine période. Les Russes de Narva ont insisté sur le fait qu'ils ont vécu en Estonie pendant des décennies et qu'ils ont contribué à la vie économique et culturelle du pays.

« Ce n'est pas une question de nationalité, mais de reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les participants ont porté des drapeaux estoniens et chanté des hymnes nationaux. Ils ont également distribué des tracts appelant à la reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les autorités estoniennes ont répondu que la citoyenneté estonienne n'est accordée qu'aux personnes nées en Estonie ou ayant résidé dans le pays pendant une certaine période. Les Russes de Narva ont insisté sur le fait qu'ils ont vécu en Estonie pendant des décennies et qu'ils ont contribué à la vie économique et culturelle du pays ».

« Ce n'est pas une question de nationalité, mais de reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les participants ont porté des drapeaux estoniens et chanté des hymnes nationaux. Ils ont également distribué des tracts appelant à la reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les autorités estoniennes ont répondu que la citoyenneté estonienne n'est accordée qu'aux personnes nées en Estonie ou ayant résidé dans le pays pendant une certaine période. Les Russes de Narva ont insisté sur le fait qu'ils ont vécu en Estonie pendant des décennies et qu'ils ont contribué à la vie économique et culturelle du pays ».

« Ce n'est pas une question de nationalité, mais de reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les participants ont porté des drapeaux estoniens et chanté des hymnes nationaux. Ils ont également distribué des tracts appelant à la reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les autorités estoniennes ont répondu que la citoyenneté estonienne n'est accordée qu'aux personnes nées en Estonie ou ayant résidé dans le pays pendant une certaine période. Les Russes de Narva ont insisté sur le fait qu'ils ont vécu en Estonie pendant des décennies et qu'ils ont contribué à la vie économique et culturelle du pays ».

« Ce n'est pas une question de nationalité, mais de reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les participants ont porté des drapeaux estoniens et chanté des hymnes nationaux. Ils ont également distribué des tracts appelant à la reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les autorités estoniennes ont répondu que la citoyenneté estonienne n'est accordée qu'aux personnes nées en Estonie ou ayant résidé dans le pays pendant une certaine période. Les Russes de Narva ont insisté sur le fait qu'ils ont vécu en Estonie pendant des décennies et qu'ils ont contribué à la vie économique et culturelle du pays ».

« Ce n'est pas une question de nationalité, mais de reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les participants ont porté des drapeaux estoniens et chanté des hymnes nationaux. Ils ont également distribué des tracts appelant à la reconnaissance des droits des Russes de Narva. Les autorités estoniennes ont répondu que la citoyenneté estonienne n'est accordée qu'aux personnes nées en Estonie ou ayant résidé dans le pays pendant une certaine période. Les Russes de Narva ont insisté sur le fait qu'ils ont vécu en Estonie pendant des décennies et qu'ils ont contribué à la vie économique et culturelle du pays ».

SOMALIE

Nouvelle attaque des partisans du général Aïdïd

NAIROBI

de notre correspondant

Les partisans du général Aïdïd ont lancé, dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 juillet, une nouvelle attaque contre les forces de l'Armée nationale somalienne à Mogadiscio. Plusieurs tirs de mortiers visant l'aéroport ont été entendus peu avant minuit, selon l'envoyé spécial de l'AFP. Ils ont été suivis d'échanges de tirs à l'arme automatique qui ont cessé, au bout de dix minutes, avec l'intervention de plusieurs hélicoptères américains.

Les « casques bleus » avaient mené deux opérations de désarmement, en fin de semaine, dans cette zone proche de l'aéroport. Ces incidents illustrent la difficulté de désarmer, dans une ville où les armes circulent librement depuis deux ans et demi, les quartiers dans lesquels s'organise une résistance contre l'ONUSOM II (Opération des Nations unies en Somalie).

Dans un texte qu'il a fait parvenir à la presse, le général Aïdïd (dont la tête a été mise à prix à 25 000 dollars) appelle les Somaliens à « se sacrifier pour la liberté » et à « combattre ce qui va contre leur dignité ». Il demande à tous les chefs de clans et dignitaires religieux de « s'unir pour empêcher une colonisation pire que celle que nous avons connue dans le passé ». Quelques centaines de ses partisans ont à nouveau manifesté, dimanche, à Mogadiscio-Sud, alors que l'ONUSOM a déversé une pluie de 40 000 tracts appelant les Somaliens à « renier » Aïdïd.

Par ailleurs, un haut responsable des Nations unies a estimé qu'un échec de l'ONU en Somalie aurait des conséquences « dévastatrices » pour l'organisation à travers le monde. Selon James Jonah, si l'ONU montre le moindre signe de faiblesse à l'égard du général Aïdïd, d'autres chefs de guerre seront tentés de remettre en cause l'autorité des Nations unies, qui auront, de plus, « prouvé qu'elles ne sont pas capables d'entreprendre de telles opérations ».

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE DU SUD

Le Parti conservateur et l'Inkatha se retirent des négociations constitutionnelles

JOHANNESBURG

correspondance

Le Parti conservateur et le Parti de la liberté (Inkatha) ont annoncé, dimanche 18 juillet, qu'ils se retirent de la négociation constitutionnelle de l'Afrique du Sud. Le spectre de la sécessionnisme a hanté le week-end : en moins de vingt-quatre heures, les dirigeants des deux mouvements ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de renouer, lundi 19 juillet, à la table des négociations.

C'est de son fief d'Ulundi, au Natal, que le chef zoulou Mangosuthu Buthezi a déclaré qu'il envisageait la possibilité d'un forum de négociations alternatif, réunissant les partisans d'une option fédéraliste. Confirmant par ces mots son rejet des accords du 2 juillet, sur la date des premières élections démocratiques, M. Buthezi a souligné que le choix d'un tel forum pourrait constituer le premier pas vers une guerre

civile. Dans la foulée, le congrès annuel de son parti a décidé, dimanche, de ne pas reprendre lundi les négociations constitutionnelles. Le gouvernement du bantoustan Kwa-Zulu s'est joint à cette décision. L'Inkatha a toutefois précisé que ce retrait n'était pas nécessairement permanent, et qu'un retour dépendait de la prise en compte de ses aspirations fédéralistes dans la Constitution intérimaire du pays - ce qui est fort peu probable.

De son côté, le dirigeant du Parti conservateur, Ferdi Hartzenberg, déclarait à l'occasion d'un rassemblement du Front du peuple africain qu'il se retirait lui aussi des négociations et n'envisageait pas de reprendre ce lorsque le droit à l'autodétermination du pays - ce qui est fort peu probable.

Les conservateurs et l'Inkatha font partie des opposants les plus virulents aux accords passés entre le gouvernement et le Congrès national

africain (ANC). Pour ces derniers, ainsi que pour les autres participants, la réponse à leurs pressions a été claire : il vaudrait mieux que les conservateurs et l'Inkatha rejoignent au plus vite au World Trade Center, siège des négociations ; sinon, on se passera d'eux, tout simplement. - (Inkathin.)

Des coups de feu contre le vice-président de l'ANC. - Alors qu'il revenait à Soweto après les festivités de Nelson Mandela, dimanche 18 juillet, à l'abbe, le vice-président du Congrès national africain, Walter Sisulu, et son convoi de gardes du corps ont été victimes de coups de feu tirés par la police sud-africaine, a indiqué l'ANC. Un des gardes du corps a été tué et deux autres blessés. La police a démenti avoir tiré. Une enquête a été ouverte. - (Inkathin.)

Le projet de référendum sur le Sahara occidental

Les pourparlers entre le Polisario et le Maroc sont bloqués

Les négociations entamées samedi 17 juillet entre le Front Polisario et le Maroc sur l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Le Monde daté 18-19 juillet) n'ont pu se poursuivre le lendemain, en dépit des efforts du représentant spécial de l'ONU pour le Sahara occidental, Cabazada Yacoub Khan.

Selon le président de la commission de l'ONU pour l'identification du corps électoral au Sahara, Eric Jensen, les « trocations » de M. Yacoub Khan devaient se poursuivre lundi. Aucune information n'a été fournie de source officielle sur les raisons de ce blocage, mais selon certaines informations, le Polisario contestait la représentativité de la délégation envoyée par le Maroc, dont neuf des onze membres sont originaires du Sahara occidental.

Dans un message adressé samedi aux négociateurs, le secrétaire général de l'ONU les avait incités à surmonter leurs divergences sur les critères d'identification du corps électoral au Sahara occidental, soulignant que le processus de paix engagé par les Nations unies était « irréversible ». - (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES
Le Monde et MÉDECINE

LANGUES & AFFAIRES
FORMATION ET DIPLOMES DE LANGUES
AFFAIRES - GESTION - COMMUNICATION
Chambres de commerce étrangères - Certificats européens de langues - TOEFL - Université de Cambridge...
Enseignements à distance toute l'année, tous niveaux
Documentation et tests gratuits à

Langues & Affaires - Service 5393, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél. (1) 42-70-81-88
Fax : (1) 47-31-80-86 Minitel : 36-15 LANGAF

السلامة العامة

DIPLOMATIE

Washington a décidé de postuler trois diplomates à Hanoï

Washington a décidé de postuler trois diplomates à Hanoï, pour occuper les postes de représentants des États-Unis à la capitale du Vietnam. Les candidats sont : un diplomate expérimenté, un jeune diplomate et un spécialiste des affaires militaires. Les États-Unis ont également nommé un représentant à Hanoï pour les affaires économiques et commerciales.

Le département d'État a annoncé que les trois candidats américains seront envoyés à Hanoï pour une période de six mois. Ils seront accompagnés par un conseiller diplomatique américain. Les États-Unis ont également nommé un représentant à Hanoï pour les affaires économiques et commerciales.

Le département d'État a également annoncé que les États-Unis ont nommé un représentant à Hanoï pour les affaires militaires. Ce représentant sera chargé de superviser les activités militaires américaines au Vietnam et de coordonner les efforts de coopération militaire entre les deux pays.

Le département d'État a également annoncé que les États-Unis ont nommé un représentant à Hanoï pour les affaires politiques. Ce représentant sera chargé de superviser les activités politiques américaines au Vietnam et de coordonner les efforts de coopération politique entre les deux pays.

Le département d'État a également annoncé que les États-Unis ont nommé un représentant à Hanoï pour les affaires culturelles. Ce représentant sera chargé de superviser les activités culturelles américaines au Vietnam et de coordonner les efforts de coopération culturelle entre les deux pays.

Le département d'État a également annoncé que les États-Unis ont nommé un représentant à Hanoï pour les affaires juridiques. Ce représentant sera chargé de superviser les activités juridiques américaines au Vietnam et de coordonner les efforts de coopération juridique entre les deux pays.

Le département d'État a également annoncé que les États-Unis ont nommé un représentant à Hanoï pour les affaires sociales. Ce représentant sera chargé de superviser les activités sociales américaines au Vietnam et de coordonner les efforts de coopération sociale entre les deux pays.

Le département d'État a également annoncé que les États-Unis ont nommé un représentant à Hanoï pour les affaires environnementales. Ce représentant sera chargé de superviser les activités environnementales américaines au Vietnam et de coordonner les efforts de coopération environnementale entre les deux pays.

EUROPE

ESTONIE : après le « oui » massif à leur référendum

Les russophones de Narva veulent être des « citoyens comme les autres »

NARVA. De notre envoyé spécial. « Ce n'est pas l'autonomie que nous voulons, c'est d'être des citoyens estoniens comme les autres », voilà ce que répètent les habitants de Narva, ville située à l'est de l'Estonie et peuplée à 96 % de russophones. Si, dimanche 18 juillet, un peu plus de 50 % des habitants ont répondu « oui » à une étonnante majorité à la question du référendum organisé par la municipalité - « Êtes-vous favorable à une autonomie nationale territoriale de Narva dans le cadre de la République estonienne ? » - c'est, avant tout, disent-ils, pour « montrer qu'on existe et pour que les autorités estoniennes, mais aussi internationales, se penchent sur notre sort ».

Preuve de l'ambiguïté de ce référendum : aucun des dirigeants locaux ne peut dire quelles seraient les mesures concrètes d'autonomie qu'ils souhaiteraient voir prendre au cas où le vote serait suivi d'effets. Car les autorités estoniennes ont d'avance dénié toute valeur juridique à la consultation. Mais les rumeurs vont bon train : samedi, « on » disait que dix mille anciens militaires russes étaient massés de l'autre côté de la frontière - à quelques centaines de mètres de là, puisqu'il suffit de traverser un pont pour se trouver à Ivangorod, en Russie.

Dimanche, prenant argument d'une plaisanterie d'un ministre estonien, « on » expliquait que le gouvernement central était prêt à « abandonner Narva aux Russes », et à tout le moins, acceptait que la ville fasse de nouveau partie de la zone rouble. Ce qui serait une catastrophe pour ses habitants, qui, profitant de la bonne tenue de la couronne estonienne par rapport au rouble, vont régulièrement faire leurs courses à Ivangorod.

Dialecte du bout du monde. Cette ville est aussi celle de tous les malentendus. « Je suis arrivé ici il y a quatre ans, les habitants que vous voyez, j'ai participé à leur construction, mes enfants sont nés ici, et on ne veut pas me considérer comme un Estonien ! », dit tristement Sergueï Malkov, un vieux ouvrier du bâtiment. Bien sûr, il regrette de ne pas avoir appris un mot d'estonien, « mais, à quel point est-il difficile de parler estonien, puisque tout le monde est russe ? ».

Et quant vous demandez à Irina, ouvrière d'un complexe sidérurgique qui revendique aussi son statut de « vraie Estonienne », le nom du président de la République, elle répond, gênée, qu'« elle ne s'en souvient plus ». En revanche, elle a son mot à dire sur les querelles politiques à Moscou. « Vous voyez bien ! », dit un journaliste estonien à ses collègues étrangers lorsque, demandant en estonien son chemin à un policier de Narva, ce dernier le regarde comme s'il parlait un dialecte du bout du monde.

Le « malentendu ethnique » s'aggrave de fortes dissensions politiques. Il s'est certes trouvé une petite minorité de russophones de Narva pour voter, lors du référen-

dum de 1991, pour l'indépendance de l'Estonie. Mais parmi les actuels dirigeants de la ville, beaucoup n'ont pas caché leur sympathie pour les putschistes d'août 1991. Et s'il ne reste, sur tout le territoire estonien, qu'une seule statue de Lénine, c'est à Narva qu'elle se trouve. Choquante, cette statue ? « Mais pourquoi donc, s'insurge Irina, cela fait partie de notre histoire ». « ... DE LEUR histoire, pas de la nôtre », grommelle le journaliste estonien.

Jugés, « avant », comme des privilégiés, car les pays baltes ont toujours été les plus riches de l'ex-URSS, les Russophones se sentent aujourd'hui devenus des parias. Les lois adoptées par le Parlement estonien - qui leur donnent la possibilité de prendre la nationalité estonienne, mais seulement s'ils répondent à des critères tels qu'une connaissance minimale de la langue nationale - ont été perçues comme autant de discriminations à leur égard.

« Moscou aussi nous abandonne... »

Si, pour le moment seules quelques centaines d'habitants de Narva ont quitté la ville et qu'on ne peut objectivement parler de ségrégation « violente », à l'égard des russophones, ces derniers vivent tous désormais avec l'angoisse du lendemain. « Ce n'est pas tant les lois adoptées qui nous font peur, que l'usage que certains Estoniens pourront en faire », répètent-ils.

Parce qu'ils travaillent pour la plupart dans des monstres militaires de l'ex-URSS, les habitants de Narva subissent de plein fouet, et davantage que les Estoniens, la crise économique. Une élémentaire qui en employait 1 200 n'en fait travailler aujourd'hui que 200. Et c'est loin d'être fini. Le fossé va donc se creuser entre ces esclaves russophones et le reste de l'Estonie, qui, même relativement bien sa transition économique. Comment réagit-il alors tous ces jeunes de Narva, face à la double discrimination - étrangère et chômeur - dont ils se sentent victimes ?

« Ce n'est quand même pas à nous, victimes de la colonisation soviétique, qui avons perdu des dizaines et des dizaines de milliers de nos frères dans les camps de Sibirie, à résoudre ces problèmes », rétorquent de nombreux Estoniens. « Qui est discriminé ici ? », interroge Siig Ahto, un des rares Estoniens à vivre à Narva, qui dit ne pas pouvoir parler sa langue, dans une ville qui, avant la guerre, ne comptait que 30 % de russophones.

Et le malentendu continue. « Moscou, aussi, nous abandonne », disent les habitants de Narva : lorsque les Russes ont interrompu les livraisons de gaz à l'Estonie, soi-disant pour protester contre l'adoption des lois sur la nationalité, ils ne se sont même pas aperçus que nous avons été les principales victimes de cette mesure ! » Conclusion d'un ingénieur : « nous sommes vraiment les cocus de cette histoire ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

CROATIE : malgré les bombardements serbes

Le pont de Maslenica a été rouvert

Le pont flottant construit à Maslenica, en Dalmatie, par les Croates pour remplacer l'ancien pont suspendu détruit lors de la guerre serbo-croate, il y a près de deux ans, a été inauguré, dimanche 18 juillet, par le président Franjo Tudjman, malgré l'activité de l'artillerie serbe dans la région.

MASLENICA. De notre envoyé spécial. L'attente aura duré jusqu'à la dernière minute : le pont allait-il être prêt pour son inauguration, prévue - contre vents et marées - par Zagreb, pour le dimanche 18 juillet ? La question était loin d'être anodine et ne relevait pas de la simple chronique locale, puisque la seule annonce de cette inauguration avait failli déclencher une nouvelle guerre serbo-croate et suffisamment inquiété la communauté internationale pour que le Conseil de sécurité de l'ONU se mobilise. Celui-ci était allé jusqu'à demander aux autorités croates de renoncer à leur projet de construire un pont flottant légèrement en aval du site de l'ancien pont de Maslenica, en Dalmatie, détruit il y a près de deux ans, coupant les communications terrestres entre le nord et le sud de la Croatie.

C'est que les Serbes indépendantistes de la Krajina voisine (territoire croate sous contrôle serbe) voyaient d'un très mauvais œil la volonté croate de rétablir, coûte que coûte, les communications avec la Dalmatie. Or le site de Maslenica, situé sur un bras de mer se terminant par une sorte de petite mer intérieure, dont les rives sont partiellement tenues par les forces serbes, est à portée de canon de ces dernières, qui avaient menacé de recourir à la force pour faire avorter le projet croate.

La caution de Slobodan Milosevic

Jeudi et vendredi, les négociateurs internationaux ont finalement réussi à faire signer aux Serbes de Krajina, puis aux Croates, un accord censé écarter le risque d'un nouvel embrasement généralisé (le Monde daté 18-19 juillet). Mais on

sait ce que tiennent, ici, les accords. Alors, le président de Serbie, Slobodan Milosevic, a donné, à l'issue d'une rencontre avec son homologue croate, sa caution au projet de Zagreb en signant, samedi à Genève, un communiqué commun avec M. Tudjman. Ce texte explique que les deux présidents considèrent l'accord conclu la veille avec les Serbes de Krajina comme « un pas important vers la normalisation de l'ensemble des relations serbo-croates ». Puis, nous a indiqué le porte-parole de Franjo Tudjman, Vespa Skare, le président Milosevic a contacté les Serbes de Krajina pour leur mettre en garde contre les conséquences d'un geste inconsidéré lors de l'inauguration du pont. Pour les Croates, il s'agissait de garanties suffisantes, même dans une région où alliances et accords sont aléatoires, mouvants et éphémères, comme le prouvent amplement les retournements constants dans la Bosnie-Herzégovine voisine.

Au pas de charge

Les artilleurs serbes se sont visiblement fait un plaisir de tenter, jusqu'au bout, de gêner la fête croate de dimanche. Ils y ont presque parvenus. Et les cérémonies prévues pour débiter en fin de matinée ont dû être reportées à la fin de l'après-midi. Malgré l'énervement déployé par les ouvriers croates pour terminer l'assemblage des nombreux éléments du pont flottant de 275 mètres de long et de 6,50 mètres de large, tout n'était pas prêt à temps. C'est que les bombardements serbes se sont succédés pendant le week-end autour de Maslenica. Dimanche encore, pendant une heure à la mi-journée des obus de mortier se sont abattus sur trois villages des environs.

Et la confiance dans les accords et autres « garanties » ayant des limites, l'inauguration s'est faite au pas de charge. Le président Tudjman n'avait pas passé beaucoup plus d'une heure et demie sur le sol dalmate, trajet entre l'aéroport de Zadar-Zemunik et Maslenica (une quarantaine de minutes) compris. Car il s'agissait également de rouvrir symboliquement cet artère - fermé, lui aussi, depuis près

de deux ans : bref, comme le dit le ministre croate des communications et des transports, Ivica Mudrinic, il s'agissait de « réintégrer le territoire de la Dalmatie » afin qu'il ne soit plus, aujourd'hui, « une île ». Pour que le geste soit encore plus spectaculaire, ce sont trois avions qui se sont posés dimanche à Zadar-Zemunik : un Boeing rempli de journalistes, un ATR chargé d'une partie du enrpt diplomatique et l'appareil du président Tudjman.

Un bref discours devant la structure métallique nue d'un aéroport totalement vidé, une traversée à pied du célèbre bras de mer sur un pont flottant vert pomme, une bénédiction donnée par l'évêque de Zadar ainsi que par le nonce apostolique représentant le pape à Zagreb, Mgr Giulio Enaudi, et toute la suite présidentielle avait disparu. La rapidité avec laquelle tout cela s'est passé - trébuchant sur le battage fait autour de « l'affaire » de Maslenica - n'a pas empêché Franjo Tudjman d'évoquer les raisons pour lesquelles il tenait tant à ce pont. La rouverture de ce dernier ainsi que celle de l'aéroport sont « importantes, a-t-il dit, pour les liens de la Croatie avec l'étranger, pour le développement économique de la région et pour le rétablissement de la souveraineté croate » sur l'ensemble de la Croatie.

Reste que, aux termes de l'accord conclu avec les Serbes de Krajina, l'armée croate devra avoir évacué la région (reconquise sur les Serbes en janvier dernier) d'ici au 31 juillet pour y être remplacée par les « casques bleus » de la Force de protection de l'ONU. Reste également que, si le développement économique de la Dalmatie est essentiel non seulement à l'économie croate, mais aussi à la tranquillité politique d'une province dans laquelle la popularité du président Tudjman n'est pas au plus haut, l'accord de vendredi laisse un goût d'amertume chez beaucoup. Le texte prévoit, en effet, la présence de la police serbe dans trois villages de la région reprise par les Croates en janvier et abandonnée demain aux « casques bleus ». Or cette concession de Zagreb est loin de faire l'unanimité ici.

YVES HELLER

BOSNIE : tout en excluant de se rendre à Genève

M. Izetbegovic s'interroge sur le « réalisme » de ses propres positions

Le président bosniaque Alija Izetbegovic a estimé dimanche 18 juillet qu'une division de son pays selon des critères ethniques, comme le proposent Serbes et Croates, était peut-être le seul moyen de ramener rapidement la paix. Il a cependant exclu de se rendre à Genève pour reprendre les négociations tant que les Serbes de Bosnie n'auront pas mis fin à leurs agressions.

La présidence collégiale bosniaque, dirigée par M. Izetbegovic, avait présenté la semaine dernière un plan de paix préservant le caractère fédéral et multi-ethnique du pays. « Nous ne devrions pas accepter une partition permanente de la Bosnie », a estimé M. Milosevic. Le président bosniaque a cependant déclaré l'invitation à reprendre les pourparlers de Genève tant que dureront les combats, notamment autour de Sarajevo et des enclaves musulmanes de Bosnie orientale.

Dans un communiqué commun, ils ont déclaré : « La seule façon d'obtenir une paix durable en Bosnie-Herzégovine est de reconnaître les intérêts de ses trois peuples constituants et de parvenir à un accord sur la création de trois républiques dans le cadre d'une confédération. » Les musulmans « devraient accepter cette offre honnête et équitable pour eux », a estimé M. Milosevic. Le président bosniaque a cependant déclaré l'invitation à reprendre les pourparlers de Genève tant que dureront les combats, notamment autour de Sarajevo et des enclaves musulmanes de Bosnie orientale.

Les forces serbes ont en effet poursuivi dimanche leur avancée vers les monts Igman, à proximité de la capitale. Les lignes de défense bosniaques ont été enfoncées à Golo Brdo, tandis que des observateurs étrangers ont compté au moins 28 chars serbes progressant vers ces monts boisés qui surplombent l'aéroport de Sarajevo. Les monts Igman forment la seule voie d'approvisionnement clandestin à travers les positions serbes qui entourent Sarajevo et la seule position en hauteur de l'armée bosniaque aux environs de la ville. Les combats se sont également poursuivis entre Croates et musulmans dans la région de Mostar et Capljina, au sud de la Bosnie-Herzégovine. (AFP, AP, Reuters).

dilemme : nos propositions sont-elles réalistes ? Est-ce que la voie vers la paix, c'est une Bosnie unie ? Qu'est-ce qui est le plus important ? Comment voterait la population si elle avait le choix ? Il semble pour le moment que tout cela ne tient pas ensemble. »

Une offre « équitable »

A l'issue de leur rencontre de samedi à Genève en présence des médiateurs David Owen et Thorvald Stoltenberg, les présidents serbe et croate, Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, ont affirmé de concert qu'ils n'entendaient pas démanteler la Bosnie pour se la partager.

« Nous ne devrions pas accepter une partition permanente de la Bosnie », a estimé M. Milosevic. Le président bosniaque a cependant déclaré l'invitation à reprendre les pourparlers de Genève tant que dureront les combats, notamment autour de Sarajevo et des enclaves musulmanes de Bosnie orientale.

Les forces serbes ont en effet poursuivi dimanche leur avancée vers les monts Igman, à proximité de la capitale. Les lignes de défense bosniaques ont été enfoncées à Golo Brdo, tandis que des observateurs étrangers ont compté au moins 28 chars serbes progressant vers ces monts boisés qui surplombent l'aéroport de Sarajevo. Les monts Igman forment la seule voie d'approvisionnement clandestin à travers les positions serbes qui entourent Sarajevo et la seule position en hauteur de l'armée bosniaque aux environs de la ville. Les combats se sont également poursuivis entre Croates et musulmans dans la région de Mostar et Capljina, au sud de la Bosnie-Herzégovine. (AFP, AP, Reuters).

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Le gouvernement annonce le démantèlement du cartel de Medellín

Un rapport officiel, publié dimanche 18 juillet par les principaux journaux colombiens, affirme que les forces de sécurité ont pratiquement démantelé, en un an, le réseau terroriste du cartel de la drogue de Medellín depuis que son chef Pablo Escobar s'est enfui de prison. Ce document, rédigé par les services de la police et de l'armée chargés de trouver Escobar, affirme que les forces de sécurité ont capturé 1 314 membres présumés de l'organisation et en ont tué 145 lors d'affrontements armés. « Le cartel de Medellín est actuellement pratiquement démantelé des suites des opérations systématiques et continues » du gouvernement.

Le rapport précise également que les forces de sécurité ont neutralisé plus d'une vingtaine de voitures piégées dans plusieurs villes de Colombie depuis la fuite du « baron de la drogue ». Toutefois, plus d'une douzaine ont explosé, tuant 36 personnes et en blessant 360. Les autorités estiment que ces opérations ont permis d'isoler presque totalement Pablo Escobar, qui, selon les services de renseignement, se trouverait à Medellín ou dans la région. Le gouvernement colombien a offert une récompense de plus de 7 millions de dollars pour tout renseignement sur sa cachette.

D'autre part, les autorités américaines ont révélé qu'un homme, arrêté samedi 17 juillet, pour vol à l'étalage de souvenirs dans un magasin du parc d'attractions des Studios Universal d'Orlando (Floride), pourrait bien être le numéro deux du cartel de la drogue colombienne, Victor Hugo Polo, 24 ans, de Miami, a été placé en détention en raison d'un mandat d'arrêt fédéral l'accusant de vente de cocaïne et d'être le principal adjoint d'Escobar. La police fédérale devait le prendre en charge lundi et vérifier avec certitude son identité. (AFP, AP).

ÉTATS-UNIS

Les malheurs du directeur du FBI

Le directeur du FBI, William Sessions, a déclaré, dimanche 18 juillet, qu'il a démissionné de son poste à la suite d'une injonction émise de Bill Clinton. Il a réaffirmé n'avoir pris aucune initiative morale-morale répréhensible. La veille, l'attorney général (ministre de la justice) Janet Reno avait sommé William Sessions de démissionner sous peine de se voir imposer la gestion et de dépenses injustifiées.

A sa sortie du bureau, M. Sessions avait trébuché sur un trottoir et s'était fracturé le bras... Le remplacement de M. Sessions, nommé directeur du FBI en 1987 par le président Ronald Reagan pour un mandat de dix ans, pourrait intervenir dans les prochains jours. (Reuters, AFP).

□ Mort de l'ancien amiral américain Edmond Moran. - L'amiral à la retraite Edmond Moran, qui fut l'un des artisans du débarquement allié en Normandie le 6 juin 1944, est mort jeudi 15 juillet à l'âge de quatre-vingt-seize ans à son domicile de New-Canaan, dans le Connecticut, à 40 ans après s'être vu infliger la mort par la flotte de 160 remorqueurs qui transportaient à travers l'Atlantique les éléments permettant la construction et l'installation immédiate, le jour J, d'un pont flottant au large des côtes françaises. - (AFP).

□ PÉROU : manifestation pacifique de 20 000 personnes. - Vingt mille Péruviens ont manifesté dimanche 18 juillet, dans le quartier chic de Miraflores, à Lima, un an après le violent attentat à la voiture piégée qui avait fait vingt-cinq morts et cent cinquante blessés. Cet attentat du 16 juillet 1992 est le plus violent jamais commis en ville par le mouvement terroriste du Sentier lumineux (maofistes) dans le cadre de sa lutte armée. - (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

TURQUIE

Des attentats à la grenade font un mort et deux blessés dans une zone touristique

Trois hôtels de la ville touristique d'Antalya, sur la côte sud de l'Anatolie, ont été la cible, samedi 17 juillet, d'attentats à la grenade, provoquant la mort d'une personne et en blessant au moins deux autres. Ces attentats interviennent trois semaines après une autre agression du même type contre des hôtels du centre-ville, qui avait fait 23 blessés, dont une quinzaine de touristes allemands et scandinaves.

Les attentats de samedi ont visé cette fois trois petits hôtels de la périphérie, et les victimes sont des Turcs. Aucun des attentats n'a, pour le moment, été revendiqué, mais les autorités d'Ankara les attribuent aux rebelles séparatistes kurdes du PKK. Ces derniers avaient mis fin, le 8 juin dernier, à la trêve unilatérale qu'ils avaient décrétée en mars. - (AFP).

CUBA

Fidel Castro écarte toute idée de multipartisme

Fidel Castro a écarté, dimanche 18 juillet, toute possibilité d'ouverture politique dans son pays, dans un entretien accordé à la presse brésilienne. « A Cuba, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir d'autres parties (politiques). Je crois que notre monolithisme du peuple est notre plus important atout pour résister », a déclaré le leader cubain.

Commentant la demande d'un levée du blocus américain contre Cuba, adoptée vendredi par la chambre libéro-américain à Salvador de Bahia, Fidel Castro a déclaré qu'il n'a « attendu pas à lever le blocus à moyen terme. Il faut nous faire à l'idée que cela va durer longtemps », a-t-il ajouté. Le dirigeant cubain a estimé qu'il revenait aux États-Unis de prendre l'initiative d'engager avec La Havane des négociations sur la levée du blocus. - (AFP).

RWANDA

Une femme à la tête du gouvernement

Agathe Uwilingiyimana, ancien ministre de l'enseignement primaire et secondaire, a été nommée, samedi 17 juillet, au poste de premier ministre, après trois jours de négociations entre le président Juvenal Habyarimana et la coalition gouvernementale.

La candidature du premier ministre sortant, le docteur Diyanes Ndayishimiye, a été rejetée par quatre des cinq partis d'opposition qui forment, depuis le 18 avril 1992, un gouvernement de transition vers la multipartisme. La première femme à occuper ce poste au Rwanda, après avoir prêté serment dimanche, a constitué un gouvernement provisoire dont la mission est de conclure un accord de paix, avant la nomination d'une équipe ouverte aux rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR). - (AFP, Reuters).

SOCIÉTÉ

Galériens de Paris

La triste errance de Philippe, blessé à une jambe, illustre la carence de structures médicalisées pour les « sans domicile fixe »

Philippe a trente et un ans, un sec, deux béquilles, un plâtre et pour une semaine, une dé. Philippe est SDF depuis neuf ans (1). Fin mai, une voiture le renverse et lui brise le tibia. Entré à l'hôpital de la Croix-Rouge (Hauts-de-Seine) pour être opéré, il en ressort au bout de trois jours, avec la jambe brochée et plâtrée. Commence alors pour lui un marathon clopinant à travers Paris, de dispensaires en asiles de nuit, de foyers en soupes populaires, de l'hôtel, un jour de chance, à la « zone » le lendemain, sans jamais avoir le temps de reposer cette jambe qui lui fait mal, qui réclame des soins, menacée par la phlébite. Un mois de galère à se traîner dans la ville.

Cercle vicieux

Et puis un soir, Philippe atterrit chez les « compagnons de la nuit », rue Gay-Lussac, dans le 5^e arrondissement. Un lieu de rencontre où les SDF discutent, se lèvent, font des projets, en attendant le petit matin. Philippe, « prêt à se laisser crever », finit par raconter son histoire. Les membres de l'association Sans domicile fixe (SDF) présents décident de l'aider à trouver une « structure d'accueil », pour qu'enfin il puisse se faire soigner.

Une journée au téléphone et les bons Samaritains ne sont pas plus avancés. Ils décident de passer à l'action, d'organiser une « manifestation » pour dénoncer le scandale. Le manifestant « vingt personnes et une banderole » e lieu le 12 juillet, devant le DASS du 11^e arrondissement, avec le soutien de l'association Droit au logement. Après quelques heures de tractations courtoises, le DASS propose une solution « temporaire » : trois jours, puis une semaine à la

cité Saint-Martin, un foyer du Secours catholique.

La solution est provisoire. Qu'advient-il de Philippe après ce court répit ? « Le fait même que SDF existe », souligne Pierre, le président de cette association née du défilé provoqué par les victimes du froid, cet hiver, est révélateur de la carence des services sociaux. Il y a une multitude, mais ils sont inadéquats. Philippe en est la preuve.

La cause de tous les maux, pour ces galériens, qui ne veulent pas être étiquetés clochards, c'est le manque de logements : « Sans toit, dit Pierre, comment manger, se lever, dormir et se livrer à la recherche effective et permanente d'un emploi, pour paraphraser l'ASSEDIC ? » Pourtant, Philippe est un métier, comme Pierre et ses compagnons. Il est peintre en bâtiment ; eux sont imprimeurs, serveurs, cuisiniers ou tailleurs de pierre. Mais pour avoir du travail, il faut un logement ; pour avoir un logement, il faut du travail. Pour résoudre cette équation en forme de cercle vicieux, SDF ne voit que « l'application réelle de la loi Basson (2) et la réhabilitation des millions de mètres carrés de bureaux vides ».

Ping-pong administratif

Les soins aux SDF posent aussi un problème de santé publique. Philippe est loin d'être un cas isolé. « Il n'y a aucune structure pour accueillir des malades en moyenne durée », déplore Xavier Emmanuel, médecin responsable du Centre d'hébergement et d'accueil des personnes sans abri (CHAPSA), de l'hôpital de Nanterre. On sait parfaitement remplacer un foie, mais on n'a pas les moyens d'immobiliser un lit pour

un tuberculeux non sovable. Le CHAPSA, héritier des « dépôts de mandicé » du dix-neuvième siècle, n'est qu'un lieu de transit, un centre d'accueil d'urgence de 300 places.

Chaque jour, 400 SDF - clochards pour le plupart, mais aussi toxicomanes ou simples « galériens » - rafés par les « bleus » ici ou là, peuvent y être examinés. Et chaque jour, Xavier Emmanuel et son équipe découvrent des malades chroniques, touchés par le sida ou la tuberculose. Des psychotiques laissés à leurs divagations. Des multiopérés jamais rééduqués, mutilés, estropiés à force d'aspirines, de furoncles, de maladies de peau, ayant perdu tout contact avec leur corps. Hôpitaux et dispensaires se les renvoient, dans un ping-pong inlassable.

« Quand on ne vous regarde plus, vous n'avez plus », explique Xavier Emmanuel. Les pionniers de Sans domicile fixe ont tenté de faire passer le message : « Nous sommes une société parallèle à la vôtre, mais nous voulons établir le dialogue avec vous. Ce qui nous importe, c'est d'être reconnus comme des êtres humains ».

HERVÉ MORIN

(1) Les SDF seraient, selon les estimations, de 14 000 à 60 000 pour Paris (1992) et, sur la France entière, de 200 000 à 400 000.

(2) La loi du 31 mai 1990, dite loi « Basson », stipule notamment dans son article 1^{er} que « garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation ».

► Sans domicile fixe solidarité est actuellement à la recherche d'un local pour ses réunions. Contact : Droit au logement, tél. (1) 40-21-83-81.

ÉDUCATION

Pour la prochaine rentrée

M. Bayrou prépare des mesures en faveur des maîtres auxiliaires

M. Bayrou, ministre de l'éducation nationale, devait présenter aux syndicats d'enseignants, jeudi 19 juillet, lors de la réunion du comité technique paritaire national, un projet de « protocole relatif à la réaffectation de l'auxiliaire ». Pour faire face à des besoins croissants en enseignants, le ministère de l'éducation nationale se trouve, en effet, court-traité, depuis longtemps, de recruter des maîtres auxiliaires - 40 000 actuellement - dont la situation est précaire, comme on l'a constaté l'an dernier : du fait du succès de la politique de recrutement de jeunes professeurs titulaires dans les IUFM, plus de 5 000 maîtres-auxiliaires n'ont pas retrouvé leur emploi à la rentrée 1992.

« Je ne peux pas assister sans réagir à la mise au chômage de ces milliers de maîtres qui ont enseigné parfois plusieurs années, et que l'on débarque sans autre forme de procès. Je n'accepte pas que leur expérience soit ainsi purement et simplement gaspillée (...). Nous avons une obligation morale envers eux », souligne François Bayrou dans un courrier à Libération, le 19 juillet. Pour résoudre ce problème, le ministère de l'éducation nationale envisage pas de plan global de titularisation, comme cela avait été le cas en 1983.

En revanche, il souhaite donner aux maîtres auxiliaires le maximum de possibilités de pas-

ser les concours de recrutement de professeurs. Les auxiliaires qui ont effectivement enseigné plus de cinq ans se verront offrir, à partir de la session de 1995, un concours interne spécifique de recrutement : ils seront dispensés de l'écrit, ce qui constitue, selon le ministre, « un avantage considérable ».

Une réduction de moitié

A ceux qui ont moins de cinq ans d'expérience, deux possibilités seront proposées. Ils pourront préparer les concours de l'IUFM et y bénéficier, dans les académies ou les disciplines déficitaires, d'allocations d'étude. A défaut, ils se verront proposer des postes de surveillants d'externat. Enfin, pour les non-titulaires qui se retrouveraient, à la rentrée prochaine, sans solution, le ministère s'apprête à proposer des postes de surveillants, permettant de valoriser leur expérience en effectuant, par exemple, des remplacements ou des séquences de tutorat pour les élèves.

Le ministère de l'éducation nationale espère obtenir l'accord, et la signature, des syndicats d'enseignants sur ce protocole, dont l'objectif est de réduire au moins de moitié le nombre des auxiliaires.

REPÈRES

CATASTROPHES

Messages de condoléances après l'accident de l'usine Metalurop

Françoise Mitterrand a envoyé, samedi 17 juillet, un message de condoléances aux familles des victimes de l'explosion qui s'est produite la veille dans l'usine Metalurop à Noyelles-Godault près d'Amiens (Somme) (Pas-de-Calais) (Le Monde daté 18-19 juillet).

ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, s'est rendu le même jour sur les lieux de cette catastrophe qui a fait sept morts et quatre blessés graves. M. Longuet a déclaré que « les secours ont fonctionné comme ils devaient fonctionner ». Cet accident constitue, a-t-il ajouté, « un rappel à l'ordre ». « L'industrie, ce sont des risques et il y a un devoir absolu de sécurité ». L'accident de Noyelles-Godault est la plus grave catastrophe industrielle du Nord-Pas-de-Calais depuis près de vingt ans.

MÉDECINE

Suspension de l'arrêté sur la rémunération des gardes hospitalières

Une circulaire du 24 mai 1993, qui réduisait de 60 % la rémunération des gardes médicales hospitalières assurées par les médecins « attachés associés » - d'origine étrangère pour une grande part - en alignant sur celle des internes en médecine, a soulevé de vives protestations. Le Monde du 17 juillet. Le ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville a annoncé, dans un communiqué publié, vendredi 16 juillet, sa décision de « suspendre immédiatement l'application de l'arrêté du 27 janvier 1989 » qui était à l'origine de cette circulaire.

Prise « après concertation avec les organisations syndicales de praticiens hospitaliers », qui avaient vivement dénoncé la « ségrégation » entraînée par la mesure, cette suspension annule un mot d'ordre de grève illimitée des gardes que les médecins étrangers du Centre hospitalier universitaire de Tours (Indre-et-Loire) avaient voté à l'unanimité, vendredi 16 juillet.

EN BREF

► Le preneur d'otages de Neuilly-sur-Seine aurait été assassiné, selon sa sœur. - Anne-Marie Schmitt, la sœur du preneur d'otages de la maternité de Neuilly-sur-Seine qui a été tué le 15 mai par les policiers du RAID, a estimé, dimanche soir 18 juillet sur France 2, que son frère « a été assassiné ». « Je ne comprends pas pourquoi on l'a tué, et-elle ajouta. Il y avait certainement un autre moyen de le neutraliser. Il y a un responsable. Il faudra qu'il explique pourquoi il a pris cette décision ». Contestait la version officielle de la mort d'Erick Schmitt, sa famille avait déposé plainte, mardi 13 juillet, pour « homicide volontaire avec préméditation » (Le Monde du 17 juillet).

► Meurtre d'un adolescent de seize ans à Niort. - Après qu'un adolescent âgé de seize ans a été retrouvé mort devant la villa de ses parents à Niort (Deux-Sèvres), dans la nuit de jeudi 15 à vendredi 16 juillet, l'un de ses amis a été mis en examen pour homicide volontaire par Sophie Lerner, juge d'instruction à Niort, et écroué. Fils d'un médecin niortais, l'adolescent décédé a été frappé avec un objet contondant, qui pourrait être une balle de baseball. Il avait auparavant passé la soirée en boîte de nuit avec deux amis, dont le meurtrier présumé, qui était présent devant la villa à l'arrivée de la police.

► Des tracts antisémites distribués

dans les Hauts-de-Seine. - Des tracts au contenu violemment antisémite ont été distribués dans les boîtes aux lettres d'un quartier de Cléchy (Hauts-de-Seine), vendredi 16 juillet, jour de la commémoration nationale des persécution antijuives de la rafle du Vel d'Hiv. Ces documents anonymes mettaient en cause un certain nombre de personnalités du monde des affaires, de la politique et de la presse. Une plainte contre X... a aussitôt été déposée par Gilles Catoire, maire (PS) de la ville.

► Cinq jours de report pour la navette spatiale Discovery. - La NASA a annoncé, samedi 17 juillet, le tir de la navette spatiale américaine Discovery une trentaine de minutes avant la mise à feu de l'engin. Ce report est la conséquence d'une anomalie de fonctionnement d'un composant électronique du système pyrotechnique qui libère les énormes fusées d'appoint de la navette dès que la puissance suffisante au décollage est atteinte. Pour une raison encore inconnue, l'interrupteur incriminé s'est mis en position une heure avant le tir, alors que cette opération n'intervient que dix-huit secondes seulement avant la mise à feu. Les spécialistes estiment que le changement et les contrôles de la pièce défectueuse pourraient conduire à un retard de cinq jours. - (AFP, UPI)

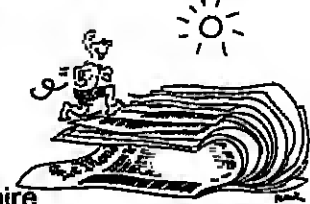
► Accord spatial entre la Russie et

les Etats-Unis. - Les Etats-Unis et la Russie ont signé, samedi 17 juillet, un accord destiné à étudier les possibilités de procéder à des opérations conjointes dans le domaine de l'exploration spatiale. Cet accord, qui intervient deux jours après la décision de Moscou de geler, sous la pression de Washington, la vente à l'Inde de moteurs de fusées russes (Le Monde daté 18-19 juillet), devrait notamment permettre d'évaluer les possibilités de mise en orbite d'une station spatiale habitée « en harmonie avec les obligations internationales des deux nations ». - (AFP)

► Violents orages en Saône-et-Loire. - Les violents orages qui se sont abattus, samedi 17 juillet vers 20 heures, sur le département de la Saône-et-Loire ont provoqué d'importants dégâts dans plusieurs communes proches de Louhans. La pluie et de gros grêlons ont, pendant environ une demi-heure, ravagé les cultures, tandis que les forts vents qui accompagnaient la perturbation arrachaient les toits, brisaient les lignes électriques et téléphoniques et roulaient, de façon spectaculaire, un silo à grains d'une dizaine de tonnes sur une bonne centaine de mètres. Ces intempéries, qui n'ont pas fait de victime, se sont ensuite dirigées vers les départements du Doubs et du Jura, qu'elles ont frappés moins sévèrement dans le courant de la nuit.

Vous ne trouvez pas Le Monde chez votre marchand de journaux ?

Appelez gratuitement le numéro vert 05.40.14.31. Nous ferons le nécessaire.



Les Seuls Vols Sans Escale De Nice Vers Les Etats-Unis.

Delta propose les seuls vols sans escale de Nice vers les États-Unis, avec des vols quotidiens vers Atlanta et New York, ainsi que 21 vols sans escale par semaine au départ de Paris vers les États-Unis. Pour plus d'information ou pour toute réservation, contactez votre agent de voyages, ou appelez Delta au numéro vert 05 35 40 80 ou tapez 3615 GO US, rubrique Delta.

DELTA AIR LINES

SPORTS

CYCLISME : la quatorzième étape du Tour de France

Cocorico Lino

En remportant, dimanche 18 juillet, la quatorzième étape du Tour de France entre Montpellier et Perpignan (224,5 kilomètres) devant l'italien Giancarlo Perini après une échappée de près de 200 kilomètres, Pascal Lino a donné à la France sa première victoire dans ce Tour. Samedi, l'Allemand Olaf Ludwig avait remporté le liason entre Marseille et Montpellier. Pas de changement en tête du classement général, toujours dominé par l'Espagnol Miguel Indurain.

PERPIGNAN

de notre envoyée spéciale

Le Tour de France respire. Il tient son souffle. Pascal Lino, ce Breton blond, va-t-il finir en héros national? C'était lui, déjà, qui avait fait frémir la fibre gauloise en 1992 en arborant le maillot jaune pendant dix jours. A Perpignan, il a apporté la première victoire française du Tour 1993. Soudain, l'épreuve a pris un ton joyeux, inespéré. Comme si tout pouvait changer dans une course verrouillée par Miguel Indurain. Las! le sauveur français était, dimanche soir, à la trente-sixième place, à une bonne demi-heure du maillot jaune. Quelles que soient les minutes perdues, gâchées, une victoire d'étape dans le Tour est précieuse, un événement dans la vie d'un coureur, surtout français.

Un énorme soulagement

Voilà deux semaines que l'an attendait cet instant. La caravane se faisait chaque jour un peu plus amère, fataliste, et se mettait parfois en colère (le Monde du 15 juillet), on allait jusqu'à parler de Berezina. Au départ, le matin, les pauvres Français se faisaient tout petits, s'excusaient comme ils le pouvaient avec des mots simples : « Je vais attaquer », « Je ne vais pas me laisser faire » — mais si compliqués à transformer, siôt minés sur le vélo, perdus dans un peloton toujours aussi nerveux.

Chaque jour, la pression était plus forte sur leur épaule. D'un coup de rein sur la ligne d'arrivée, Pascal Lino a desserré l'étau : « J'ai prouvé qu'il ne fallait pas enterrer les Français. A quelques kilomètres de la fin, je me suis dit : on va leur faire voir si nous

sommes vraiment existants sur ce Tour ».

C'est lui, tout d'abord, qui éprouve un énorme soulagement. Pendant quelques secondes, le cœur en chamade, asphyxié par les journalistes et les copains qui le pressent, il a attendu la décision des commissaires. Une minute, un siècle. Il n'y avait qu'un bayou entre Perini et lui sur la ligne d'arrivée. Il a poussé un grand cri. Celui de sa première belle victoire. En 1992, Pascal Lino avait été un bien étrange maillot jaune. Il avait subtilisé à son ami Richard Virenque après une échappée en groupe et l'avait porté pendant dix jours sans jamais passer en vainqueur sur la ligne d'arrivée. « Gagner une étape, c'est encore plus beau que de porter le maillot jaune sans victoire », dit-il d'une voix gouailleuse. Il ne veut plus s'arrêter de parler, n'en finit plus de raconter son échappée avec quatre hommes, pendant près de 200 kilomètres et cette course-

poursuite finale avec Perini, avant d'arracher la victoire, « avec mes trépassés ».

Il est, sans doute, parmi les Français, celui que l'on attendait le moins. Il était perdu dans le classement à près d'une heure du leader, quand il avait terminé cinquième en 1992. Alors, il était au faite de sa popularité, un astre dans le cyclisme français. A vingt-six ans, il découvrait la richesse, lui qui venait de passer deux ans dans une équipe française à jouer les « hauche-trous ». Quelques mois plus tard, il signait un contrat mirobolant avec la formation espagnole Festina.

Depuis, il était devenu une étoile filante. Une tendinite avait grippé la machine : l'homme est réputé pour avoir le plus beau coup de pédale du peloton. « Je viens de retrouver ma forme, explique-t-il. Elle est revenue quinze jours trop tard ». Il parle d'une préparation tardive, commencée en janvier, après des vacances en Nouvelle-Calédonie : « La prochaine fois, je ne me ferai pas avoir. Quand je suis revenu, les autres avaient déjà 2 000 kilomètres de compétition dans les jambes ».

Il se souvient aussi de ce maïs de mai d'angoisse. Convoqué de l'Amstel Gold Race, aux Pays-Bas, en avril, il se range les sangs pendant un mois avant de connaître le verdict des juges. Il risque trois ans de suspension, il échoue de six mois avec sursis. Il courra le Tour de France : « Ce fut une période difficile. J'ai beaucoup gambé ».

La gamba, il connaît. Lino, 1,80 m, 65 kg, directeur sportif de Festina. C'est un lyonnais. Il faut l'encourager. Ce matin, je l'ai secouru. « Cela faisait trois jours qu'il ne faisait rien. Je me suis battu. Je n'ai pas craqué dans les derniers kilomètres. J'ai gagné. J'ai sauvé mon Tour de France ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

L'art de la fugue

PERPIGNAN

de notre envoyée spéciale

Il faut savoir choisir la bonne locomotive. Une échappée heureuse s'effectue sans la complicité d'un homme trop bien classé, qui pourrait le faire capoter en le freinant. Il a suffi de pas grand-chose pour s'enfuir. Dimanche, le peloton, malmené sur une côte, à 30 kilomètres du départ, a regardé filer Pascal Lino et ses quatre compagnons de fortune, bientôt réduits à quatre : les Italiens Giancarlo Perini, Maria Chiesi, Gianni Faresin et le Belge Johan Bruyneel.

Cinquante-axième, avec 52 mn 42 s de retard sur le maillot jaune, Lino ne pouvait mener Miguel Indurain, tout comme Perini, pointé cinquante et unième à 54 mn 54 s. Même Bruyneel, vingt-et-unième à plus d'une demi-heure, a pu obtenir un « ticket de sortie », comme disent les coureurs.

Pendant 179 kilomètres, les cinq hommes se sont entendus à merveille car il leur fallait bien. Ils ont pris deux, quatre, puis

quinze minutes au peloton, fermement retenu par les coéquipiers de Miguel Indurain. Le maillot jaune était heureux de garder, dans sa nasse, ses vrais adversaires, Alvaro Mejia, Zanon Jakula et Tony Raminger.

Tandis que l'Espagnol préservait sa tranquillité et ses deux phénières, les fuyards se sont dépensés sans compter. Contre le vent, la fatigue, une union, même hétéroclite, fait la force. Ils se sont relayés en tête au point où l'un d'eux qui s'était attardé auprès de la voiture de son directeur sportif pour prendre un bide ou fumer un conseil. Quand il eut fallu songer à la victoire, Lino et Perini se sont encore enfoncés, jouant eu chat et à la souris. Le Français faisait le gros du travail, l'Italien refusait de prendre les relais, afin de garder du jeu pour les derniers mètres. « Je l'ai vu au sentiment », explique Pascal Lino. Il a fini par m'aider à semer les trois autres qui revenaient ».

B. M.

TENNIS : la France battue par l'Inde en quarts de finale de Coupe Davis

Relève trop tendre

premier point à l'équipe tricolore (6-3, 6-3, 6-1).

Bien lui en a pris : dénué face au jeu survolté et agressif de Leander Paes, Henri Leconte n'a pu faire illusion. Lancé, à partir du quatrième set, par une douleur au dos sans rapport, a-t-il assuré, avec trois opérations de hernies discales sabbies dans le passé, le gaucher français n'a pu renouveler l'exploit qui, en finale en 1991, lui avait permis d'apporter à la France deux des trois points de la victoire contre les Américains.

Samedi, dans le double, Arnaud Boetsch, essaimé jusqu'au bout son rôle de bon Samaritain. Après d'un Leconte revigoré par les soins du docteur Montavall, encouragé par un public frénétique chauffé à blanc, Boetsch a déclaré qu'il avait voulu « déborder le terrain » pour aider son aîné et soulager son jeune coéquipier Rodolphe Gilbert, chargé, le lendemain dans le dernier simple, de remplacer Leconte au pied levé.

Un « sixième sens » de volleyeur

Mais ces bonnes intentions ont été contrecarrées par Leander Paes, l'équilibriste de Calcutta, joueur à la cadence si rapide qu'il transforme presque la terre battue en une surface gazonnée, pour y régner à la volée. Boetsch s'est retrouvé subjugué par un adversaire semblable, a-t-il déclaré après sa défaite, « à un oiseau qui volait sur le court ». A 2-2 entre l'Inde et la France, il devenait dès lors difficile pour Rodolphe Gilbert, qui faisait ses premiers pas en Coupe Davis, d'apporter à son pays le point décisif.

Au terme d'un motet de plus de quatre heures disputé sous un soleil de plomb, interrompu dimanche soir par l'obscurité, l'Inde et la France s'étaient donc

séparés sur une parfaite égalité : deux victoires, deux sets remportés dans le dernier match, et deux jeux partant dans l'ultime set. Gilbert, qui avait pourtant battu Becker à Roland-Garros en mai dernier, n'a pu venir à bout du grand art de Ramesh Krishnan, ce champion d'été d'un « sixième sens de volleyeur d'herbe » selon Georges Goven, capitaine de l'équipe de France.

Patrice Hagelauer, l'entraîneur des quatre Français, a mis le doigt dans la balance, comme le laissent sous-entendre les propos amers d'Arnaud Boetsch après sa défaite contre Paes : « On est une équipe un peu bonclée, c'est à déclarer, mais on se serre les coudes comme des fous ».

FLORENCE DUTHEIL

Autres résultats

Quarts de finale du groupe mondial de la Coupe Davis

- Australie bat Italie (3 à 2) à Florence

- Suède bat Pays-Bas (4 à 1) à La Haye

- Allemagne bat l'ex-Tchécoslovaquie (4 à 1) à Halle

Les demi-finales opposeront le Suède à l'Allemagne et l'Australie à l'Inde, du 24 au 26 septembre.

OMNISPORTS : l'Universiade d'été 1993

Le modèle américain

Cinq mille athlètes de dix-sept à vingt-huit ans, venus de 135 pays, se sont retrouvés, du 8 au 18 juillet, à Buffalo (Etat-Unie) pour participer à la dix-septième édition de l'Universiade d'été, les Jeux mondiaux universitaires. 155 étudiants représentaient la France.

BUFFALO

de notre envoyée spéciale

Des piscines olympiques, des stades de basket, de volley, des courts de tennis, des pistes d'athlétisme : l'équipement de l'université d'Etat de Buffalo a permis à une large partie des épreuves de l'Universiade d'été de se tenir sur le campus même. Pourtant, cette université de l'Etat de New-York, qui accueille 29 000 étudiants, ne bénéficie pas d'une installation sportive exceptionnelle pour le continent nord-américain.

Ici, les universités investissent des sommes considérables pour l'entraînement des étudiants et s'affrontent chaque année dans de prestigieux tournois. Les universités nord-américaines sont les seules à bénéficier d'un entraînement de haut niveau, totalement intégré à leur cursus universitaire. Ainsi le nageur franco-américain Yann de Fabrique conjugue-t-il harmonieusement son entraînement et ses études de médecine à l'université de Caroline-du-nord. Sans modifier le programme établi par son « coach », il a représenté la France aux JO de Barcelone, et vient de remporter, à Buffalo, une médaille d'argent sur 400 mètres nage libre.

Paradoxalement, il aura fallu soixante-dix ans, depuis les premiers Jeux mondiaux des étudiants à Paris en 1923, pour que la patrie du sport universitaire organise enfin une Universiade. Cette coquetterie de l'histoire n'est pas le seul fait de hasard : ce type de compétition, destinée à offrir à de jeunes sportifs la possibilité de participer à une rencontre internationale devant un large public, n'a guère d'intérêt pour des athlètes américains, abonnés au plus haut niveau.

Comme l'explique Roch Campana, secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire (FISU), « l'Universiade n'a pas été fondée d'office en préparation aux JO. Il s'agit avant tout d'une compétition entre athlètes qui poursuivent des études ». En conséquence, l'argent des sponsors et des chaînes de télévision afflue moins vite que pour d'autres événements internationaux. Les organisateurs de cette Universiade ont dû recourir à leurs budgets à la baisse, à la suite du refus des grands réseaux de télévision d'acheter les droits de retransmission des épreuves.

Concilier sport et études

Socialement reconnues, les performances sportives ne sont pas considérées ici comme annexes par rapport aux études. L'élève ou l'étudiant n'a pas à jongler entre les emplois du temps et les compétitions. Rémi Barbarin, membre de l'équipe de France universitaire de tennis, qui a retrouvé ses compatriotes à Buffalo, le confirme : « C'est la première fois que je peux concilier sport et études », dit-il.

Après une licence obtenue à l'université Paris-V Lacretelle, il est, depuis le mois de janvier, étudiant en management sportif à l'université d'Etat du Mississippi. Son niveau en tennis lui a permis de bénéficier d'une bourse d'étude à l'université. Il est exonéré des 80 000 francs d'inscription annuelle, se voit offrir les livres nécessaires à ses études et reçoit chaque mois une allocation de près de 1 500 francs pour se loger et se nourrir.

L'université du Mississippi ne fait pas de philanthropie. En

échange, elle demande à Rémi de défendre les couleurs des Bulldogs, l'équipe de la faculté. Mais à vingt-deux ans le jeune Français apprécie surtout les avantages du système : « Vous avez quatre heures de cours par jour comme les autres étudiants et le reste du temps nous nous entraînons. Un coach est à notre disposition. Je progresse et je me fais plaisir. Nous avons joué vingt-sept matches par équipe depuis janvier. En France, je participais à quatre rencontres universitaires par an sans entraînement ».

Cependant, ces possibilités ne sont offertes qu'à une poignée d'étudiants ayant déjà tnu un excellent niveau en sport. Ils doivent défendre les couleurs de leur université, pas leurs intérêts propres. Et si l'université recrute parfois, pas toujours, de confortables bourses de ces activités sportives, l'athlète, lui, n'en perçoit pas une miette. Les heures sont accordées durant quatre ans : au terme de ce régime, le sportif doit trouver d'autres moyens pour financer ses études.

La quasi-totalité des universités américaines entretiennent des équipes dans les principales disciplines. Le recrutement de ces athlètes comme leurs conditions d'études sont contrôlés de manière très stricte par une association, la NCAA. « Il y a tellement d'argent en jeu qu'un règlement s'impose », explique Nick Rodis, secrétaire général de la Fédération des sports universitaires et scolaires, qui coiffe la NCAA. Les sommes engagées par les universités se comptent, pour celles inscrites en division I, en millions de dollars ; et les bénéfices qu'elles en retirent sont encore plus importants ».

Les derniers amateurs

Ainsi, la NCAA vérifie que les sportifs ont bien le niveau suffisant pour intégrer une université et poursuivent effectivement des études. Il est rigoureusement interdit de sursurcrocher pour obtenir la venue d'un athlète. Les bourses sont partout équivalentes au montant des droits d'inscription et leur nombre limité ; la direction de la faculté ne peut proposer des avantages en nature. Compliquée, cette règle s'applique d'autant plus qu'un logement à un jeune basketteur surdoué.

Enfin, le sportif ne peut être sponsorisé, ne reçoit pas d'argent pour ses victoires et ne peut jouer plus de quatre ans dans l'équipe de l'université.

« Les étudiants sont les derniers sportifs amateurs », estime Peter Daland, entraîneur de natation universitaire de 1950 à 1992, aujourd'hui responsable des compétitions de natation pour l'FISU. Les règles imposées par la NCAA sont très strictes et les sanctions très lourdes. Si une université déroge à ce règlement, elle peut se voir interdire de compétition, et c'est une catastrophe étant données les sommes en jeu ».

Les problèmes n'apparaissent pas vraiment dans les sports comme la natation, le tennis ou l'athlétisme, mais dans les trois disciplines considérées comme majeures : le basket, le football américain et le baseball. La tentation est forte d'entraîner plus qu'il n'est permis les équipes ou de dispenser les athlètes de cours. L'enjeu financier est souvent énorme : « Il y a des droits de retransmission audiovisuels », dit Nick Rodis. Mais certains établissements gèrent aussi des équipements sportifs très lourds. L'université du Michigan, par exemple, possède un stade de 100 000 places. Les matches de football joués à domicile le remplissent et rapportent beaucoup d'argent ».

« Le football fait vivre tous les autres sports », ennuie Peter Daland. Mais il est important pour une université d'avoir de bonnes équipes dans les autres disciplines. Si les résultats sportifs sont bons, le nombre d'étudiants augmentera et le montant des droits d'inscription sera justifié ».

MICHÈLE AULAGNON

GAMER 17 JUILLET 1993											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84
85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96
97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120

Par jugement en date du 20 novembre 1989, rendu sur la demande formée par la Société GÉNÉRALE BISCUIT (société à responsabilité limitée, titulaire de la marque LU, le Tribunal de Grande Instance de PARIS a prononcé la nullité, en raison de son caractère frauduleux, du dépôt de la marque « LU et APPROUVE » déposée par M. Henri MARÉCHAL et a condamné ce dernier à payer 10 000 F de dommages-intérêts à la Société GÉNÉRALE BISCUIT.

Par arrêt en date du 18 septembre 1991, la cour d'appel de PARIS a confirmé le jugement en toutes ses dispositions et a, en outre, prononcé pour les mêmes raisons, la nullité du dépôt de la marque « J'AI TOUT LU » et condamné M. Henri MARÉCHAL à payer à la Société GÉNÉRALE BISCUIT le somme supplémentaire de 10 000 F de dommages-intérêts.

Faust, chez lui

Manfred Karge met en scène Faust • original de Goethe

WEIMAR

Manfred Karge, 42 ans, est un homme à l'air sérieux, au visage marqué par les rides du soleil, les yeux bleus, la barbe grise. Il est professeur de théâtre à l'université de Weimar, une petite ville de 25 000 habitants, à 100 km de Berlin. C'est là qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Sur son visage, on voit la fatigue, le stress, la passion. C'est un homme qui a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Une machine à jouer

Le Faust original a la fièvre et la beauté d'un être de légende. C'est un être qui a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Un oratorio commence

C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite.

Quatre cent cinquante spectateurs peuvent prendre place dans le théâtre de Weimar, une petite ville de 25 000 habitants, à 100 km de Berlin. C'est là qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Mais il ne faudrait pas croire que Manfred Karge se soit pour ainsi dire réfugié dans la religion. Car, tout d'abord, il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Un homme apparaît, en costume, un chapeau melon, une robe rouge. Il se saisit d'une cigarette, il fume. Dans le décor, on voit un étudiant de l'université de Weimar, un jeune homme parlant à Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Le rencontre entre Faust et

Manfred Karge, 42 ans, est un homme à l'air sérieux, au visage marqué par les rides du soleil, les yeux bleus, la barbe grise. Il est professeur de théâtre à l'université de Weimar, une petite ville de 25 000 habitants, à 100 km de Berlin. C'est là qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Sur son visage, on voit la fatigue, le stress, la passion. C'est un homme qui a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Une machine à jouer

Le Faust original a la fièvre et la beauté d'un être de légende. C'est un être qui a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Un oratorio commence

C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite.

Quatre cent cinquante spectateurs peuvent prendre place dans le théâtre de Weimar, une petite ville de 25 000 habitants, à 100 km de Berlin. C'est là qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Mais il ne faudrait pas croire que Manfred Karge se soit pour ainsi dire réfugié dans la religion. Car, tout d'abord, il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Un homme apparaît, en costume, un chapeau melon, une robe rouge. Il se saisit d'une cigarette, il fume. Dans le décor, on voit un étudiant de l'université de Weimar, un jeune homme parlant à Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Le rencontre entre Faust et

Manfred Karge, 42 ans, est un homme à l'air sérieux, au visage marqué par les rides du soleil, les yeux bleus, la barbe grise. Il est professeur de théâtre à l'université de Weimar, une petite ville de 25 000 habitants, à 100 km de Berlin. C'est là qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Sur son visage, on voit la fatigue, le stress, la passion. C'est un homme qui a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Une machine à jouer

Le Faust original a la fièvre et la beauté d'un être de légende. C'est un être qui a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Un oratorio commence

C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite. C'est la création de l'œuvre, on ne peut pas dire qu'elle soit parfaite.

Quatre cent cinquante spectateurs peuvent prendre place dans le théâtre de Weimar, une petite ville de 25 000 habitants, à 100 km de Berlin. C'est là qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Mais il ne faudrait pas croire que Manfred Karge se soit pour ainsi dire réfugié dans la religion. Car, tout d'abord, il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Un homme apparaît, en costume, un chapeau melon, une robe rouge. Il se saisit d'une cigarette, il fume. Dans le décor, on voit un étudiant de l'université de Weimar, un jeune homme parlant à Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable. C'est à Weimar qu'il a écrit, avec son épouse, la scénariste Ingrid Isenhardt, le scénario de Faust, le premier d'une trilogie qui comprendra également Méphisto et le Diable.

Le rencontre entre Faust et

CULTURE

L'été festival

AVIGNON

MONICA PASSOS au Passage du Sud-Est

Musiques du monde

Ouvert à toutes les voix, un grand hangar accueille l'Afrique, les deux Amériques et un peu d'Europe

Même si cette année le théâtre domine comme jamais le Festival, voilà bien longtemps qu'il n'en est plus la seule activité. «In» et «off», on danse, on chante, on jongle, on fait des acrobaties, on de la musique. Dans les rues, il y a les tambours, les orchestres, toute cette frénésie bruyante qui impressionne tant les étrangers en visite, terrasse les autres, envahit les spectacles de plein air. Quelques brasseries ont même engagé des pianistes-crooners. Mieux encore, le Passage du Nord-Ouest - Faubourg-Montmartre, Paris - s'est démultiplié. Rebaptisé Passage du Sud-Est, il ouvre pendant tout le mois de juillet une succursale face aux remparts, en un lieu appelé Théâtre des Sources.

C'est un grand hangar bas de plafond, meublé de quelques tables, de chaises de jardin, d'un podium pour les orchestres et les chanteurs. Une installation, provisoire il est vrai, et plus rudimentaire que celle de Paris. La jeunesse festivalière y rencontre toutes sortes de musiques, jazz, variétés, et celles dites «du monde». A quelle catégorie appartient Monica Passos? De naissance, elle est brésilienne, chante aussi en français, travaille avec des musiciens bantous de toutes origines. C'est ainsi qu'elle les présente. Elle a un bagout de meneuse de revue, porte une robe noire ornée de poupées accrochées en cascade, qui n'allège guère sa silhouette.

Mais justement, elle joue de son volume charnel comme de celui de sa voix. Une voix étendue, en même temps veloutée et forte, qu'elle module comme si elle chantait en fourreau pailleté, dans le luxe d'un cabaret sophistiqué. Les contrastes ne font pas peur à Monica Passos. Elle reste trois soirs au Passage du Sud-Est, alors que la plupart des artistes font juste un tour avant de s'en aller ailleurs. On attend l'Afrique et les deux Amériques, un peu d'Europe, et même l'accordéon musette de Jo Privat (le 25 à 22h) : le Passage du Sud-Est rassure large et voit loin.

COLETTE GODARD

Passage du Sud-Est, porte Magnan, 24, boulevard Saint-Michel. Renseignements : tél. : 90-86-32-76 et au bureau du «off», place du Palais des Papes.



MONICA PASSOS

Pulpeuse et pétillante, débordante de vitalité comme il se doit quand on vient du Brésil, Monica Passos a chanté en tournée dans la Sud-Est, avant de se produire au Passage du Sud-Est, nouveau lieu indispensable des soirées avignonnaises.

LA NUIT DES NAISSANCES à la Chartreuse

Spectacle au forceps

Des auteurs racontent leur entrée dans la vie

Bien qu'elle eût lieu sous un ciel étoilé, dans un des plus beaux sites du festival, la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, cette traversée de la nuit n'a été ni magique ni cosmique. Plutôt dramatique, voire tragique, elle a été faite, avec quelques tonnes éponéviques. Ni la paix des jardins et des cellules monastiques, ni l'harmonie architecturale des cloîtres n'avaient aidé les auteurs de ces *Naissances* à sublimer leurs souvenirs. Ils ont entraîné le public de participation difficile en traumatisme post-natal, d'un «*Familles, je vous salue*» à une protestation vénéneuse contre l'obligation de sortir du trou. Dans ces conditions, l'accouchement du spectacle ne pouvait se faire qu'au forceps.

L'idée de la *Nuit des naissances* est imputable au dramaturge Roland Fiebet, naguère invité de la Chartreuse pour un stage d'écriture, et qui dirige à Saint-Brieuc le Théâtre de la Folle Pensée. Là, en collaboration avec Annie Lucas, il met à l'épreuve de la scène toute sorte de textes contemporains expérimentés d'autres modes d'intervention dans le champ social. Qu'ils aient le talent de mobiliser autour d'eux une véritable famille artistique, cette opération en

doane la preuve : quinze écrivains français et étrangers - d'Algérie, de Turquie, d'Autriche, de Belgique, du Canada, - ont accepté d'écrire un «*récit de naissance*». Robert Cantarella et Jean-Louis Jacopin se sont joints à Annie Lucas pour les mettre en scène, et une dizaine d'acteurs sont venus grossir le noyau de la troupe bretonne.

Depuis le *Mahabharata* de Peter Brook, les spectacles durant toute une nuit ont toujours du succès auprès du public d'Avignon : a fortiori quand ils offrent l'occasion de parcourir des lieux rarement accessibles. Roland Fiebet n'a donc pas eu de mal à trouver des noctambules pour cet événement. Il en a même trouvé plus qu'il n'aurait fallu : au-delà d'un nombre restreint, les candidats subissent l'effet «troupeau», avec ralentissements, bouchons, visibilité réduite et concentration problématique. Ce qui n'a pas empêché de se produire à la Chartreuse en dépit des astuces des organisateurs pour gérer les flux.

La partie proprement déambulatoire était précédée de deux longs prologues joués devant des spectateurs assis. Un texte de Noël Rensude, *les Cendres et les Larmes*, déclaré le ministre de la culture, Jacques Toubon. Jean-Louis Foulquier, créateur des Francophonies qui se déroulent actuellement à La Rochelle, lui a dédié ce festival de la chanson francophone.

Enfin l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, a souligné que «pour plusieurs générations de Français (Léo Ferré) est à la fois la mémoire de nos révoltes et le poète de nos espérances».

plons, ouvrait le ban : représentation tonique, interprétée sur trois toboggans, du défilé des générations. D'emblée, elle présentait la venue au monde d'un simple être avant disparition. Le ton de dérision était donné : comment pourrait-on célébrer l'accidentel, le transitoire?

A l'évidence, le regard noir des auteurs contemporains sur le monde - très sensible dans ce festival, de Bond à Berkoff ou Minsky, - ne pouvait s'éclaircir à l'évocation de ces naissances qui débouche sur tant d'impasses existentielles. Si l'Algérienne Slimane Benabache s'est souvenue sans déplaisir de la sienne, c'est pour peindre sous des couleurs tragiques l'entrée dans la vie du bébé sévère. Le Belge Jean-Marie Piemme, lui, a démythifié les charmes du cercle de famille dans un texte décapant, et Joël Jouanneau a écrit un savoureux récit d'avant-naissance, tout aussi violent dans l'expression du refus de la vie.

Le «récit» le plus fort de cette première partie était sans doute le texte de Christian Rullier *Par le cul*, mis en scène par Jean-Louis Jacopin : des instantanés débauchés de papa et maman sur fond de guerre de 1939-1945, dans un

univers imbibé de bière et moralément déglutiné. L'hérédité chargée de l'intellectuel contemporain s'exposait de façon moins claire dans *Troyes*, de l'Autrichienne Marlene Streeruwitz.

Après ces premiers fiascos de naissances, Roland Fiebet s'est efforcé de dédier le public tout au long de sa promenade. Sinon par la causticité de ses propres textes et des brouillons fournis par ses amis - une série de sketches ne laissant pas d'impérissables souvenirs, - du moins grâce au tonus de ses acteurs.

Par instants, entre deux détours harassants par quelque escalier dérobé ou labyrinthe de verdure, le public a même retrouvé son énergie devant du vrai beau théâtre. Par exemple, dans cette salle de la Bugade où l'étonnante Fabienne Rocoboy, mise en scène par Annie Lucas, interprétait *Essence*, de Valérie Schwarcz, récit d'une intense et cruelle vitalité. Pour la révélation de cette actrice, de cet auteur, autant que pour les grands cyprès dans le ciel d'été de la Chartreuse, cette *Nuit des naissances* n'a pas été perdue.

BERNADETTE BOST

Hommages à Léo Ferré

Le président François Mitterrand a rendu hommage à «l'esprit de générosité et de résistance d'un homme qui fut aimé par tous les publics». Il consacrait à ses yeux, «plus que tout autre, la tradition qui, depuis le Moyen Âge n'a cessé d'unir la poésie et la musique, le souci de l'art et l'amour du peuple».

«Toujours, et par-delà ses engagements et la fureur des événements, il est resté avant tout un artiste», a

déclaré le ministre de la culture, Jacques Toubon. Jean-Louis Foulquier, créateur des Francophonies qui se déroulent actuellement à La Rochelle, lui a dédié ce festival de la chanson francophone.

Enfin l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, a souligné que «pour plusieurs générations de Français (Léo Ferré) est à la fois la mémoire de nos révoltes et le poète de nos espérances».



Pendant le Festival d'Avignon le Monde ouvre son Espace à ses lecteurs

au Cloître Saint-Louis 20, rue Portail-Boquier Avignon de 11 heures à 18 heures

Le modèle américain

Cette année scolaire de dix-sept à vingt-huit ans, venus de 120 pays, se sont retrouvés, du 8 au 18 juillet, à Buffalo (État de New York) pour participer à la dix-huitième édition de l'Université d'été, les Jeux mondiaux universitaires. 185 étudiants représentant la France.

RUFFALO

De notre envoyé spécial
Une jeunesse internationale, des étudiants de toutes les régions du monde, des jeunes d'Amérique, d'Europe, d'Asie, d'Australie, d'Afrique, de tous les continents, se retrouvent à Buffalo, cette année de l'été de New York, pour participer à la dix-huitième édition de l'Université d'été, les Jeux mondiaux universitaires. 185 étudiants représentant la France.

Les universités américaines ont toujours été ouvertes aux étudiants étrangers. Les universités de l'Université d'été ont été créées pour accueillir les étudiants étrangers. Les universités de l'Université d'été ont été créées pour accueillir les étudiants étrangers.

Conciller sport et études
L'Université d'été de Buffalo est une université qui accueille les étudiants étrangers. Elle est ouverte à tous les étudiants étrangers. Elle est ouverte à tous les étudiants étrangers.

PUBLICATION JUDICIAIRE
L'Université d'été de Buffalo est une université qui accueille les étudiants étrangers. Elle est ouverte à tous les étudiants étrangers. Elle est ouverte à tous les étudiants étrangers.

WEIMAR

Faust, chez lui

Manfred Karge met en scène le «Faust» original de Goethe

WEIMAR

de notre envoyé spécial

Il fallait bien, à force qu'il soit bien on mal traité un peu partout dans le monde, au théâtre comme à l'opéra, que le célèbre docteur Faust rentre chez lui, à Weimar, capitale culturelle de Thuringe et haut lieu de la pensée allemande. C'est fait aujourd'hui, en compagnie du metteur en scène Manfred Karge, capitaine courageux des scènes européennes, ex-citoyen de RDA exilé pour survivre, ex-compagnon de route du Berliner Ensemble et de Matthias Langhoff, directeur, depuis 1986, du Burgtheater de Vienne, Karge a retrouvé son pays, cette Allemagne de l'Est qui n'a jamais paru si proche.

Pour cela, il a fallu attendre, longtemps : la chute du mur de Berlin. Alors, la route s'est ouverte qui menait à Weimar, splendide petite ville de 65 000 habitants, hantée par l'art, marquée par l'histoire. Jean-Sébastien Bach y fut maître de chapelle, cent trente ans avant que Franz Liszt ne le soit à son tour. Goethe y avait sa demeure. Schiller, son voisin, de dix ans son cadet, a pu mettre ses pas dans les siens. L'architecte alter Gropius inventa là, en 1919, une école et un style : le Bauhaus. A quelques kilomètres au nord de la ville, les nazis édifièrent en 1937, Buchenwald, camp de concentration où sont morts 65 000 déportés, autant que d'habitants à Weimar aujourd'hui.

C'est donc l'esprit en alerte et le cœur lourd que l'on prend le chemin du château où le Festival de Weimar a élu domicile. Du plus pur classicisme allemand, il est surmonté d'une haute tour dans le goût du baroque et son entrée est surplombée par une basilique médiévale. Au centre de sa cour carrée s'alignent ces jours-ci une boîte noire, cube de bois peint dont l'uo des côtés est transpercé par une pointe biseautée, de bois peint elle aussi. Mastaba surgit de l'Antiquité, la «black box», comme l'ont déjà surnommée les festivaliers, a été conçue par le décorateur Dieter Klass à mesure que se dessinait le projet Faust», commande du Festival à Manfred Karge.

Un oratorio commence

Outre la création de *Urfaust*, ou *Faust primitif* écrit par Goethe à l'âge de 23 ans, en 1773, Manfred Karge de retour de Strasbourg à Frankfurt, sa ville natale, a travaillé sur le *Volksbuch* et l'affaire de la mort de Margarethe Brandt, deux des sources d'inspiration du poète qui font l'objet d'une seconde soirée (présentée du 27 juillet au 25 août au même endroit).

Quatre cent cinquante spectateurs peuvent prendre place dans la boîte, sur des gradins en peinte forte à l'aplomb d'un espace scénique, en peinte douce lui, de la largeur de la salle côté public. A l'intérieur comme à l'extérieur, tout est noir, propice à un crémonal comme le théâtre d'un pas fini d'en inventer. Cette impression est encore renforcée quand, du dessous des gradins, comme s'il était l'un des spectateurs, Faust (Martin Brambach) surgit et allume onze bougies qu'il place en cercle sur le sol. La scène devient alors chapelle. Un oratorio commence.

Mais il ne faudrait pas croire que Manfred Karge se soit pour autant épris de religion. Car, tandis que le docteur cherche à donner un sens à sa vie de vieillard, l'esprit de la terre (Christoph Gareiss) sort d'une trappe d'un rouge épouvantable, et tandis qu'il «tisse sur le métier grand du temps le vêtement vivant de la Divinité», il dispose au pied de Faust une faucille et un marteau.

Un homme apparaît, en manteau mastic, un chapeau melon noir sur la tête surmonté d'une plume rouge. Il se saisit d'une bougie et allume un cigare. Dans cet appareil, clin d'œil à Brecht, il fera la leçon à un étudiant de passage. Croyait parler à Faust, le jeune homme parlait à l'envoyé du diable, Méphisto (Thomas Thieme) personnage rood et d'abord sympathique.

La rencontre entre Faust et

Méphisto n'aura pas lieu, chez Karge, dans la taverne qu'avait imaginée Goethe, mais «ailleurs», dans la lueur d'une boule de verre projetant mille éclats de lumière, comme dans une boîte de nuit, les sons d'une musique de ménage déglutit et les cris des héros. Faust, retrouvant sa jeunesse perdue (chapeau de paille, knickerbockers, grosses épaulettes et sac à dos), se saisit des pans du manteau de Méphisto et voilà les deux «êtres» partis à la conquête d'un monde de plaisirs.

Sur leur route, une très jeune fille, elle a quatorze ans. On l'appelle Gretchen et elle est vertueuse, sorte de Cendrillon au service de sa mère car son frère est parti à la guerre. Marguerite (Chris Pichler) a les cheveux tirés en queue de cheval, des lunettes rondes et une robe vert canard. Méphisto chante mais ne l'enchant pas. Dans une lumière glacée, il se saisit de sa main et la place sur son sexe. La jeune fille hurle. Rien ne la sauvera plus désormais sur le chemin qui la conduira au désastre, même pas Marthe, la voisine (Lore Brunner) que Méphisto séduira à son heure.

Une machine à jouer

Le *Faust* original a la force et la beauté d'une œuvre de jeunesse. Goethe y est saisi par la violence du nouveau mouvement littéraire qui triomphe en Allemagne, le Sturm und Drang. Cette passion sera l'œuvre de sa vie. Elle mène l'homme et le sacré, le réel et l'imaginé (des esprits, un ange, oir, des poisons...). Elle est aujourd'hui servie par un homme «diaboliquement» intelligent. Il faudrait dire toute l'habileté de Manfred Karge. Il y a d'abord la folie de coïncidence pour Goethe un théâtre nouveau, stupéfiante réussite qui place le spectateur à juste distance de l'œuvre et des acteurs, vraie machine à jouer que Karge pourra - il en a l'intuition - utiliser encore longtemps. A Weimar, il doit travailler jusqu'en 1999. Il y a là tant d'invention qu'il est impossible d'en faire le compte. Toute une série de portes, de trappes, de fenêtres qu'on pourrait croire ouvertes sur l'extérieur, propices à donner un peu d'air au drame, se sont en fait que des trompes. L'œil qui s'ajoute à l'oppression que subit Marguerite.

La jeune fille, comme jamais auparavant, est ici l'héroïne de la pièce. C'est l'autre parti de Karge, le bout de bout. A peine nous donne-t-il un Faust plus en retrait, ce doit le héros se venger à la faveur des créations annoncées de *Faust* et *Faust II*. Karge a découvert Marguerite-Christie Piebler dans ce qu'on appelle à Vienne un «théâtre de cave», une salle alternative. Ce qui était un coup de poker est devenu une victoire. La jeune actrice - elle a vingt ans - joue chair, poésie, élégance à l'abandon. Le charme de cette découverte fait résonner très loin dans la conscience l'œuvre de Goethe et symbolise à elle seule l'esprit qui règne sur le Festival de Weimar.

Coproduit par la ville et la Fondation des classiques de Weimar, ce rendez-vous qui se cherchait depuis la réunification s'est trouvé cette année, en la personne de son nouveau directeur artistique, Franz Fischke, un homme prêt à tout et à tout faire bico. L'édition 1993 met en jeu, autour du thème de Faust, le théâtre, la littérature, les arts plastiques et la musique. Ce pari est tout entier reflété par l'inoubliable *Urfaust* de Manfred Karge.

OLIVIER SCHMITT

► *Urfaust*, 24 représentations à 20 heures jusqu'au 29 août. Schlosshof, Renseignements : Weimar Kunstfest, Marktstrasse 1, 9900 Weimar. Tél. : 19-49-36-43-29-58. La compagnie Pilotet de Dijon présentera son propre *Faust* primitif, du 21 au 25 juillet à 20 heures, au «Cinéma» (Haus Stadt Weimar). Le texte de la pièce, dans une traduction de Roger Pillaud, est édité par Le Quartier de Brest et la Librairie Dialogues, forum Roull, 29200 Brest.

CULTURE

L'été festival

GRANDE PARADE DU JAZZ à Nice

Dans les jardins de Cimiez

Six heures de musique par jour, sur trois podiums

Thelonious Monk, le fils de Thelonious Monk, s'appelle T. S. Monk. Il joue de la batterie et dirige un groupe sérieux (Don Sickler, trompette, Willie Williams ténor, Bobby Porcelli alto, Scott Colton basse, Ron Matthews piano). Tous les groupes sont aujourd'hui sérieux. C'est une des questions. T. S. Monk annonce une composition de son père, à la demande du témoin que l'on distingue en fond de scène, Billy Higgins. Higgins l'a jouée autrefois avec Monk. Monk Junior s'exécute devant Higgins. Le respect est joyeux et appuyé, l'épreuve convenable, quand il parle de son père, T. S. Monk dit « my dad » (mon papa), intéressant.

C'est Nice. Ce mélange de familiarité, d'égards et de collusion, c'est tout le charme de Nice. Un festival est un passage. Celui-ci n'en démontre pas. Un festival est une fête et celle-ci champêtre, oliviers, guinguettes, loupettes colorées, fraîcheur à l'odeur rousse des fins d'après-midi.

Sur les hauteurs de Cimiez, trois podiums voient depuis vingt ans se succéder une soixantaine de musiciens par soir, au train de quatre changements, toutes les heures, de dix-huit à minuit.

C'est réglé comme un arrangement de Neal Hefti. On fait son menu. On pointe. Une habile combinatoire permet d'apercevoir tous les groupes en deux jours. Les programmes sont plus ou moins renouvelés. Au bout du compte, douze journées, quelques centaines de musiciens, plusieurs dizaines de milliers de spectateurs, pas mal de réussite, beaucoup de douceur. Sans compter l'espace d'été, qu'il y a en imposant cette formule (unique) à Nice justement. Simone Gloire dirige artistiquement le festival de George Wein.

Deux solutions : on peut regretter le côté musée, l'ovation capricieuse à la promotion, le zapping audiot, les effets d'interférence. C'est la version mélancolique. Elle ne tient pas longtemps devant les faits. Autant choisir l'autre : cette débâcle familiale de musique à son charme, doublé d'une active curiosité du public. On s'assoit. On croise les musiciens à tout bout de champ. On les photographie, on se fait photographier avec eux. La troisième version, celle que l'on choisit, demande un brin d'imagination, cherche à atteindre un degré d'illusion assez élevé (le nouveau musée Matisse en plein site, libre d'accès, y aide pour fantasmer le hasard comme un programme. On rêve de réseaux sans conséquence, on crée des passages mystérieux entre les ondes et les groupes, on suit assez de traboules sonores purement imaginaires pour s'inventer un pique-nique mis en ondes par John Cage. La douceur des soirs fait le reste.

Invitation capricieuse

Billy Higgins surveille le petit Monk. Tantôt, il joue avec le petit Joshua Redman (le fils de l'immense et modeste Dewey Redman qui, en six mois de battage à conu plus de succès que son père en trente ans). Médiateur de cette opération, Pat Metheny, le guitariste bien-aimé au médiateur de velours. Répertoire : un coup de blues dans le genre burlesque, deux ballades en aquarelle, un doigt de funk, trois gammes de free, retour à la littérature hard-bop et une bossa pour finir. Le tout interprété, on le jure, à la perfection.

Au fond, ce mélange constitue la stratégie même des musiciens de variété. Dès qu'ils pouvaient s'en échapper, « after hours », ils se faisaient poètes, on les nommait alors « musiciens de jazz ». Retour post-moderne à l'envoyeur, ils sont aujourd'hui musiciens de jazz et jouent des variétés très savantes. Ils ne veulent pas laisser. Ils zappent à leur tour le goût du public qu'ils préviennent.

Du coup, on devient l'objet d'une brève collusion spatiale : sur la scène centrale (Dance stage) Bradley Jones, jeune bassiste homonyme de son leader Elvin Jones, attaque un long choros plaqué par accords, flammes et cordes frontées ainsi qu'on le fait d'une guitare. Instantanément, petite madeleine bruyante, surgit l'ombre de Jimmy Garrison — on lui a assez reproché ces fées espagnoles... — bassiste de Coltrane avec Elvin Jones il y a trente ans. La madeleine fait des petits. Au loin, sur la grande scène (Garden stage) Joshua Redman collabore. Duo accidentel, mémoire du free, innocence des associations, parfum

des oliviers, pur hasard. La musique tient à peu de chose.

Collusion temporelle : le lendemain, en filant, on tombe en solo de Bradley Jones, le même solo, donc un autre, dans l'arène cette fois (Arena stage) on a un jeu plus développé sur les harmoniques, un solo très élaboré, Elvin est cette fois aux mailloches. Questions. Questions de musicien ? A quoi tiennent ces imperceptibles variations ? A quel caprice, à quelle règle répondent-elles ? Le jazz y trouve-t-il ses petits ? Au loin, très incongrus sur le solo « garrissonien » du bassiste du « batteur de Coltrane », ainsi marche la rêverie, au loin, quelques vocalismes appliqués (moins que leurs pères) en scène, très « jazz » de Vox Oboe.

Cimiez et la voûte du ciel d'où va tomber la nuit boivent les silences. Intrigant, à deux pas de Joe Henderson, le maître du genre, légende dont l'âme tient le coup. Après quoi, retour sur l'île au « Garden » pour les cinq de Zappa, voix de femmes sur fond de musiques plus ou moins ethniques, de gags plus ou moins usés et de folklores plus ou moins africains. Les arrangements et les costumes sauvent l'ennui.

Revenons aux bassistes et aux batteurs, la lourde vérité du jazz, son système respiratoire, sa question. Charlie Haden, de plus en plus préoccupé par des problèmes d'oreille, maintient sereinement avec Ernie Watts (Quartet West) la réputation d'un festival qu'on a longtemps soupçonné de traditionalisme surveillé. On peut y voir un effet du temps, un état du jazz, le retour à la forme claire, aux arrangements bien tressés, une autre histoire.

Figures d'une même forme

On traverse alors Cimiez comme autant de « drums-clinics », ces démonstrations de batterie réservées naguère aux professionnels. La tête vissée dans le torse, bouche ouverte, ahant, Elvin Jones déploie sa force de frappe à peine atténuée par le temps. Il dâme le pion au jeune Monk qui n'en disconvient pas. Billy Higgins et André Ceccarelli (venu secondier Bireli Lagrene) imposent deux figures d'une même forme, la batterie exacte, la base, qui force de frappe à peine atténuée par le temps. Il dâme le pion au jeune Monk qui n'en disconvient pas. Billy Higgins et André Ceccarelli (venu secondier Bireli Lagrene) imposent deux figures d'une même forme, la batterie exacte, la base, qui force de frappe à peine atténuée par le temps. Il dâme le pion au jeune Monk qui n'en disconvient pas.

Dés l'ascenseur de l'hôtel, on descend avec Panama (Francis). Dans le couloir, on croise Pat (Metheny). Dans le hall, le nom d'Elvin s'étale sur des caisses. Al Grey avale un chifon car il sent l'étrange chapeau qui le rend ici, au fil des ans, reconnaissable.

Tête nue, Lionel Hampton assure son rôle de monarque monovisible (sauf mardi). Chacune année, quand on le peut, on le met sur les routes. Jouer le souvenir de ce qu'il fut, semble le rendre heureux. Il adresse pas mal de coups aux étoiles, chasse peut-être une mouche en vol, se bécote, se bécote, se bécote, c'est qu'il faut viser. On lui a concocté une équipe de rêve, Clark Terry, Harry Edison, Benny Golson, Junior Mance, Jimmy Woode et Panama Francis. Plus, sous son chapeau, Al Grey, le phrasé intact au trombone, le bonheur d'exister aussi.

En bas, les attentifs sont assis. Les chaises sont cibles. On les traîne avec soi. Sur les bords, on repère vite les passagers, bavards et hésitants. Deux façons de régler la névrose du choix. Au milieu, en vrac, les derniers arrivés. La formule rend leur renouvellement constant. Métaphysique et arithmétique en chœur, il n'y a pas ici de dernier « dernier arrivé ». Un peu de l'écart, dans l'herbe, des groupes d'amis étendus, des familles, des amoureux, des rêveurs. Comme dans la vie moderne, en version sans : chacun sa route, chacun son passage, chacun son rôle, sur une orchestration plutôt bien réglée.

FRANCIS MARMANDE
► Grande Parade de Nice : Etta James, George Wein's All Stars, Tribute to Muddy Waters, B. B. King, Wynton Marsalis (du 19 au 21), Illinois Jacquet, Hervé Sellin, Delfeayo Marsalis, Manhattan Transfer, Joe Henderson Trio, Warren Vaché (du 20 au 24), Gellieno, Maseo Parker, Ronnie Jordan (les 23 et 24).

COMMUNICATION

Après le rachat du quotidien de Strasbourg par le groupe Hersant

La rédaction des « Dernières Nouvelles d'Alsace » cherche à se rassurer sur son avenir

Le tour de table mia au point pour le rachat des *Dernières Nouvelles d'Alsace* par le groupe Hersant, le groupe Vernet et l'Est Républicain pourrait encore s'agrandir. Le nom de nouveaux partenaires pourrait être annoncé prochainement. Les réactions après ce rachat, annoncé vendredi soir 16 juillet (le Monde daté 18-19 juillet), sont nombreuses. La Fédération française des sociétés de journalistes estime que le rachat du

quotidien alsacien par le groupe Hersant fait « fi de la légalité ». La FFSJ précise en effet : « Il avait été indiqué, lors des dernières négociations, que le groupe Hersant avait atteint la limite légale de 30 % de la diffusion totale des quotidiens. Cette limite se trouverait donc largement dépassée par l'acquisition des DNA. Pour contourner ce plafond légal, il sera sans doute invoqué que cette prise de contrôle n'est pas réalisée au

seul profit de Robert Hersant, mais par un groupe auquel il est intéressé. Cet argument n'a pas de valeur juridique. Le Syndicat national des journalistes CGT », lui eussent, « condamné cette nouvelle concentration de la presse ». Le délégué CFDT des journalistes des DNA se demande « si les méthodes du groupe Hersant vont être appliquées aux DNA ».

STRASBOURG

de notre correspondant régional

« Le Français achète chic mais pas cher. » Ce titre sur les nouveaux comportements des consommateurs paraissait dans les colonnes de l'Est républicain, le jour même, vendredi 16 juillet, où les salariés des *Dernières Nouvelles d'Alsace* (DNA) apprennent que le quotidien lorrain était devenu l'un des nouveaux propriétaires de leur journal. Les journalistes des « infos gènes » des DNA riaient de bon cœur de ce parallélisme, samedi 17 juillet au matin, sans doute pour mieux cacher leur inquiétude.

Pendant ce temps, Jacques Puy-martin, le président-directeur général des DNA, et Alain Howiller, le directeur-rédacteur en chef, réunissaient pour la seconde fois ce moins de vingt-quatre heures les chefs de service et les grands reporters. Avant la rencontre, M. Puy-martin, très détendu, passant d'un micro de radio à une caméra de télévision, distillait dans la cour du 17, rue de la Nûte-Bleue les discours rassurants que les circonstances imposaient : « Le journal est en bonne santé et marche bien. C'est notre meilleure garantie. » Dans ces conditions, s'interrogeait-il, pourquoi voulez-vous que l'optionnaire majoritaire effectue des bouleversements ? A nous de garder la confiance dans notre jour-

nal qui est lié à cent vingt ans d'histoire alsacienne.

En réponse à la surprise générale provoquée par la vente du titre au groupe Hersant, le PDG des DNA expliquait que la décision est de rigueur dans ce genre d'opération en raison des remous ex Bourse qu'elle peut susciter. « Moi aussi, j'ai été surpris. Depuis la disparition de la Cing, les rumeurs sur la vente étaient si nombreuses que je n'y faisais plus attention. Mais j'ai tout de même été avisé au moment voulu », tenait-il à préciser.

Alain Howiller martelait, lui aussi, sa « confiance » en l'avenir. Il trouvait normal le déroulement de l'opération — « ces choses-là se passent toujours en période de vacances » — même s'il regrettait que les 1 150 membres de l'entreprise aient appris la nouvelle par une dépêche d'agence ou à la radio. Le directeur de la rédaction n'exprimait guère d'inquiétude, lui non plus, quant à l'indépendance de son équipe : « Robert Hersant est un gestionnaire et je ne crois pas à une quelconque intervention. » D'ailleurs, affirmait-il, nous n'avons eu jusqu'ici aucune pression même au moment des municipales de 1989, alors que le liste UDF-RPR folioit comme pour la construction du VAL de Metz et celui des socialistes pour la réalisation du tramway.

C'est vrai, se souvenaient plusieurs rédacteurs, mais seulement

jusqu'au premier tour... Entre les deux tours, Marcel Rudloff (UDF-CDS) se trouvait en mauvaise posture contre toute attente, on nous a demandé de servir les boules : ce qui n'a pas empêché Cothrine Trautmann (PS) de l'emporter... Sachant que la bataille des municipales de 1995 s'annonce des plus dures — il est de notoriété publique que les élus-majors parisiens du RPR et de l'UDF affleurent comme une priorité la reprise de l'hôtel de ville — une dizaine de journalistes envisageaient déjà de quitter le journal en recourant à la clause de cession prévue par le code du travail.

« Les intrigues vont reprendre... »

Au marbre, on se s'inquiétait pas outre-mesure de l'arrivée du « papivore ». Un délégué CGT commençait par laisser tomber : « Le Livre n'aime pas Hersant et Hersant n'aime pas le Livre. » Puis il précisait sa pensée : « En règle générale, il reprend des entreprises en difficulté, et comme les DNA ne le sont pas, peut-être aura-t-il une autre attitude à l'égard... »

Cette constante mise en avant de la bonne santé du quotidien alsacien commence toutefois à tarabuster nombre de ses salariés. En 1992, le bénéfice net de l'entreprise s'élevait par rapport à 1991 (13 millions de francs) et le bilan

sera moins favorable encore au terme de 1993. « La direction ne cesse de répéter que notre meilleure garantie est notre solidité financière, soulignent certains représentants du personnel, alors que depuis deux ans on réduit les frais, y compris ceux de reporting. »

A la vérité, beaucoup de journalistes ne se satisfont pas des assurances données par la direction : « Puy-martin tenait surtout à nous rassurer, mais les problèmes spécifiques, n'ont pas été examinés. » Au premier rang des préoccupations de la rédaction figurent les éditions bilingues (40 000 exemplaires) des DNA, en perte de vitesse depuis une vingtaine d'années (50 % du tirage en 1968 contre 18 % aujourd'hui). Les nouveaux propriétaires précipiteront-ils l'échéance ? La structure des services et le sort réservé à la rédaction parisienne — qui partage déjà ses bureaux avec celle de l'Est républicain — suscitent d'autres inquiétudes. Un « ancien » sans illusions, soulevait, samedi, une autre question, interne à la rédaction : « Comme lors de l'arrivée de Lagardère, les intrigues vont reprendre pour tenter de faire « sauter » Howiller. » Dans les pages du journal, en tout cas, depuis samedi matin la vie continue. Comme avant ?

MARCEL SCOTTO

CARNET DU Monde

Mariages

M. et M^{me} Alain OHREL
M. et M^{me} Robert OLLIVIER

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Charlotte et Bertrand,

célébré le samedi 24 juillet 1993, à 17 heures, en la cathédrale de Saint-Léonard (Haute-Vienne).

Préfecture
44000 Nantes,
13, rue Jean-Barnaud,
77100 Nanterre-les-Moines.

Décès

M^{me} Henri BÉCHET,
née Françoise MAURAT,
Françoise et Bernard BÉCHET
et leurs enfants,
Pierre et Marie BÉCHET
et leurs enfants,
Bruno et Anne-Marie Gillet
et leurs enfants,
ont la tristesse d'annoncer la mort de

Henri BÉCHET,

président de chambre honoraire de la Cour des comptes,

décédé à Chantilly, muni des sacrements de l'Eglise, le 6 juillet 1993.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame de Chantilly, dans l'intimité.

— Les familles Binetruy, Bourdenet et Roger, font part du décès de

Daniel BOURDENET,

survenu le 16 juillet 1993, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Catherine Roger,
82, rue de l'Université,
75007 Paris.— Georges Mailhot,
président de l'université de Toulouse-le-Muraz,
Et la communauté universitaire,
ont l'immense regret de faire part du décès de leur collègue et ami

Emilien CARASSUS,

professeur émérite de littérature française,
président honoraire de l'Université,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 11 juillet 1993, à l'âge de soixante-deux ans.

L'inhumation a eu lieu à Revel, le lundi 12 juillet.

Les amis de

Said CHIKHI

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le mardi 6 juillet 1993, à Paris, à la suite d'une longue et cruelle maladie.

Agé de quarante-neuf ans, Said Chikhi était professeur de sociologie et chercheur. Il avait fondé en 1991 la revue *Nagaj* à Alger.

Tous ceux qui l'ont connu appréciaient sa probité intellectuelle et son sens du dialogue.

— M. et M^{me} Jean Creachadeo, ses parents,— M^{me} Léonine Creachadeo, sa grand-mère,

Jean-Jacques Allagot, directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris,

ont la tristesse de faire part du décès de

Joël CREACHADEO,

survenu à Paris-13, le 14 juillet 1993, dans sa trentième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 20 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, à Paris-4, où l'on se réunira.

— François de Panafieu, député de Paris, adjoint au maire de Paris chargé des affaires culturelles,

— Jean-Jacques Allagot, directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris,

ont la tristesse de faire part du décès de

Joël CREACHADEO,

qui s'est éteint le mercredi 14 juillet 1993, à Paris.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et de ses amis.

Ses obsèques auront lieu le mardi 20 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Merri.

— Sa famille, et ses proches, ont la douleur d'annoncer le décès de

docteur Réza FARIS,

survenu le 9 juillet 1993.

Les obsèques ont eu lieu le 15 juillet, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président de l'université de

Provence.

Le vice-président chargé du secteur littéraire.

Le directeur de l'UFV ERLAOS,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy HAZAËL-MASSIEUX,

maître de conférences de linguistique comparée des langues romanes,

ancien directeur de l'UFV ERLAOS.

Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet 1993, à Aix-en-Provence.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Pierre HÉRUBEL,

née Françoise Laffont de Ladébat,

survenue le 14 juillet 1993, à Chalon-sur-Loire (Mairie-de-Loire).

— Sœur Myrtille,

Et la communauté des diaconesses, Le pasteur Jean-Marc Viollet,

Yves Guillon,

Et l'Association des œuvres et institutions de Reuilly,

Le docteur Michel Azoulay, Sa famille,

Et tout le personnel de la maternité des diaconesses,

Léa Heid,

Et le personnel de l'hôpital des diaconesses de Reuilly,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Alain Stéphane IOAN,

gynécologue-obstétricien,

survenu à cinquante-cinq ans, le 15 juillet 1993, à Cillero (Espagne).

Un service sera célébré le mercredi 21 juillet à 8 h 30, en l'église Notre-Dame d'Anteuil.

L'inhumation aura lieu ensuite au cimetière de Chéry-les-Poilly (Aisne).

Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer la mort, survenue à New-York, de

Mrs Germain SELIGMAN.

L'enterrement a eu lieu à Paris, dans la stricte intimité familiale.

De la part de M. et M^{me} François-Gérard Selligman, M. et M^{me} Gilbert Schill, M. Alain Folda,

23, rue de Constantine, 75007 Paris,

80, rue Boissière, 75016 Paris,

49, rue Vineuse, 75016 Paris.

Remerciements

— M. Gilbert CUZIN,

Sa famille,

Et ses amis,

profondément touchés par les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Gilbert CUZIN,

vous adressent leurs sincères remerciements.

— La famille de

Alain GUILLET,

très émue des marques de sympathie qui lui ont été témoignées, vous adresse ses très sincères remerciements.

26, rue Lacarrière, 94370 Sucy-en-Brie.

— Liliane, Marc, Serge Travert, Et toute la famille,

très sensibles aux marques de sympathie et d'amitié témoignées lors du décès de

André TRAVERT,

expriment leurs sincères remerciements à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— En ce 19 juillet, jour anniversaire de sa naissance, une affectueuse pensée est adressée à ceux qui ont connu et aimé

Odette Lucienne

THUAU COTTARD SARROM,

en union avec

Sa fille, Michèle,

Et ses petits-enfants, Louis Mathieu et Nicolas Serafin Demy.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 17 juillet

UN ARRÊTÉ

— du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.

Et au Journal officiel du dimanche 18 juillet

UN DÉCRET

— n° 93-910 du 16 juillet 1993 modifiant le décret n° 93-54 du 15 janvier 1993 pris en application de l'article L.6 du code du service national.

MUSIQUE

CONCERTS

CONCERTS	HEURES	ARTISTES
19 h 30	19 h 30	19 h 30
20 h 30	20 h 30	20 h 30
21 h 30	21 h 30	21 h 30
22 h 30	22 h 30	22 h 30
23 h 30	23 h 30	23 h 30
00 h 30	00 h 30	00 h 30
01 h 30	01 h 30	01 h 30
02 h 30	02 h 30	02 h 30
03 h 30	03 h 30	03 h 30
04 h 30	04 h 30	04 h 30
05 h 30	05 h 30	05 h 30
06 h 30	06 h 30	06 h 30
07 h 30	07 h 30	07 h 30
08 h 30	08 h 30	08 h 30
09 h 30	09 h 30	09 h 30
10 h 30	10 h 30	10 h 30
11 h 30	11 h 30	11 h 30
12 h 30	12 h 30	12 h 30
13 h 30	13 h 30	13 h 30
14 h 30	14 h 30	14 h 30
15 h 30	15 h 30	15 h 30
16 h 30	16 h 30	16 h 30
17 h 30	17 h 30	17 h 30
18 h 30	18 h 30	18 h 30
19 h 30	19 h 30	19 h 30
20 h 30	20 h 30	20 h 30
21 h 30	21 h 30	21 h 30
22 h 30	22 h 30	22 h 30
23 h 30	23 h 30	23 h 30
00 h 30	00 h 30	00 h 30
01 h 30	01 h 30	01 h 30
02 h 30	02 h 30	02 h 30
03 h 30	03 h 30	03 h 30
04 h 30	04 h 30	04 h 30
05 h 30	05 h 30	05 h 30
06 h 30	06 h 30	06 h 30
07 h 30	07 h 30	07 h 30
08 h 30	08 h 30	08 h 30
09 h 30	09 h 30	09 h 30
10 h 30	10 h 30	10 h 30
11 h 30	11 h 30	11 h 30
12 h 30	12 h 30	12 h 30
13 h 30	13 h 30	13 h 30
14 h 30	14 h 30	14 h 30
15 h 30	15 h 30	15 h 30

ÉCONOMIE

BILLET

Le thon de la colère

Complicés à régler lorsqu'ils sont terrestres, les conflits frontaliers le sont davantage encore quand il s'agit de délimiter les zones de pêche. Diplomates, juristes, tribunaux internationaux, organismes professionnels en font régulièrement l'expérience dans les commissions paritaires, voire en brandissant la menace de canonnières. Et il ne se passe pas d'année sans que les pêcheurs français aient à affronter les Canadiens, ailleurs les Espagnols ou les ressortissants de Guernesey. Le golfe de Gascogne a été, ces derniers jours, le théâtre de heurts parfois violents entre Français et Espagnols. Les migrations du thon blanc qui remonte vers le nord de l'Atlantique au moment des chaleurs en sont la cause. Venant de Vigo, de Vendée ou de Lorient, des centaines de bateaux affluent dans les mêmes parages. Mais plus qu'un conflit sur les « territoires » respectifs des uns et des autres — la mer est communautaire jusqu'à 200 milles des côtes et progressivement le régime transitoire de l'Espagne, première flotte de pêche de la CEE, tend à s'estomper, — c'est sur les méthodes de capture que porte le contentieux. Les Français mouillent des filets verticaux dans les mailles desquels se prennent les poissons. La tradition espagnole en revanche s'appuie sur les longues lignes qui quadrillent l'océan. Les choses se compliquent car les heurts ont eu lieu dans les eaux internationales où le libéralisme est la règle.

Dans un souci d'apaisement, les patrons des bateaux ont décidé de regagner leurs ports respectifs. Une réunion était prévue à Paris, à la direction des pêches, lundi 19 juillet, et une rencontre entre professionnels des deux pays à Bordeaux en milieu de semaine. Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jean Puch, devait profiter du conseil des ministres des Douze à Bruxelles pour avoir une franche explication avec son tout nouveau collègue ibérique car, dans ce genre de conflit au large, il est toujours difficile de savoir qui est l'agresseur et l'agressé. D'autant que ni les Bretons ni les pêcheurs de Vigo ou Bilbao n'ont la réputation d'être des... mous. Hemingway, qui s'y connaissait en pêche au gros, disait : « Pour bien s'entendre avec les gens de langue espagnole, il faut appliquer deux règles : donner du tabac aux hommes et ne pas s'occuper des femmes. » Il aurait pu ajouter : « Les laisser pêcher tranquilles. »

FRANÇOIS GROSCHARD

Alors que la France précise sa position sur le GATT

Les Douze délibèrent de la répartition des aides des fonds structurels européens

Au cours du conseil « affaires générales », lundi 19 juillet à Bruxelles, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, devait rappeler la position de la France sur les négociations au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), et son souhait de voir le pré-accord agricole de Blair House renégocié. Favorable à l'établissement d'une « préférence communautaire »

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

141 milliards d'euros sur six ans (1994-1999). Viendront s'y ajouter les 15 milliards d'euros de fonds de cohésion, également créés à Edimbourg, dont le bénéfice est réservé à l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal (appelés « pays de la cohésion »).

Une telle manœuvre aiguise les appétits. Chaque État membre s'efforce d'élargir sa part du gâteau. L'affaire est loin d'être réglée pour la France et promet d'être tout à fait profitable pour les

DOM, la Corse ainsi que, désormais, trois arrondissements du département du Nord, qualifiés bien à propos de « fief français », qui figurent sur la liste des régions dites de « l'objectif 1 », le plus richement doté : 96 milliards d'euros sur six ans.

Les régions en retard de développement

Au stade actuel, les ministres des affaires étrangères, après avoir arrêté, lors de leur réunion du 2 juillet, la liste des régions en retard de développement, celles de « l'objectif 1 », délibèrent avec la Commission, qui assure la gestion des Fonds, de la répartition de cette enveloppe. Sur ce total de 96 milliards d'euros, 61 milliards iront aux « pays de la cohésion ». A Edimbourg, les Douze se sont engagés à ce que l'aide financière

qui ne soit pas protectionniste, il devait confirmer l'attachement de la France à la mise en place d'instruments commerciaux défensifs du type de ceux qui existent aux Etats-Unis. Lors de ce conseil « affaires générales », les Douze devraient aussi adopter les dix règlements qui serviront de cadre au fonctionnement des fonds structurels au cours des années à venir.

apportée à ces quatre pays par les fonds structurels et par le fonds de cohésion en 1999 soit globalement doublée par rapport à celle dont ils bénéficient en 1993. La répartition envisagée est la suivante : 34 milliards d'euros pour l'Espagne, 18 milliards pour la Grèce, 16,5 milliards pour le Portugal et 7,5 milliards en faveur de l'Irlande.

Mais cette dernière pose problème. Particulièrement bien traitée lors de la première période d'application des fonds structurels (1989-1993), bénéficiant de l'aide communautaire par habitant de très loin la plus élevée de la CEE, elle entend garder à son profit la même proportion des sommes affectées aux régions de « l'objectif 1 », ce qui signifierait environ 9 milliards d'euros. Bruce Millan, le commissaire britannique responsable des fonds structurels, refuse catégoriquement, faisant valoir que les critères pris en compte pour la répartition des crédits disponibles ont été en partie modifiés.

Le veto irlandais

En fait, la Commission a voulu donner un coup de pouce en faveur de l'Espagne, qui se plaignait d'obtenir une aide par habitant trop élevée comparée à celle de l'Irlande. A la veille de la session, les Irlandais menaçaient toujours d'opposer leur veto à l'adoption des règlements.

En dehors des « pays de la cohésion », il restera donc à répartir au titre de « l'objectif 1 », 35 milliards d'euros (96-61), un pactole à partager entre un nombre plus important de régions qu'auparavant : au Mezzogiorno italien, à l'Irlande du Nord, aux DOM et la Corse, sont venus s'ajouter les cinq Länder d'Allemagne de l'Est, en Grande-Bretagne, le Merseyside et l'Ecosse des Highlands et des îles, aux Pays-Bas, le Flevoland, une banlieue d'Amsterdam, en Belgique, le Hainaut et en France, pour éviter les distorsions de concurrence avec cette province voisine de Wallonie, le Hainaut français, c'est-à-dire les arrondissements de Valenciennes, de Douai et d'Avesnes.

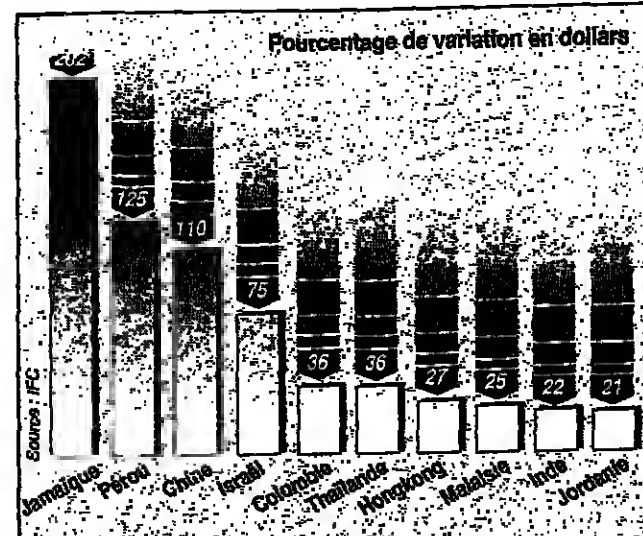
Il apparaît que les Allemands n'ont déjà obtenu de la Commission la garantie de se voir attribuer 14 milliards d'euros pour leurs Länder de l'Est. La lutte se circonscrit principalement entre les Italiens, les Britanniques et les Français, la Commission ayant tendance à faire des promesses qui, lorsqu'on les additionne, aboutissent à des totaux dépassant les crédits disponibles. Au cours de la période précédente (1989-1993), la France a obtenu 880 millions d'euros pour les DOM et environ 100 millions d'euros pour la Corse. Daniel Hoefel, ministre de l'aménagement du territoire et des collectivités locales, s'est fixé comme objectif que la Commission s'engage à allouer sensiblement plus de 2 milliards d'euros aux trois régions françaises de « l'objectif 1 ».

Les fonds structurels interviennent aussi au profit des régions industrielles en déclin — c'est « l'objectif 2 » — et du développement rural : ce sont les régions dites de « l'objectif 5b ». Dans ces deux cas, les règlements que les Douze s'approprient à adopter, se contentent de fixer les critères à prendre en considération pour attribuer les crédits disponibles et à décrire les procédures à suivre. En fonction de ces critères, les Etats membres transmettront, en septembre, les listes des régions qu'ils souhaitent voir aidées et la Commission, après consultations, examinera dans quelle mesure il est possible de satisfaire les demandes.

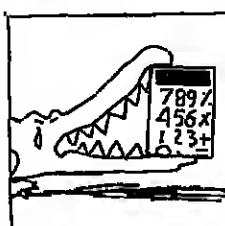
PHILIPPE LEMAITRE

(1) 1 écu = 6,50 F.

Les dix Bourses les plus performantes en 1992



Selon International Finance Corp, les dix meilleures performances mondiales de marchés boursiers en 1992 viennent pour l'essentiel de pays en développement. Alors que l'économie européenne tourne au ralenti, nombre de pays en voie de développement ont des perspectives économiques non négligeables pour les investisseurs étrangers. C'est le cas notamment des pays d'Amérique latine — ou nombre de trois parmi les dix premiers du classement — ou des pays du Sud-Est asiatique.



Le rapport annuel de la Cour des comptes

Les déboires de TéléSystèmes

Chaque année, les magistrats de la Cour des comptes témoignent d'un goût de plus en plus prononcé pour l'industrie. L'an passé, c'est au tour de TéléSystèmes, filiale de France Télécom, qui regroupe les activités historiques de l'exploitant de télécommunications dans les services informatiques.

Défaillante à partir de 1989, TéléSystèmes, huitième SSII (société de services et d'ingénierie informatiques) française, a subi de lourdes pertes en 1990 (200 millions de francs) et en 1991 (102 millions). Deux augmentations de capital ont été nécessaires en 1991 pour éviter une dégradation trop forte de la situation financière. Pour les magistrats, ces déboires ne sont que la conséquence directe d'un système de gestion défaillant et d'une politique de rachats mal maîtrisée et sans doute trop ambitieuse.

Procédure budgétaire longtemps « déficiente », absence de rigueur comptable, imperfections du contrôle de gestion... Aux yeux des rapporteurs, TéléSystèmes évolue au début des années 90 tel un bateau ivre, adossée à un groupe bénéficiant de moyens financiers poissants, mais incapable de connaître ses coûts et surtout d'en prévoir l'évolution.

Ainsi, faute de tableaux de bord suffisamment précis et fiables, aucune action réelle de redressement n'a été engagée avant 1991, note la Cour. Auparavant, « protégée par son appartenance au groupe France Télécom », TéléSystèmes n'avait arrêté que des mesures de réorganisation qui, d'ailleurs, avaient accru les charges supportées par l'entreprise. C'est ainsi que, en 1989, la reconstitution de la société autour de vingt-neuf centres de profit a accru la confusion, « renforçant les tendances centrifuges », au sein de TéléSystèmes et « alourdissant les frais de structure et lacunes de gestion ».

Une vigoureuse politique de croissance externe

Malgré ces faiblesses, TéléSystèmes s'est lancée dès 1988 dans une vigoureuse politique de croissance externe, sur laquelle le jugement de la Cour est sévère. « Le prix des acquisitions semble avoir été mal négocié et les analyses sur l'opportunité des opérations mal conduites », estiment les auteurs qui citent, entre autres, le rachat, pour 50 millions de francs de Thomé (filiale de Thomson-CSF), dont une bonne partie du fonds de commerce reposait sur son activité avec sa maison mère. Le bilan de cette stratégie est négatif, affirment les magistrats. Selon la Cour, TéléSystèmes a acheté trop rapidement des sociétés pour pouvoir les inté-

grer, alors qu'elle n'avait pas les moyens d'en assurer le suivi, notamment à l'étranger. Qu'en est-il alors de la restructuration ? Moins que des actions engagées, le rapport s'étend à la méthode. Le redressement a été totalement sous-traité à un cabinet extérieur, souligne-t-il. « La mission n'a pas été définie par une convention. Elle a duré deux ans et a coûté 11 millions de francs, sans durée et les moyens humains à mettre en œuvre n'ayant pas été précisés au départ ».

Par ailleurs, certaines réorganisations engagées par l'expert extérieur (abandon de l'organisation en centres de profit pour une structure dite « matricielle ») se sont révélées inopérantes. Et la nouvelle équipe de direction, nommée à l'automne 1992, a décidé de revenir aux choix antérieurs.

Dans sa réponse à la Cour, le pdg de TéléSystèmes tient à nuancer les affirmations des rapporteurs. « Plutôt que d'insuffisance, c'est sans doute de perfection qu'il conviendrait de qualifier le système comptable », écrit-il, jugeant par ailleurs « excessivement sévères les critiques relatives à la politique de croissance externe », et notamment au prix de rachat de Thomé : « Il ne représentait que 20 % d'une année de chiffre d'affaires, ratio à priori tout à fait acceptable ».

C. M.

DECLARATION D'ABSENCE

SCP. SCHEUER-VERNET
avocats
1, place Laissac
34000 MONTPELLIER
Tél. : 67-58-75-00
Fax : 67-92-23-11

VU les articles 112, 122 et suivants du Code Civil, 1066 et suivants du N.C.P.C.

VU le jugement du Juge des Tutelles en date du 18-10-1979 :
CONSTATE que Serge DE SAINT ORENS, né le 12-04-1925 à CASABLANCA (MAROC) n'a pas reparu au lieu de son domicile ou de sa résidence, rue des Dames à PARIS 17^e sans que l'on ait de ses nouvelles, depuis plus de 10 ans ;

ORDONNE qu'à la diligence du Ministère Public, le dispositif du jugement sera transcrit sur les registres des décès du lieu du domicile ou de la dernière résidence de Serge DE SAINT ORENS et que mention sera faite en marge des registres à la date du jugement déclarant l'absence ainsi qu'en marge de l'acte de naissance de l'intéressé ;

Ainsi jugé en Chambre du Conseil et prononcé à l'audience publique du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER, Chambre de la Famille, le 28-01-1993, après débats à l'audience du 29-10-1992.

Le virage

La crise ? Inconnue sur l'île. Toujours Tout en com...

Sur la Côte de Marbella, les touristes affluent. Les hôtels sont pleins. Les boutiques sont pleines. Les restaurants sont pleins. Les bars sont pleins. Les discothèques sont pleines. Les clubs sont pleins. Les casinos sont pleins. Les centres de vacances sont pleins. Les centres de congrès sont pleins. Les centres de formation sont pleins. Les centres de recherche sont pleins. Les centres de développement sont pleins. Les centres de bien-être sont pleins. Les centres de santé sont pleins. Les centres de beauté sont pleins. Les centres de mode sont pleins. Les centres de design sont pleins. Les centres de décoration sont pleins. Les centres de mobilier sont pleins. Les centres de cuisine sont pleins. Les centres de jardinage sont pleins. Les centres de sport sont pleins. Les centres de loisirs sont pleins. Les centres de culture sont pleins. Les centres de divertissement sont pleins. Les centres de spectacle sont pleins. Les centres de musique sont pleins. Les centres de danse sont pleins. Les centres de théâtre sont pleins. Les centres de cinéma sont pleins. Les centres de télévision sont pleins. Les centres de radio sont pleins. Les centres de presse sont pleins. Les centres de communication sont pleins. Les centres de marketing sont pleins. Les centres de publicité sont pleins. Les centres de promotion sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de logistique sont pleins. Les centres de transport sont pleins. Les centres de stockage sont pleins. Les centres de distribution sont pleins. Les centres de vente sont pleins. Les centres de service sont pleins. Les centres de support sont pleins. Les centres de

ÉCONOMIE

Le virage chinois de Singapour

La crise ? Inconnue sur l'île. Toujours aussi dynamique, la cité-Etat veut tirer profit du décollage chinois. Tout en continuant à attirer chez elle les multinationales.

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

« Go regional, go China ». Par-tout, depuis les bureaux hyper-citoyens de leurs tours anonymes, les dirigeants de la cité-Etat de Singapour exhortent leur 2,8 millions de concitoyens à commercer, à investir et à aller travailler dans la région, l'Asie du Sud-Est, mais aussi, et surtout, au-delà, en Chine et au Vietnam. Début juillet, Lee Kuan Yew, l'ex-premier ministre, toujours véritable numéro un de l'île, menait encore à Pékin une importante délégation de ce cent cinquante hommes d'affaires singapouriens. Ce recentrage tradit un net changement dans la politique des managers de cette petite économie très étonnée et pourtant très performante, baptisée par certains « Singapore Limited Corporation » - son organisation s'assimilant pour beaucoup à celle d'une grande entreprise.

Pendant près de trente ans en effet, les gestionnaires du pays ont dragué les grandes firmes multinationales occidentales pour les attirer sur leur île lointaine. Et les voilà à vouloir inciter les leurs à l'expatriation, à se reconstruire sur le monde chinois. Le signe d'un échec ? Bien au contraire. La première phase fut un succès spectaculaire. Mais, en ce début des années 90, les crises américaine et européenne (les premiers marchés de l'île), les concurrents voisins comme les potentialités offertes par le continent chinois conduisent la direction du pays à un virage très net. Pour cette île pauvre en ressources naturelles, en espace et en hommes, une nouvelle direction donc, l'Asie, avec un « cœur de cible » - comme dirait la direction marketing du pays, - la Chine.

Un coup d'œil plongé sur le port (numéro un dans le monde par le tonnage qui y transite) depuis le luxueux building de marbre et d'acier de PSA (Port of Singapore Authority). Une balade

dans la City (le Manhattan local). Une visite des « parcs industriels » de l'île. De tels voyages impressionnent. Ils sont venus, ils sont tous là : Siemens, Philips, Thomson, Mitsubishi... Tous les grands noms de l'industrie et de la finance sont installés là avec leurs équipes commerciales, leurs usines, voire leurs centres de recherches. Grâce à la continuité de la politique économique (« un corporatisme libéral intelligent »), à des infrastructures toujours surdimensionnées, à des avantages fiscaux nombreux, à une main-d'œuvre disciplinée et plutôt bien formée et à une stabilité politique exceptionnelle (une dictature éclairée), Singapour a pendant longtemps attiré le capital étranger.

Une vision à très long terme

Trois mille firmes multinationales sont venues s'y installer, réalisant des investissements massifs (85 % environ du total des investissements sont effectués par des étrangers) et contribuant à une croissance forte, continue et soutenue de l'économie locale (8 % par an encore dans les années 80). Après le léger ralentissement de 1992 (+3,8 %), le gouvernement prévoit déjà un retour à une croissance de plus de 7 % cette année. Et il guette le moment où la production par habitant dépassera celle de l'ancien pays colonisateur, le Royaume-Uni. Le revenu moyen (15 700 dollars américains par an pour 23 700 en France) y est déjà supérieur à celui de l'Espagne.

Attirer les grands industriels occidentaux et japonais sur l'île : l'objectif reste primordial pour l'Economic Development Board (EDB), l'instrument du gouvernement, celui qui a organisé depuis trente ans le succès de Singapour. « Nous voulons conforter notre rôle

de centre d'offices global pour la région », explique Lee Suan Heng, son directeur général adjoint. Mais depuis plus d'un an maintenant, le gouvernement, les entreprises publiques, les administrations et l'EDB se sont vu finir par celui que l'on considère encore ici comme le véritable « chairman » de la « Singapore Corporation », Lee Kuan Yew, une nouvelle ambition : la cité-Etat doit investir la région et profiter, elle aussi, du décollage du continent chinois. L'économie externe doit désormais contribuer davantage à la prospérité de l'île.

Le modèle ? La Suisse. Pas seulement pour sa prospérité... et l'en-nui qui semble y régner. Petit pays, Singapour doit, comme l'Helvétie, investir à l'étranger et retirer une part croissante de sa richesse de ses placements extérieurs. Dans les salles de réunion de l'EDB, on aime à rappeler que les investissements industriels à l'étranger représentent pour la Suisse, en stocks, 30 % du produit intérieur brut et, en flux, 2 % du revenu. Pour Singapour, les chiffres équivalents sont encore bien modestes, respectivement de 8 % et 0,5 %.

Dans ce petit pays où l'on réfléchit toujours sur le long terme (avec un horizon de vingt-cinq ans au moins), les dirigeants sont partis d'un constat simple. Singapour va de plus en plus souffrir des barrières que ne manqueraient pas de dresser les pays industriels - ses clients - et va avoir dans le même temps à affronter une concurrence nouvelle au niveau local. La cité-Etat n'offre qu'un marché limité. Conséquence de la pénurie de main-d'œuvre, ses coûts salariaux sont en forte augmentation. Les autres pays de la région (la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande...) adoptent enfin eux-mêmes les arguments de l'île modèle. Pour maintenir son avance, Singapour a donc ajusté sa stratégie.

Certes, elle ambitionne toujours de rester le centre de services de

la région. Elle poursuit ainsi avec obstination le développement de ses infrastructures. L'aéroport de Changi, déjà surdimensionné (il reçoit 16 millions de passagers pour une capacité de 25 millions) travaille cependant à un doublement de ses capacités d'accueil pour le début du prochain millénaire. Des projets aux apparences tout aussi « mégalos » sont engagés pour le port de conteneurs, les télécommunications ou la circulation routière... Quatrième mondial pour les opérations de change (elle a dépassé l'an dernier Zurich et talonne Londres, loin derrière New-York et Tokyo pour l'ostent), la City de Singapour veut être l'Asie chinoise ce que Londres est à l'Europe, explique-t-on à la Banque centrale, Monetary Authority of Singapore (MAS). Les initiatives visant à la création d'espaces offshore prises par la Malaisie (l'île de Labuan, « un caillou au large de Brunei ») et par la Thaïlande irritent, bien sûr. Mais, convaincus de leur supériorité, les Singapouriens proclament « vive la concurrence » et organisent consciencieusement la riposte.

« Pas question d'abandonner l'industrie », ajoute aussi M. Lee, de l'EDB, partisan d'un développement toujours équilibré entre les services et l'industrie, mais aussi entre l'Etat et le secteur privé, entre le capital local et le capital étranger... Le gouvernement cherche ainsi à favoriser la formation, la recherche et le développement de nouveaux secteurs comme l'aérospatial, la pétrochimie fine, les biotechnologies ou la micro-électronique. Avec un certain succès déjà. Les gérants de la cité veulent enfin élargir leur territoire à travers des opérations comme, depuis 1989, le fameux « triangle de croissance » avec l'Etat malais de Johore et l'archipel indonésien de Riau. Plus de cent cinquante entreprises s'y sont déjà installées. Tout cela ne suffit pas à priori pour entretenir un avenir radieux.

Singapour veut aussi tirer partie du boom chinois et devenir l'une des clés de ce marché mirifique. « Notre objectif, explique M. Lee, c'est d'inclure nos entreprises à tisser des liens avec des firmes multinationales des pays de la région, la Chine en tout premier lieu. » Dans cette perspective, la cité-Etat a des atouts que le pouvoir central ne cesse de faire valoir. Elle est déjà le premier partenaire commercial du Vietnam. Mais elle souffre aussi, vis-à-vis de la Chine communiste, de quelques lourds handicaps, notamment par rapport aux deux autres « tiges » de la région, Hongkong et Taiwan.

Autoritarisme politique et corporatisme libéral

Depuis qu'en 1990 elle a reconnu la Chine, Singapour - les trois quarts de sa population sont d'origine chinoise - entretient, il est vrai, d'excellentes relations politiques avec Pékin, où l'on se fait à chaque occasion l'avocat de l'île avec admiration. Lee Kuan Yew est un habitué de la capitale chinoise.

Disposant d'importants capitaux (lire l'encadré), d'un savoir-faire reconnu, notamment dans le domaine des infrastructures - « des excellents organisateurs, plutôt que des marchands », les Chinois de Singapour ont esquisse des liens avec les firmes multinationales que le pouvoir souhaite faire fructifier sur le continent. Il se fait à chaque occasion l'avocat des coopérations triangulaires, comme celle qui doit permettre la fabrication d'un nouvel hélicoptère, l'EC 120, grâce à l'association de l'Aérospatiale française, de la Siropère Aerospace et de son homologue chinois. Autre exemple : la coopération que vient de nouer le géant semi-public singapourien Sembawang (ingénierie, infrastructures, construction navale...) avec l'américain Bechtel. « Nous avons des complémentarités qui vont nous permettre de mener des grandes opérations en Chine », explique Ng Pock Too, numéro deux de Sembawang.

Mais dans cette volonté de conquête, la cité-Etat a aussi de lourds handicaps. Même s'ils ont maintenu des relations avec leur famille restée au pays, les Singapouriens n'ont plus guère d'atomes crochus avec le continent. Leurs réseaux n'y ont pas l'ampleur de ceux des Taiwanais et des Hongkongais. « Comme in-

plupart de mes compatriotes, je me sens davantage Singapourien d'origine chinoise que Chinois de Singapour », avoue Kua Soon Khe, directeur général de la chambre de commerce chinoise de Singapour. Et il ajoute : « Si les liens sentimentaux peuvent onimer encore les anciennes générations, ce n'est plus le cas pour les plus jeunes. » Coccinnes à l'excès, les Singapouriens sont aussi devenus plus économes. Avec l'enrichissement, l'esprit d'entreprise s'est un peu essaié. L'île n'est en réalité aujourd'hui que le dixième investisseur étranger en Chine. Et les entreprises ont du mal à trouver des cadres qui acceptent de s'expatrier. « C'est l'un de nos grands défis », avoue M. Ng L'Etat, et son arme dans ce domaine, l'EDB, multiplie les incitations au départ. Avec des résultats mitigés.

Les Chinois de Singapour ont

oublié enfin certaines pratiques. La corruption par exemple. Elle a disparu ici. Or elle est - de l'avis de tous ceux qui y travaillent - indispensable pour réussir sur le continent. « Ils réapprennent très vite, mais il ne faudra pas qu'ils ramènent ces habitudes sur l'île », explique-t-on d'une manière quelque peu elliptique à l'EDB. En prenant lui-même en charge quelques grandes opérations, l'Etat singapourien compte bien, une fois de plus, jouer un rôle moteur dans ce nouveau virage. Singapour a-t-elle pris, par rapport aux autres pays de la région, du retard ? Les Singapouriens rappellent la fable... des tigres et de la tortue. Et ajoutent : « Là-bas, vous savez, il y a de la place pour tout le monde. Il y a en Chine deux cents villes de la taille de Singapour. » « Singapour Unlimited », effectivement !

ERIK IZRAELWICZ

Un joli magot géré prudemment

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

Quarante milliards de dollars, plus de 220 milliards de francs ! Fruit d'une épargne forcée accumulée au cours des années, Singapour dispose d'une belle cagnotte. Elle serait en fait plus volumineuse encore que ne le dit ce chiffre officiel. Il faut y ajouter en particulier l'énorme trésorerie dont disposent certains grands groupes comme Singapore Airlines, l'une des compagnies aériennes les plus rentables du monde. La cité-Etat est ainsi l'un des pays les plus riches au monde.

Ce magot provient à la fois d'un excédent des comptes de l'Etat pratiquement permanent d'une part, d'une « épargne forcée » des ménages d'autre part, 40 % du montant des salaires étant obligatoirement gelés dans des comptes pour la protection sociale (la retraite essentiellement). Très faiblement rémunérées, ces sommes peuvent être utilisées, sous certaines conditions, pour l'acquisition d'un logement. Plus de 85 % des ménages singapouriens sont d'ailleurs propriétaires de leur appartement - un record dans le monde. Le régime fiscal prévu pour le 1^{er} avril 1994 ne vise pas à réduire le surplus budgétaire, mais à introduire une TVA (au taux unique de 3 %), une innovation qui sera accompagnée d'une réduction partielle de l'impôt sur le revenu.

Pourquoi une épargne aussi importante ? Koh Beng Seng, directeur général adjoint de la Monetary Authority of Singapore, la Banque centrale (MAS), souligne que ces 40 milliards ne représentent que six mois d'importations. Le pays étant une zone de transit, le chiffre n'en fait pas de signification. M. Koh rappelle ensuite que l'île est petite, qu'elle ne dispose pas de ressources naturelles et qu'elle dépend énormément des

firmes multinationales. Il insiste enfin sur la vieillissement actuel de la population.

Ces réserves officielles sont pour l'essentiel gérées par deux organismes publics : le Government of Singapore Investment Corporation (GSIC) et Temasek, le premier procédant à des placements financiers, le second prenant des participations industrielles. Ils font l'un et l'autre preuve d'une très grande prudence. Ni l'un ni l'autre, ils ne se sont brûlés les doigts lors des crises monétaires de l'automne dernier, contrairement à l'imprudente Banque centrale de Malaisie, qui a perdu alors près de 3,8 milliards de dollars !

Intérêt pour la France

Permet les gestionnaires de ces fonds, la France a plutôt bonne cote. En 1992, le GSIC a été très actif dans l'achat de titres du Trésor. Une bonne affaire, reconnaît-on aujourd'hui au siège de la banque centrale. Temasek e pour sa part déjà pris des participations dans des groupes comme Ciments Lafarge et Worms et Cie. Ce holding d'Etat aurait quelques projets avec d'autres entreprises françaises, dont l'Air Liquide. Les dirigeants de Singapour ont en tout cas fait savoir leur intérêt pour la privatisation à Gérard Longuet, ministre français de l'Industrie.

Celui-ci était de passage dans la cité-Etat à la fin du mois de mai à l'occasion du French Festival of Singapore, une quinzaine organisée par l'ensemble de la communauté française de l'île (l'ambassade, le poste d'expansion économique, les entreprises...). Clou du festival, un concours de chanson française. Une jeune Singapourienne tentait sa chance en fredonnant un air de Mylène Farmer : Sans contrainte. Carier faisait partie des sponsors !

E. I.

MBA

SCIENCES PO

Un programme bilingue.

9 mois intensifs.

De janvier à septembre 1994.

Un diplôme international reconnu, la tradition culturelle de Sciences Po, des professeurs de plusieurs pays des études à Paris.

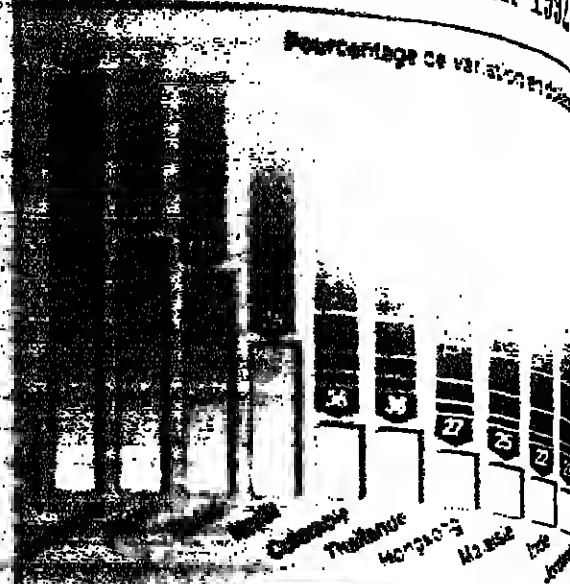
Admission niveau 3^e cycle-grandes écoles, masters, maîtrises, Sciences Po. L'expérience professionnelle requise.

Pour toute information, nous vous invitons à contacter le directeur du MBA, le Pr. L. J. Rosa, ou à venir à la réunion d'information du jeudi 29 juillet à 18 h 30, en nos locaux.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
174, bd Saint-Germain 75006 PARIS
Tél : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 02

ScPo

Les dix Bourses les plus performantes en 1992



International Finance Corp. et de l'Organisation mondiale du commerce. Les dix bourses les plus performantes en 1992 ont toutes enregistré une hausse de leur indice. Parmi elles, la bourse de Tokyo a été la plus performante, avec une hausse de 15 %.

Les déboires de Télésystèmes

Chaque année, les dirigeants de la Cité des médias télévisuels s'unissent pour se réunir à Paris. L'occasion pour l'industrie de l'électronique de faire un bilan de son activité. Cette année, c'est la Cité des médias télévisuels qui a été l'hôte de l'événement. Les dirigeants de l'industrie de l'électronique ont été reçus par le maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement.

Depuis le début de l'année 1993, l'industrie de l'électronique a connu une période difficile. Les ventes ont baissé, les marges ont diminué. Les dirigeants de l'industrie ont cherché à identifier les causes de ces difficultés.

Les dirigeants de l'industrie ont constaté que les consommateurs ont des attentes plus élevées que par le passé. Ils veulent des produits plus performants, plus innovants, et à un prix plus bas. L'industrie de l'électronique doit donc se réinventer pour répondre à ces attentes.

Les dirigeants de l'industrie ont également constaté que la concurrence internationale est de plus en plus forte. Les entreprises doivent donc se concentrer sur leur cœur de métier et innover pour se différencier de la concurrence.

Les dirigeants de l'industrie ont enfin constaté que les politiques publiques ont un impact important sur le développement de l'industrie. Ils appellent donc à une meilleure coopération entre l'industrie et les pouvoirs publics.

Les dirigeants de l'industrie ont conclu que l'avenir de l'industrie de l'électronique dépend de la capacité des entreprises à innover, à se différencier de la concurrence, et à coopérer avec les pouvoirs publics.

Les dirigeants de l'industrie ont enfin constaté que les politiques publiques ont un impact important sur le développement de l'industrie. Ils appellent donc à une meilleure coopération entre l'industrie et les pouvoirs publics.

Les dirigeants de l'industrie ont conclu que l'avenir de l'industrie de l'électronique dépend de la capacité des entreprises à innover, à se différencier de la concurrence, et à coopérer avec les pouvoirs publics.

Les dirigeants de l'industrie ont enfin constaté que les politiques publiques ont un impact important sur le développement de l'industrie. Ils appellent donc à une meilleure coopération entre l'industrie et les pouvoirs publics.

Après trois mois d'une crise politique aux multiples rebondissements, l'impossible cohabitation entre le président pakistanais Ghulam Ishaq Khan et son premier ministre Nawaz Sharif a trouvé, dimanche soir 18 juillet, sa conclusion logique: MM. Khan et Sharif ont démissionné, acceptant ainsi les termes du compromis imposé par le chef d'état-major des armées, le général Abdul Wahed. Des élections anticipées auront lieu le 8 octobre prochain.

19 juillet

FRANCE-CULTURE

20 30 Le Grand Débat

21 30 Documentaire

22 40 La République

0 05 Documentaire

0 50 Musique

FRANCE-MUSIQUE

19 30 Concert

21 30 Concert

0 35 Concert

20 juillet

FRANCE-CULTURE

20 45 Magazine

20 50 Documentaire

22 25 Documentaire

22 35 Documentaire

0 15 Documentaire

0 30 Documentaire

FRANCE-MUSIQUE

20 30 Concert

21 30 Concert

22 40 Concert

0 05 Concert

0 50 Concert

LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vies nouvelles

Alain Girault

A la suite d'un compromis imposé par l'armée

La démission du président et du premier ministre pakistanais ouvre la voie à de nouvelles élections

Après trois mois d'une crise politique aux multiples rebondissements, l'impossible cohabitation entre le président pakistanais Ghulam Ishaq Khan et son premier ministre Nawaz Sharif a trouvé, dimanche soir 18 juillet, sa conclusion logique: MM. Khan et Sharif ont démissionné, acceptant ainsi les termes du compromis imposé par le chef d'état-major des armées, le général Abdul Wahed. Des élections anticipées auront lieu le 8 octobre prochain.

NEW-DELHI. —

Entre le président et son premier ministre et rival, tout espoir de réconciliation était impensable. Mais l'issue de leur longue et âpre lutte pour le contrôle du pouvoir était incertaine. In fine, la bataille pouvait se terminer sans vainqueur ni vaincu, et les deux adversaires risquaient de tout perdre. Ou de provoquer l'un de ces multiples coups d'Etat militaires qui rythment, depuis l'indépendance, la vie politique pakistanaise.

La solution à laquelle ils sont parvenus présente donc plusieurs avantages. En premier, ensemble, la décision de se retirer, les deux hommes sauvent la face et peuvent se présenter comme les défenseurs d'une démocratie encore bien fragile: en octobre prochain, ce sera au peuple de se prononcer. Quant à l'armée, plus discrète mais toujours aussi puissante, elle peut se targuer d'avoir imposé «en douceur» ses volontés aux politiciens, rompant ainsi avec une tradition bien établie: en d'autres termes, les prédateurs du pouvoir ne seraient pas défaits sans doute pas les plus puissants avant de déclarer la loi martiale.

«Je ne détiens de mes fonctions pour me faire fin à la crise artificielle provoquée par mes adversaires dans le but de punir les pauvres d'âmes Nawaz Sharif», a déclaré, avec emphase, dimanche soir, le chef du

Dans la région frontalière du Tadjikistan

Kaboul accuse l'armée russe de bombarder des villages afghans

Les troupes russes ont poursuivi, dimanche 18 juillet, leurs bombardements à l'artillerie contre des villages afghans situés dans la province de Takhar (le Pamir afghan, privé de routes et d'observateurs étrangers), faisant «360 tués et blessés et 60 000 personnes à fuir», a affirmé à Kaboul un porte-parole de la présidence afghane, Abdul-aziz Moradi. Il a réclamé une aide alimentaire et médicale d'urgence pour les victimes et annoncé que l'Afghanistan avait demandé samedi aux Nations unies d'intervenir pour empêcher le renforcement des troupes russes à la frontière afghane, ainsi que l'ouverture de négociations.

Les autorités russes ont démenti avoir lancé de telles attaques. Mais des avions militaires russes ont commencé à arriver en milieu de semaine à Douchanbé, après l'incursion de rebelles tadjiks, entrainés en Afghanistan, qui avaient totalement détruit un des postes-frontières russes et tué le moitié de sa cinquantaine d'occupants. Le ministre russe de la défense, qui a achevé dimanche une visite de quarante-huit heures au Tadjikistan, a annoncé qu'aucune «nouvelle unité» russe ne serait envoyée dans ce pays, mais que les effectifs de la 201^e division, déployée sur place, seront «complétés et renforcés».

■ AZERBAIDJAN: répression contre le Front populaire. — La police a dispersé, samedi 17 juillet, quelques centaines de partisans du Front populaire (le mouvement du président déchu Elchibey) qui manifestaient contre la fermeture de leurs locaux et une perquisition au siège de leur organe, Azadlyk. L'ex-président du Parlement, Issa Gambar, a par ailleurs été arrêté vendredi, en même temps que deux ex-ministres et autres responsables reconnus coupables par une commission d'enquête d'avoir ordonné les combats de Gandja, le 4 juin. Mais les députés n'ont toujours pas tranché sur la culpabilité et la destitution formelle de M. Elchibey, de même que sur l'organisation d'un référendum ou de nouvelles élections. — (AFP, Reuters).

La préparation des élections européennes

Le RPR soutient la candidature de M. Balladur à la tête d'une liste commune de la majorité

Le RPR a réagi, par l'intermédiaire de Bernard Pons et de Jean-Louis Debré, à l'hypothèse évoquée, le 15 juillet, par Edouard Balladur, de conduire une liste unique de la droite aux élections européennes de 1994 (le Monde daté 18-19 juillet). Dans un entretien publié par le Figaro, lundi 19 juillet, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale indique qu'il «rejoint formellement» de la «décision» du premier ministre. «J'ai été le premier, avec Charles Pasqua, à estimer que compte tenu de l'union de la majorité et de la composition du gouvernement, une liste unique est souhaitable et que le meilleur dénominateur commun en est Edouard Balladur», affirme M. Pons. Il ajoute que «l'initiative» du chef du gouvernement «bloque toute velléité de liste de division, qui provoquerait une crise au sein de la majorité (crise) dont les auteurs porteraient la responsabilité».

Au «Forum RMC-Express», dimanche, Jean-Louis Debré s'est déclaré «ravi» de l'attitude du premier ministre. «La majorité RPR-UDF doit rester une liste derrière Edouard Balladur, qui est le premier ministre et, en tant que tel, le chef naturel de cette majorité» et qui «doit écarter, lors des élections européennes, les ambitions (présidentielles) de tel ou tel de ses dirigeants», a fait valoir le secrétaire général adjoint du RPR. Ce soutien

doit «permettre de montrer à nos partenaires européens que la majorité est unie sur l'essentiel», a-t-il assuré, en soulignant qu'à cette occasion «le RPR, Philippe Séguin compris, sera la garde rapprochée du premier ministre» et en souhaitant que ces élections «ne soient pas une étape de la course vers l'Elysée». Rappelant que Jacques Chirac reste le «candidat naturel» des néogaullistes à l'élection présidentielle, M. Debré a affirmé que Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, «serait un diviseur» s'il persistait dans son intention de conduire une liste autonome de la confédération libérale.

«Je prends acte de la proposition d'Edouard Balladur, mais il me paraît prématuré d'en parler», a répondu l'ancien ministre de l'Intérieur, Charles Millon, dans un entretien publié lundi par le Figaro. Le président du conseil régional Rhône-Alpes, député (UDF-PR) de l'Ain, déclare qu'il faudra «en reparler au premier trimestre» de l'année prochaine.

Philippe de Villiers, député (UDF-PR) de la Vendée, indique, dans le Journal du dimanche du 18 juillet, que «quoi qu'il en soit» il présentera une liste, afin de se battre «pour une Europe protectrice de nos emplois, pour une Europe des nations au sens où l'entendait le général de Gaulle». Considérant que M. Balladur fait «une erreur» en voulant tester l'unité de la majorité, M. de Villiers souligne que la déclaration du premier ministre constitue «un ballon d'essai». «Balladur est en étroite symbiose avec Chirac et considère, à juste titre, cette élection comme la «cousine» de l'élection présidentielle. Le soir de l'éventuelle victoire, celle-ci sera remise dans les mains de Chirac», affirme-t-il. Interrogé sur l'éventualité de la prise de Philippe Séguin, président (RPR) de l'Assemblée nationale, sur sa liste, M. de Villiers répond: «Ce serait prématuré. Mais il se pourrait bien que ceux qui ont combattu Maastricht se retrouvent. Comment peut-on penser qu'il suffirait d'une liste de liste comme Balladur pour qu'il y ait le silence dans les rangs?»

M^{me} Aubry suggère que la liste du PS soit conduite par M^{me} Guigou

Martine Aubry, ancien ministre du travail et de l'emploi, a déclaré, dimanche 18 juillet, au «Forum» de Radio-J, qu'Elisabeth Guigou «serait une très bonne candidate» en tête de la liste socialiste aux élections européennes de l'an prochain. «Elle n'a, aussi, d'autres projets, je le sais», a ajouté M^{me} Aubry, qui, avec M^{me} Guigou, avait été élue députée par le président de la République, lors de son entretien télévisé du 14 juillet, pour avoir lancé l'idée des «états généraux» du PS.

Selon l'ancien ministre, «les Français attendent un vrai projet de gauche» et «l'on n'a pas pris assez le temps du débat» avant de rédiger la motion «Refonder», commune aux rattachés, aux anciens jospinistes et aux fidèles en vue du congrès du PS, en octobre prochain (le Monde du 17 juillet). «Le vrai enjeu, dans les mois qui viennent, pour le PS, ce n'est pas d'avoir une motion centrale avec 90 % des voix au congrès», a-t-elle affirmé. «Nous allons faire en sorte, a-t-elle ajouté, que le projet soit clair. Il nous reste trois mois d'ici au congrès. Si nous n'y arrivons pas, nous ne serons pas crédibles.»

Quatre morts dans un attentat islamiste visant un général égyptien

LE CAIRE. — Quatre personnes ont été tuées et cinq autres ont été blessées, dimanche 18 juillet, au Caire, lors d'une attaque perpétrée par un commando d'extrémistes musulmans contre la voiture d'un général de l'armée.

Cette attaque, la première contre un officier supérieur de l'armée, semble être une riposte des extrémistes musulmans à l'assassinat, la veille de cinq des leurs (le Monde daté 18-19 juillet), déclarés coupables d'attentats dirigés contre des cibles touristiques et d'une tentative d'assassinat du ministre de l'Information.

Les agresseurs, cinq ou six jeunes gens, portaient en effet un bandeau noir sur le front en signe de deuil. Ils cherchaient visiblement à tuer le président de la Haute Cour ministérielle, qui a été condamné à mort depuis décembre vingt et un extrémistes musulmans, dont quatorze ont été exécutés et sept sont en fuite.

Les agresseurs se sont vraisemblablement trompés de cible, et ont ouvert le feu sur un véhicule transportant un autre officier, le général Chahine, commandant de la région

centrale d'Egypte. Des policiers les ont pris en chasse, et des coups de feu ont été échangés. Un agresseur et un passant ont été tués sur le coup, tandis que sept autres personnes, dont deux policiers et un militaire, ont été blessées. Deux d'entre elles ont succombé à leurs blessures. La police, avec l'aide de la population, a pu arrêter deux des agresseurs, les autres ayant réussi à prendre la fuite.

Samedi, de violents accrochages avaient eu lieu entre la police et une manifestation paronmée par la confrérie des Frères musulmans dans la ville de Damanhour, dans le nord-ouest du delta. La police a ouvert le feu sur la foule qui sortait d'un rassemblement de soutien aux Musulmans de Bosnie. La révolte avait été organisée par le comité de soutien aux Bosniaques, créé par la confrérie, et auquel participaient des représentants des syndicats dominés par les Frères musulmans, comme ceux des avocats, des médecins, et des ingénieurs. Quatre personnes ont été blessées par des balles de caoutchouc et cent onze autres ont été interpellées.

ALEXANDRE SUCCIANI

Reunies à Carnoux-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

Des pieds-noirs d'extrême droite critiquent le ministre des rapatriés

MARSEILLE. —

Le Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR), proche de l'extrême droite) avait choisi Carnoux-en-Provence (Bouches-du-Rhône), l'ancienne territoire d'Aubagne de France rapatriés du Maroc, pour tenir une assemblée générale extraordinaire, samedi 17 juillet. Quatre mois après l'assassinat de Jacques Roseau, président du Recours-France, le CNSR considérait comme un traître à la cause des pieds-noirs, cette organisation tendue de se poser en nouveau représentant de la communauté.

Présidé par M. Eugène Ibagès, et regroupant quarante-neuf associations et amicales, le CNSR a été créé en juillet 1991 pour disputer au Recours-France le monopole de l'expression des pieds-noirs. Ses fondateurs, parmi lesquels figure M. Ibagès, sont les dirigeants de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USIDFRA), dont sont membres deux des trois meurtriers présumés de Jacques Roseau (le Monde du 15 avril). A l'ordre du jour de la

réunion de Carnoux-en-Provence figuraient la préparation d'états généraux pieds-noirs, à la rentrée à Marseille, «sous le signe de l'union».

En fait d'union, les intervenants n'ont cessé d'attaquer le Recours-France et le ministre délégué chargé des rapatriés, Roger Romani, qualifié de «détaché testamentaire» de M. Roseau. Le ministre a été vivement critiqué pour ne pas avoir répondu à l'invitation qui lui avait été faite de participer à l'assemblée. Il lui a également été reproché de pratiquer «une stratégie de division» et d'être «le ministre non d'une communauté mais d'une association (le Recours-France, NDLR) de plus en plus déviante». Un appel solennel a été lancé en direction de M. Balladur sur les «risques sociaux» qui pourraient résulter de l'attitude de M. Romani.

Enfin, les dirigeants du CNSR ont réclamé la revérification des indemnités versées aux rapatriés et critiqué la mise en place, par M. Romani, d'un groupe de travail sur les harkis (le Monde du 14 juillet). «Annoncer la mise en place d'une commission d'experts pour rédiger un rapport à déposer en juin 1994, alors que trente-deux ans après le rapatriement en métropole, des problèmes urgents restent encore à régler, relève de la provocation», ont-ils estimé, en réclamant «une loi d'indemnisation couvrant 100 % des biens spoliés».

JEAN CONTRUCCI

«Jeune pied-noir» demande le remplacement de M. Romani par M. Santilli. — L'association Jeune pied-noir (proche de l'extrême droite) demande à Edouard Balladur «le départ» de Roger Romani, ministre délégué chargé des relations avec le Sénat et des rapatriés, et son remplacement par André Santilli, député (UDF) des Hauts-de-Seine et ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés de 1986 à 1988. L'association reproche au ministre actuel de s'accorder «une année pour faire réaliser un rapport sur la situation des harkis, désormais pourtant bien connue de tous» et de ne pas répondre aux «questions posées par l'ensemble de la communauté».

«Sciences-médecine»: une catastrophe climatique vieille de 115 000 ans

Presque sans crier gare, la température s'est mise à baisser. La chute atteindra 14 degrés. C'était il y a 115 000 ans, à une époque où les conditions météorologiques ressemblaient aux nôtres. Ainsi commençait une période de glaciation qui durera soixante-dix ans, et qui laisse les chercheurs perplexes. Et si la phénomènes se renouvelait?

Demain dans «le Monde»

la rédaction des Dernières Nouvelles d'Alsace cherche à se rassurer sur son avenir... 12

ECONOMIE

Les Douz défilent de la répartition des aides des Fonds structurels européens... 14

L'ECONOMIE

Les faiblesses du géant américain: l'espoir d'un décollage à l'horizon... 14

SOMMAIRE

1. - Le passé convoqué... 2

ETRANGER

Japon: la résultat des élections législatives... 3

Libéria: un accord de paix a été conclu à Genève entre les diverses factions... 4

Croatie: la part de Malankia a été révoquée... 5

POLITIQUE

Le réunion du Parlement en Congrès à Versailles sur la réforme de la Constitution... 8

L'autogastion selon Jean-Pierre Brard... 8

POINT/Le réforme de la Constitution... 7

SOCIÉTÉ

Les suites de l'affaire de corruption présumée entre l'OM et Valenciennes... 8

Deux hauts cadres d'Alcatel CIT ont saisi le tribunal d'importants détournements financiers... 8

Le ministre de l'éducation nationale prépare des mesures en faveur des maîtres auxiliaires... 9

SPORTS

Cyclisme: la quatorzième étape du Tour de France et le record du monde de l'heure... 10

Tennis: France-Inde en quart de finale du coupe Davis... 10

CULTURE

Le Faust original de Gnethe à Weimer... 11

Le Festival d'Avignon... 11

La Grande Parade du jazz à Nice... 12

COMMUNICATION

Après le rachat du quotidien de Strasbourg par le groupe Harsant,

Qu'est ce qui rend
un Macintosh plus
séduisant qu'un
autre Macintosh?



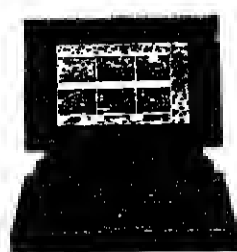
Les prix IC



5 050 F ht

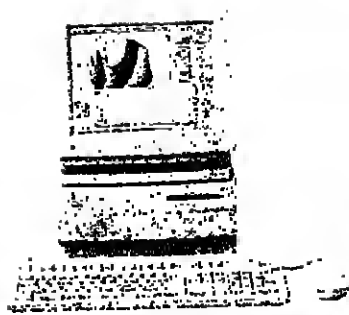
Macintosh Classic Couleur
4/80 Mo. 5 990 Ftc.

Offre réservée étudiants enseignants



8 990 F ht

Macintosh Powerbook 145 B
4/40 Mo. 10 663 Ftc.



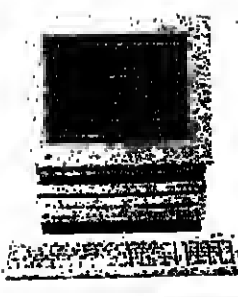
39 990 F ht

PROMOTION PAO :
Macintosh Centris 650 8/130 Mo.
Avec clavier étendu et moniteur couleur
16". Apple. Logiciels : XPress,
Illustrator, Photoshop, Dimension.
Lecteur CD-ROM 300, CD-ROM De Luxe,
CD-ROM Type and Call. 47 +28 Ftc.



19 990 F ht

Macintosh Powerbook 180 C
Ecran couleur matrice active.
4/160 Mo. 23 709 Ftc.



10 590 F ht

Macintosh LC III
Moniteur couleur 14" Apple
4/160 Mo. 12 560 Ftc.



Parce qu'un Macintosh moins cher qu'un
Macintosh sera toujours le plus séduisant des
Macintosh, IC est devenu en dix ans le 1er
distributeur Apple en Europe avec plus de 50 000

Macintosh installés. Seul un leader peut vous offrir
des prix aussi bas alliés au plus haut degré de
services (gestion, maintenance, réseaux locaux,
arts graphiques). Vous devriez déjà être chez IC.

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 44 78 26 26 • IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • IC-MICRO VALLEY 7-11 RUE SAINTE LUCIE
75015 PARIS (1) 40 58 00 00 • IC MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE 91 37 25 03 • IC AIX EN PROVENCE 33 BD DE LA RÉPUBLIQUE 13100 AIX EN PROVENCE
42 38 28 08 • IC AVIGNON 12 BD RASPAIL 84000 AVIGNON 90 82 22 22 • IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES
3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON 78 62 38 38

Unités centrales, disques durs, mémoires, écrans et claviers sont garantis d'origine Apple. Photos non contractuelles. Offres valables dans la limite des stocks disponibles.

L'espoir d'un des alliages à...



Les alliages...
redonne...
la propriété...
de se...
leur...
représent...
toute...
nécessaire...
Sous...
PAB...
supplément...

NOTES

Vivace randonnée

Douze millions
de Français marchent
pour le plaisir...
Une foison de marchés
spécialisés sont nés
dans leurs traces

A Paris même, malgré la réces-
sion de l'économie, le trekking itinérant,
souvent à l'étranger, connaît un succès
croissant. Les randonneurs ne se contentent
pas de la randonnée sur les
sentiers balisés qui sont le cœur de
la randonnée. Le plaisir de la marche a
été poussé à son paroxysme, d'où l'appa-
rition de nombreux marchés spécialisés.
L'Association Française de Randonnée
Pédestre (AFRP), qui compte 150 000
membres, a vu ses effectifs augmenter de
10 % en 1992. La vente de ses
guides de randonnée a connu un bon succès,
avec 150 000 exemplaires en 1993. Même
dans le monde de la marche des chiens,
il y a une véritable explosion de la marchandise.
Les chiens sont devenus des compagnons
indispensables, et les propriétaires ne
peuvent pas se passer d'un bon guide.

Des chiens peints qui suivent les
randonneurs. N'ont-ils pas l'apparence sur
ce point encore restreint. Nike et
Jacky les deux chiens américains. Le
chien français de la Salomon, n'a-t-il
pas une allure de chien de garde de
randonnée? Décathlon, l'un des
grands de la distribution du matériel de
sport, ne peut pas créer une série de
produits de randonnée à son nom?

Acacio Pereira

Lire la suite et l'article
de Claude Franchon page 28

Les fait



LES COMPORTEMENTS FINANCIERS

Pourquoi l'épargne entre

La collecte exceptionnellement élevée de
l'épargne Buladur (110 milliards de
francs sur les 1,4 million de personnes)
a été vantée par le gouvernement comme
un signe de confiance qui, joint à la baisse
des taux d'intérêt, devrait contribuer à la
revitalisation de l'activité. Mais, observe l'écono-
miste André Babeau, l'un des meilleurs
spécialistes français de l'épargne, les com-
portements qu'on observe chez les
épargnants risquent de contredire le
positif.

Jusqu'à la seconde
économie mondiale
les épargnants ont
été très actifs, mais
ils ont été très passifs
depuis la seconde
guerre mondiale.

LOBALEMENT, la France n'a pas
épargné, elle n'en a probablement pas
épargné assez. Avec un peu plus d'épargne
dans un environnement défavorable, nous
serions en meilleure position pour l'avenir.

Mais ce surplus d'épargne devrait venir
des particuliers que des entreprises et
l'État ont dû diminuer progressivement de leur
budget de l'État. Dans l'immédiat,
l'épargne ne serait-ce que d'un point de vue
des ménages contribuerait à une
économie de notre économie : un point de
vue, c'est quelque 50 milliards de francs
qui, au lieu d'être dépensés dans la consommation, se trouvent
dans des commandes à de nombreux

secteurs d'activité. Mais peut-on
le faire d'épargne des ménages? On
ne le fait pas, car les ménages ne
sont pas assez actifs. Il faut donc
appeler les épargnants à
réviser leurs habitudes et à
épargner plus.

Depuis quelques années
la France a connu une évolution de sa
économie nationale, mais elle n'a
pas encore réussi à influencer
la situation.

Jusqu'à la seconde
économie mondiale
les épargnants ont
été très actifs, mais
ils ont été très passifs
depuis la seconde
guerre mondiale.

LOBALEMENT, la France n'a pas
épargné, elle n'en a probablement pas
épargné assez. Avec un peu plus d'épargne
dans un environnement défavorable, nous
serions en meilleure position pour l'avenir.

50.000.000.000

Le Monde

L'espoir déçu des alliages à mémoire



Les alliages à mémoire, qui ont la propriété de se déformer à la chaleur puis de reprendre leur forme initiale n'ont pas trouvé les marchés espérés. Seules quelques PMI exploitent des applications précises.

page 24

Privatisations : le zèle péruvien (V)



D'abord hésitant, le gouvernement dirigé par Alberto Fujimori s'est lancé dans un programme de cession au privé de toutes les entreprises publiques, y compris les services. Avec un succès mitigé jusqu'ici.

page 25

1981 à l'envers ?



Et si le gouvernement Belledur était en train — en s'obstinant à maintenir le franc dans le SME — de faire l'erreur symétrique de celle des socialistes en 1981 ? Attention au dogmatisme, écrit Jean-Michel Naulot.

page 27

MODE D'EMPLOI 22
Consommation : l'assurance-santé sinistrée. Humeur, par Josée Doyère ; Dérogations. La cote des mots, par Jean-Pierre Collignon ; GATT. Livres. Réves et cauchemars du tourisme. Notes de lecture.
PERSPECTIVES 23 à 26
Un entretien avec Henri Guillaume, PDG de l'ANVAR. Argentine : le service postal déréglementé.
CONJONCTURE 28
L'opinion des consommateurs : Pessimisme européen. L'Asie du Sud-Est et le Pacifique : Loin de la France. L'Indonésie : Dynamisme et blocages. La planche à voile : Vents défavorables.

L'ÉCONOMIE

A-CÔTÉS

Vivace randonnée

Douze millions de Français marchent pour le plaisir... Une foison de marchés spécialisés sont nés dans leurs traces

La France marche... malgré la récession. De la simple promenade digestive au long trekking itinérant, douze millions de Français s'adonnent au plaisir de la randonnée sur les 120 000 kilomètres de sentiers balisés qui maillent le territoire. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il prend, depuis peu, de l'ampleur. La Fédération française de la randonnée pédestre (FFRP), qui regroupe 1 200 clubs et compte 250 000 adhérents, a vu ses effectifs augmenter de 20 % en 1992. Mieux, la vente de ses topoguides devrait faire un bond spectaculaire de 20 à 30 % en 1993. Même constat pour le marché des chaussures, sacs à dos, tentes ou sacs de couchage, qui progresse, bon an mal an, de 6 % à 8 %. Presque un exploit en période de déconsommation.

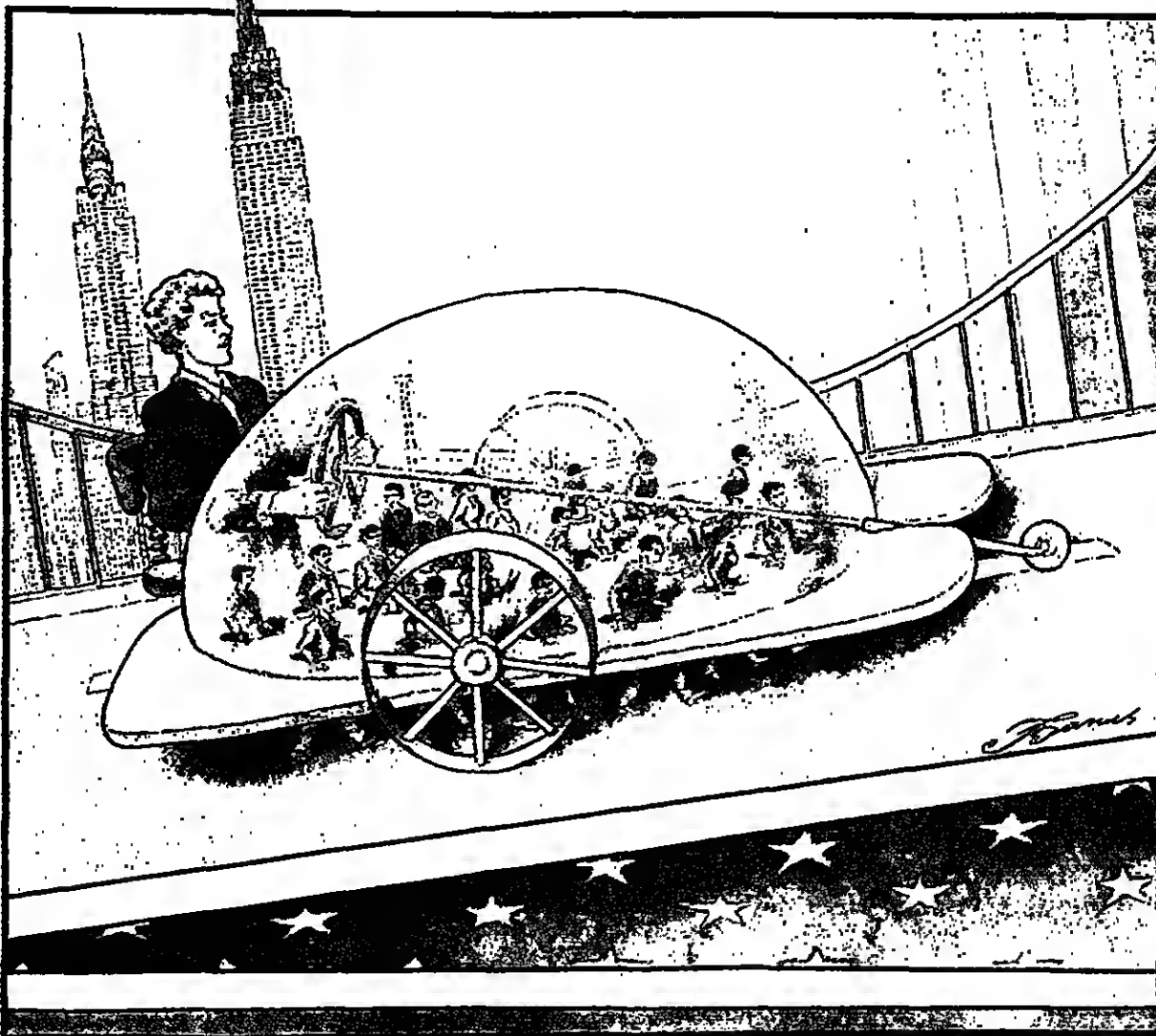
Des chiffres positifs qui aiguisent les appétits. N'a-t-on pas vu apparaître sur ce marché, pourtant encore restreint, Nike et Reebok, les deux géants américains ? Le fabricant français de skis Salomon, n'a-t-il pas lancé en 1991 une gamme de chaussures de randonnée ? Décathlon, l'un des grands de la distribution du matériel de sport, n'a-t-il pas créé toute une série de produits de randonnée à son nom ?

Acacio Perelra

Lire la suite et l'article de Claude Francillon page 26

« SORTIE DE RÉCESSION » INCERTAINE AUX ÉTATS-UNIS

Les faiblesses du géant américain



Les signaux émis par l'économie américaine manquent de clarté. La reprise qui s'est manifestée, d'abord faiblement, puis plus vivement en 1992, semble déjà essoufflée dans la première moitié de 1993. La confiance des acteurs de l'économie paraît suivre, elle aussi, des fluctuations erratiques... de même que la cote de popularité du nouveau président des États-Unis Bill Clinton. Cette « sortie de récession » atypique s'explique par les faiblesses structurelles qui affectent la plus grande économie du monde et qui, faute de solutions, risquent de brider durablement ses performances.

Lire page 23 les articles de Patrick Artue et de Serge Merti.

LES COMPORTEMENTS FINANCIERS DES FRANÇAIS

Pourquoi l'épargne entrave la reprise

La collecte exceptionnellement élevée de l'emprunt Balladur (110 milliards de francs auprès de 1,4 million de personnes) a été vantée par le gouvernement comme un signe de confiance qui, joint à la baisse des taux d'intérêt, devrait contribuer à la reprise de l'activité. Mais, observe l'économiste André Babeau, l'un des meilleurs spécialistes français de l'épargne, les nouveaux comportements qu'on observe chez les épargnants risquent de contredire le pronostic.

GLOBALEMENT, la France n'a pas trop d'épargne ; elle n'en a probablement même pas assez. Avec un peu plus d'épargne et dans un environnement différent, nous investirions davantage, et ce serait certainement bon pour l'avenir.

Mais ce surplus d'épargne devrait venir moins des particuliers que des entreprises et surtout d'une diminution progressive du déséquilibre du budget de l'État. Dans l'immédiat, une baisse ne serait-ce que d'un point du taux d'épargne des ménages contribuerait à une relance saine de notre économie : un point de revenu, c'est quelque 60 milliards de francs qui, injectés dans la consommation, se traduiraient par des commandes à de nombreux

secteurs d'activité. Mais peut-on faire baisser le taux d'épargne des ménages ? On ne propose évidemment pas par décret sa hausse ou sa baisse : il fait partie de ce qu'on pourrait appeler les « variables lourdes » de l'économie sur lesquelles un gouvernement a peu de pouvoir.

Depuis quelques années, il semble d'ailleurs que l'évolution de ce taux d'épargne soit devenue moins prévisible et plus difficile encore à influencer.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les économies occidentales ont connu différentes sortes de fluctuations d'ampleur différente : des cycles longs dont la période était d'une cinquantaine d'années et des cycles courts dont la durée était de sept à neuf ans.

Coussin amortisseur

Depuis la seconde guerre mondiale, ces fluctuations s'étaient modifiées : en particulier, au cours de la phase de forte croissance de 1945 à 1975, les cycles courts, au lieu de faire succéder des périodes d'augmentation très rapide de l'activité et des périodes de dépression, se sont plutôt traduits par des fluctuations du taux de croissance autour d'un taux moyen, celui-ci étant au demeurant exceptionnellement élevé.

Du point de vue de l'évolution du taux d'épargne des particuliers cependant, rien

n'avait changé : il conservait un comportement qualifié d'anticyclique : en période de haute conjoncture, en effet, il augmentait et cette augmentation exerçait une influence stabilisatrice en ralentissant la hausse de la consommation ; de façon symétrique, sa baisse dans les périodes de basse conjoncture atténuait le ralentissement de la consommation et préparait la reprise.

Ce comportement anticyclique était dû à l'« inertie » de la consommation. Avec une tendance de longue durée à une croissance de 4 % l'an, si le revenu des ménages se mettait, pour une cause ou une autre, à augmenter, au rythme de 5 %, la consommation, elle, continuait à croître au taux de 4 %. Le taux d'épargne avait donc tendance à augmenter de façon mécanique. Inversement, si la hausse du revenu tombait à 3 %, la consommation en maintenant son rythme de croissance à 4 % faisait chuter le taux d'épargne.

L'épargne jouait ainsi, du point de vue de la consommation, un rôle de coussin amortisseur des fluctuations du revenu. Or ce rôle semble avoir disparu depuis quelques années.

Lire la suite page 27

(*) Professeur à l'université Paris-Dauphine et directeur du Centre de recherche sur l'épargne et le patrimoine.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
SAN FRANCISCO 220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration for International Management
■ Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration for International Management
■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse de doctorat.
■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél. : (1) 40 70 11 71
Communiqué par International University of America - San Francisco - U.A.
Programme associé en Asie - HONG KONG

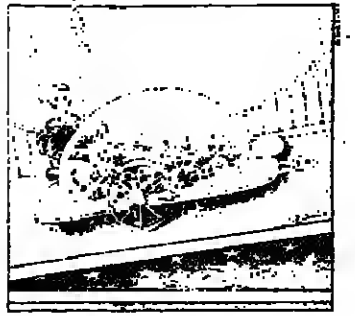
IUA SAN FRANCISCO

PERSPECTIVES

« SORTIE DE RÉCESSION » INCERTAINE AUX ÉTATS-UNIS

Les faiblesses du géant américain

La baisse des taux d'intérêt a facilité la reprise américaine. Mais la faiblesse de l'épargne, la productivité médiocre et la fragilité financière brident la croissance



La croissance de l'économie américaine a été assez erratique dans la période récente : un peu plus de 2 % (en rythme annuel) au premier semestre 1992, plus de 4 % au second, 1,8 % seulement au premier trimestre 1993. Il est probable que la croissance va s'installer au niveau modeste de 2,5 à 3 % en 1993 et 1994, après le recul de 1991 (-1,2 %) et la reprise de 1992 (2,1 %).

Cette performance médiocre amène à s'interroger sur les handicaps structurels de l'économie américaine qui pénalisent la croissance : faible épargne et faible investissement, gains limités de productivité, défaillances de l'offre et compétitivité artificielle, difficultés du secteur bancaire et des financements, déficits publics et dette.

DÉFICIT • Le taux d'épargne des consommateurs reste, depuis 1987, stable autour de 4,5-5 %, après avoir fléchi continuellement depuis le niveau de 9 % atteint en 1981. Même s'il est difficile de faire dans ce domaine des comparaisons internationales en raison des différences institutionnelles (système de retraite, de couverture maladie...), ce chiffre est faible par rapport à d'autres pays : 14,5 % au Japon, 13 % en Allemagne, 12,8 % en France, 11,7 % au Royaume-Uni.

Parallèlement, le taux d'investissement (investissement/produit) est plus faible que dans les autres pays : autour de 14 % depuis 1989, contre 16 à 19 % en France et en Allemagne, 21 % au Japon. Le déficit du secteur public atteint 4,5 % en 1992, 5 % environ en 1993. On le voit, l'essentiel de l'épargne du pays est détournée vers le financement public ; cela n'a pas de conséquence grave en 1992-1993, puisque le taux d'autofinancement des entreprises atteint 95 % : leur faible besoin de financement permet de limiter le déficit de la balance courante à moins de 1 % du PIB pour ces deux années.

On peut cependant craindre qu'une reprise des besoins de financement privés n'implique un fort déséquilibre entre l'offre et la demande nationale d'épargne, ce qui se traduirait soit par le creusement du déficit extérieur, soit par un resserrement de la politique monétaire. L'épargne privée reste visiblement trop faible pour soutenir une croissance forte avec équilibre extérieur.

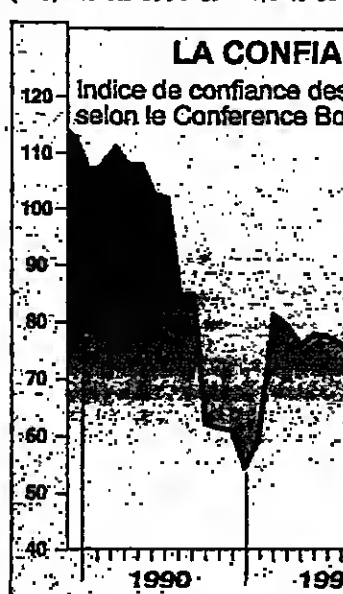
PRODUCTIVITÉ • La productivité apparente du travail a stagné depuis le début des années 70 : constante de 1977 à 1979, elle progresse de 0,5 % par an de 1979 à 1990, puis décroît de 0,1 % en 1990 et 0,5 % en 1991 avant d'augmenter de 0,2 % en 1992.

Brutalement, on observe en 1992 une croissance de 2 % (0,1 % de progression de l'emploi salarié pour 2,1 % de croissance du PIB), 2,8 % en glissement sur l'année, avec, ce qui est tout à fait nouveau, une progression un peu plus rapide de la productivité des services que de celle de l'industrie : cela ramènerait les gains de productivité aux États-Unis à leur niveau en Europe (2 % par an pendant les années 80).

L'enjeu de cette éventuelle accélération des gains de productivité est majeur. Avec la stagnation antérieure de la productivité, le taux d'investissement de l'économie américaine lui permettrait d'espérer une croissance potentielle de l'ordre de 2,3 % par an ; des gains plus rapides et durables de productivité terniraient pour autant ce chiffre au-delà de 3 % par an, c'est-à-dire permettre une progression beaucoup plus importante de l'économie.

On ne sait pas encore si une rupture durable a effectivement lieu. Le rattrapage des gains de productivité de l'industrie (3 % par an de moyenne depuis 1983) par ceux des services est récent (il date du début de 1992), et cesse apparemment dès la fin de 1992, où l'écart se creuse à nouveau entre productivité industrielle (5 % par an) et productivité totale

(2 % par an). Les facteurs qui permettent habituellement une accélération forte de la productivité ne sont pas présents : même si l'investissement productif progresse (3 % en termes réels en 1992, 6,5 % en 1993), cette progression suit deux années de recul (-0,4 % en 1990 et -7,1 % en 1991).



1991) et s'amène pas l'effort d'accumulation de capital, donc de modernisation, à un niveau plus élevé. Par ailleurs, les coûts salariaux restent très faibles. Les salaires horaires progressent aujourd'hui à un rythme de 2,6 % par an (depuis 1983, cette progression est toujours inférieure à 5 % par an), les coûts salariaux unitaires de moins de 2 % par an (ils baissent même dans l'industrie). L'initiation à substituer du capital au travail est donc très réduite.

On peut donc plutôt prévoir le retour à un niveau plus modeste (1 % par an) des gains

de productivité après l'accélération due à la forte croissance de 1992. La croissance potentielle de l'économie américaine n'excède donc pas 2,5 % par an.

Dès le redémarrage de l'économie, au début de l'année dernière, l'accélération des importations a été considérable (près de

10 % de hausse en termes réels en 1992), en particulier pour les biens d'équipement. Le déficit commercial oscille entre 7 et 8 milliards de dollars par mois, après être revenu autour de 5 milliards en 1991, loin encore des niveaux records de 1987 (12 à 13 milliards par mois). Ces déficits sont limités par les gains de compétitivité liés à la baisse du dollar : depuis 1987, la compétitivité à l'exportation s'est améliorée de 18 % par rapport aux concurrents des États-Unis. Les exportations en volume progressent plus vite que les marchés à l'exportation (de 2 % par an en moyenne de 1987 à 1992). Les

gains de compétitivité sur cette période résultent pour un tiers de l'évolution des salaires relativement à celle observée dans les autres pays, pour deux tiers de celle du taux de change.

Il est clair que sans la stimulation artificielle de la compétitivité par la dépréciation, le niveau des exportations serait considérablement plus bas (de 8 % environ) : l'offre de biens aux États-Unis reste forte et peu compétitive, ce dépit de la rigueur salariale. On en trouve la confirmation dans l'évolution des prix : la reprise a déjà provoqué une certaine accélération de l'inflation (de 3 % à la mi-92 à 3,7 % en avril 1993 pour les prix à la consommation et de 1,3 % à 2,4 % pour les prix de production), signe aussi d'une certaine rigidité de l'offre.

BANQUES • 1992 a vu une amélioration spectaculaire de la situation des banques américaines : les bénéfices après impôt se situent 30 % au-dessus de leur niveau moyen de 1989-1991. Cela est dû aux gains sur les transactions sur titres (4,5 milliards de dollars contre moins de 1 en 1989 et 1990) et à la progression des marges d'intérêt. Les taux à long terme étaient désormais supérieurs de près de 4 % aux taux à court terme, les banques empruntent court et prêtent long. Il en résulte certes une amélioration des ratios de capital (ratio Cooke) mais par la chute continue des encours de crédit : la dette privée totale revient de 148 à 141 % du PNB entre 1991 et 1993 ; l'encours de crédit aux entreprises et aux particuliers continue, au début de 1993, à décoller en valeur absolue.

L'amélioration de la situation des banques est fragile et dépend du maintien d'une politique monétaire très expansionniste : une remontée des taux courts

amenuiserait considérablement leur rentabilité. La reprise de l'activité, la réduction des dépenses militaires, l'augmentation de certaines taxes indirectes devraient conduire à un déclin très progressif du déficit fédéral : de 5 % du PIB en 1993 à moins de 4 % en 1995-1996. Les intérêts nets sur

ajoutés des entreprises de baisse de 39,2 % en 1991 à 36,4 % en 1992. Avec tous les handicaps structurels que nous venons de décrire, le pire scénario pour l'économie américaine serait la reprise de l'inflation : elle entraînerait un durcissement de

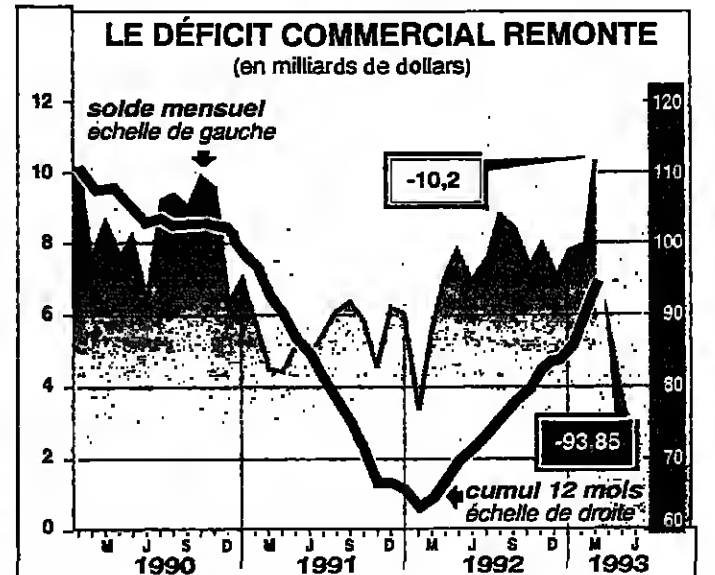
la dette fédérale atteignant 190 milliards de dollars, soit 3 % du PIB, pour une dette de 53 % du PIB : la faiblesse des taux limite les intérêts payés ; cependant, l'existence d'un déficit primaire (hors intérêts sur la dette) de 2 % du PIB implique que la dette continue à monter.

L'évolution des profits des entreprises révèle la même sensibilité aux taux d'intérêt : après impôt, ils ont progressé de 14 % en 1992, et cette tendance s'amplifie depuis. Les frais financiers des entreprises ont baissé de 4 % en 1991 et de 7,5 % en 1992 grâce à la réduction des taux, ce qui permet au ratio dette/valeur

la politique monétaire, une hausse des taux d'intérêt, et finalement une appréciation du dollar. Les comptes des banques se dégradent très vite, les taux d'endettement privés et publics bondissent, et le commerce extérieur montrerait une forte détérioration puisqu'il ne doit sa modeste amélioration qu'à la sous-évaluation monétaire de la monnaie. C'est un danger dont la nouvelle administration devra tenir compte.

Patrick Artus

Directeur des études de la Caisse des dépôts.



La lente remise en selle de Bill Clinton

Elu après une campagne axée sur l'économie, le nouveau président américain ne convainc pas l'opinion. Même si certains de ses projets, notamment budgétaires, avancent

NEW-YORK de notre correspondant

BILL CLINTON aurait-il déjà cessé de faire rêver l'Amérique ? Ou tout au moins les 43 % d'électeurs et d'électrices qui avaient été séduits par la brillante campagne et par le discours novateur de l'ancien gouverneur de l'Arkansas ? On a affirmé les sondages qui, début juin, créditaient le jeune président des États-Unis de seulement 36 % d'opinions favorables. Non ! rétorquent en chœur les jeunes lectrices du magazine américain *Mademoiselle*, qui, sondages à l'appui, assurent que Bill Clinton reste encore celui qui a le plus de chances de les faire chavirer. Au coude à coude, il est vrai, avec le chanteur Prince.

Pourtant l'image de Bill Clinton s'est sérieusement écornée et certains commentateurs, tels ceux de l'hebdomadaire *Time*, sont allés jusqu'à se demander si le président avait bien l'étoffe nécessaire pour assumer cette charge écumane que Ross Perot, son rival au cours de la campagne électorale, défiait comme « le métier le plus difficile au monde ». D'autres, plus pragmatiques, se contentaient d'adresser au chef de l'État quelques sages conseils (recentrer son action politique pour coller à son électorat et écarter sur les terres de ses adversaires, défaire quelques idées-forces au lieu de se perdre dans des thèmes secondaires) qui devraient lui permettre de rebondir.

Ces avis éclairés ont-ils influencé la Maison Blanche ? Toujours est-il qu'à la mi-juillet Bill Clinton, qualifié de « président élastique » par ses détracteurs, avait repris un peu de hauteur dans les sondages. Environ 48 % des Américains lui délivraient désormais un verdict positif et le *Washington Post*, pourtant très critique à l'égard du président après l'avoir systématiquement épaulé,

admettait que « toutes choses bien considérées, Bill Clinton fait tout simplement un assez bon travail ». Autre bonne nouvelle pour la Maison Blanche, les deux chambres du Congrès ont finalement adopté – à l'arraché pour ce qui est du Sénat – le programme présidentiel de réduction du déficit budgétaire de moitié sur une durée de cinq ans, en conservant les grands équilibres définis par l'administration et quitte à accepter un compromis sur la taxe de l'énergie.

STATURE • Parallèlement, Bill Clinton a enregistré une remontée automatique de sa cote de popularité après avoir ordonné un raid aérien sur Bagdad. Mais c'est surtout sa prestation au sommet des sept chefs d'État et de gouvernement, réunis début juillet à Tokyo, qui lui aura valu un retour d'affection de la part de la presse américaine. Celle-ci a d'abord apprécié la fermeté de langage de l'administration Clinton adoptée à l'occasion des difficiles négociations commerciales engagées avec le Japon. Puis elle a souligné qu'au plan des relations multilatérales, liées à l'Uruguay Round, les réductions tarifaires convenues à Tokyo – et dont il faudra examiner la portée réelle – constituent une victoire pour les États-Unis dans la mesure où elle signifie, à terme, des créations d'emplois. Cela a suffi pour que le magazine *Newsweek* considère que le président américain, qui a tellement « impressionné les autres invités », a acquis à l'occasion de ce sommet une « stature globale » et est enfin apparu comme un « véritable leader ».

Mais Bill Clinton doit encore faire ses preuves face aux deux problèmes-clés – l'emploi et la situation économique – qui lui ont valu d'être élu, mais dont les Américains rappellent chaque jour qu'ils constituent leur priorité. Ils étaient près de 70 %, y compris

quelques sters du monde des affaires, à évaluer le programme économique du président au mois de février. À présent, ils ne sont plus que 34 % à approuver la façon dont Bill Clinton conduit la politique économique du pays. Ce désaveu s'explique. La guerre de tranchées qui s'est déroulée d'abord à la Chambre des représentants, puis au Sénat pour faire adopter le plan budgétaire de M. Clinton a surtout mis aux prises le président démocrate avec ses propres troupes. Dans l'esprit du public son autorité s'est considérablement affaiblie à cette occasion. De même l'épisode du « stimulus plan », ce projet de budget supplémentaire de 16 milliards de dollars prévu pour l'année 1993, et finalement enterré par l'opposition républicaine au Sénat au mois d'avril, a fait très mauvaise impression.

CHÔMAGE • La Maison Blanche avait prévu de créer au moins 500 000 stages d'été dès cette année. L'opposition du Sénat a tué cette initiative alors que 21 % des adolescents sont au chômage, de même que les projets d'aide financière aux municipalités urbaines confrontées à l'explosion des problèmes sociaux. Les Américains au chômage (ils sont toujours 7 % de la population active, soit plus de neuf millions de personnes) ne pourront guère compter sur l'aide de l'État en cours des prochains mois pour trouver un emploi. C'est donc de la conjoncture économique et du secteur privé que dépendra leur sort.

Or, sur ce chapitre, en dépit de quelques motifs de satisfaction (l'inflation n'est pas repartie à la hausse et les taux d'intérêt restent à des niveaux très bas), la reprise continue à enregistrer des ratés ainsi que l'attestent les dernières statistiques, notamment en matière de commandes à l'indus-

trie manufacturière, lesquelles ont chuté de 1,6 % au mois de mai. Les faiblesses structurelles de l'économie américaine demeurent (voir l'article de Patrick Artus), ainsi que le montre l'évolution du produit intérieur brut. Après un énergique sursaut au dernier trimestre de 1992, la croissance a été ramené à 1,8 % au cours des trois premiers mois de l'année, un taux finalement révisé en baisse à 0,9 % après la correction effectuée en mai par le département du commerce.

Face à cette situation, l'adoption probable cet été de l'ensemble du dispositif budgétaire de l'administration Clinton fera sans doute bonne impression auprès des marchés financiers, après avoir été salué par anticipation lors du som-

met de Tokyo. Mais elle aura peu d'effet auprès des Américains. Pour assurer sa remise en selle auprès d'un électorat soucieux à demeure d'amélioration immédiate, le président devra trouver d'autres moyens pour comprimer le chômage et doper la croissance. Conscient de l'enjeu, Bill Clinton a entrepris une campagne de séduction auprès des chefs d'entreprise.

Mais à son message sur l'emploi, le patronat répond en montrant du doigt l'augmentation des taxes et celle des impôts contenus, selon lui, dans le projet budgétaire et qui vont pénaliser les sociétés. Le dialogue de sourds continue. Et les mois passent.

Serga Marti

3ÈMES CYCLES

PROFESSIONNALISEZ VOTRE FORMATION

MANAGEMENT DE LA DISTRIBUTION
DIRECTEUR PÉDAGOGIQUE LÉON SALTÉ PDS DE FRANCE PRINTEMPS

GESTION ET FINANCE D'ENTREPRISE

MANAGEMENT COMMERCIAL ET MARKETING DIRECT

MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES

ADMISSION :
• titulaires d'un diplôme BAC+4 ou équivalent
• médecins, pharmaciens
• professionnels justifiant d'au moins 5 ans d'expérience

L'EDC PARIS-LA DÉFENSE
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE | 92400 COURBEVOIE
MÉTRO : ESPLANADE DE LA DÉFENSE
TÉL : (1) 47 73 63 41

MUSIQUE • par Josée Doyen

Dérégulations

La musique du genre rap... (text continues vertically)

NOTES DE LECTURE

... (text continues vertically)

LA MEDITERRANÉE

... (text continues vertically)

Social
Par ici la sortie!
Alain Lefebvre

PERSPECTIVES

TECHNOLOGIES

L'espoir déçu des alliages à mémoire

Ces nouveaux matériaux n'ont pas tenu toutes leurs promesses.
Les grands groupes industriels s'en désintéressent, laissant aux PMI l'exploration des « niches »

LES alliages à mémoire de forme (AMF) n'ont pas la forme. Ces alliages, qui ont la propriété de revenir d'une forme à une autre avec une faible variation de la température, ce qui leur donne des forces énormes (par exemple, un ressort en nickel-titane de 0,3 gramme peut pousser une charge de 1 kilogramme), devaient envahir les produits industriels, mais leurs applications balbutient toujours.

Depuis vingt-cinq ans, des milliers de brevets ont été déposés, des centaines de prototypes réalisés. La plupart des grandes industries se sont intéressées un jour ou l'autre aux propriétés de ces alliages, notamment celle de se dilater lorsque la température diminue, ou de retrouver leur forme initiale après une déformation. Les idées les plus extravagantes ont fleuri.

On imaginait, par exemple, que des carrosseries accidentées pourraient retrouver leur forme après passage sous la flamme d'un chalumeau. On présentait aussi des moteurs et des bras robotisés en AMF. Le marché allait exploser. Les industriels japonais (qui en rachètent des licences ont rattrapé les Américains), notamment Furukawa Electric, filiale du groupe Sumitomo s'attendaient déjà à en vendre des milliers de tonnes.

MODESTE • Le bilan est aujourd'hui fort modeste. Une centaine de produits font appel à des AMF, dont peut-être cinq en France — guère plus que d'œuvres d'art réalisées à partir de tels matériaux. Le marché mondial de ces alliages, à base de cuivre ou de nickel-titane, avoisinerait 30 millions de francs et la production ne dépasserait pas 5 tonnes (si l'on considère uniquement ceux utilisés pour leur propriété de mémoire).

Diverses raisons expliquent

cette déception. Extrêmement sensibles à la moindre variation de leur composition, ces alliages sont difficiles à travailler, et les bureaux d'études des entreprises clientes manquent d'expérience; les alliages ont des prix élevés, allant de 2 000 à 10 000 francs le kilo, et sont fréquemment concurrencés par des solutions plus classiques, car il faut repenser totalement les pièces en AMF.

CONNECTIQUE • Résultat: les grandes entreprises abandonnent ce secteur, au profit de quelques PMI courageuses — Imago et Memumetal, en France — qui reprennent leur savoir-faire. Aux États-Unis, Raychem, leader mondial, a annoncé, il y a deux ans, la cessation partielle de son activité AMF.

En France, Cezus, filiale de Pechiney, producteur d'alliages en nickel-titane, a jeté l'éponge, comme Souriau, devenue Framatome Connectors France (FCF). « Cette technologie demande trop d'investissement pour la taille du marché », estime Jean-Michel Bourin, directeur scientifique de FCF.

Les applications des AMF ont été longtemps principalement destinées aux militaires, qui n'ont jamais aimé que les secrets de fabrication soient divulgués vers l'industrie civile. Raychem avait développé cette technologie pour l'armée de l'air américaine, d'abord pour raccorder des tubes hydrauliques sur les chasseurs F14, puis pour d'autres matériels. En France, la force de frappe utilise largement, en particulier pour la connectique: ces alliages fournissent en effet des connecteurs électriques infatigables, supportant aussi bien les plus fortes vibrations que les rayons X produits par les explosifs des bombes thermonucléaires.

Le chasseur Rafale, le char



Leclerc ainsi que le futur missile antimissile Aster emploient aussi des bagues en AMF pour le serrage des tresses de blindage: « La bague chauffe électriquement se resserme à 300°C autour de la tresse en assurant une jonction absolue qui ne se déformera jamais », explique Roger Flo, directeur technique de la division électronique de Raychem France.

La chute des commandes militaires réduit aujourd'hui ces marchés. Les applications civiles peuvent-elles compenser? Actuellement, elles s'apparentent à un inventaire à la Prévert, où il est difficile de distinguer études, prototypes et vrais produits.

L'exemple de l'automobile en témoigne. Mercedes équipe bel et

bien les boîtes de vitesses automatiques de ses véhicules d'un ressort en AMF: celui-ci, placé dans le carter, permet un passage confortable des vitesses au démarrage, lorsque l'huile est encore visqueuse.

Mais c'est la seule application réelle dans cette industrie. Renault ainsi que les constructeurs japonais Toyota et Nissan ont des projets, ou se servent de ces alliages pour démontrer le savoir-faire de leur entreprise. Renault, par exemple, a fait développer par Tréfinmétaux (filiale du groupe Europa-Metall, premier transformateur mondial de cuivre), une bague en AMF pour éliminer le bruit de la boîte de vitesses provoqué à 70°C par la dilatation des pièces de l'arbre primaire; Toyota a conçu des phares

dont l'inventure est déclenchée par une pièce en AMF qui se dilate une fois chauffée électriquement.

Dans l'électroménager, ces alliages prennent place dans deux types de friteuses (TEN et SEB), où des pièces, en se déformant, permettent la régulation dans l'une de la température, et dans l'autre du nombre d'utilisations de l'huile.

De son côté, la société Imago, de La Cintal, qui emploie seize personnes dans les AMF, espère faire commercialiser en grande série son thermomarqueur, qui signale toute rupture dans la chaîne du froid: à -18°C, le ressort en AMF de ce thermomarqueur se contracte, faisant apparaître une bille verte; lorsque la température dépasse +6°C pendant un quart d'heure, le ressort se détend, en poussant une bille rouge. Le système est pour l'instant vendu surtout à des industriels canadiens, mais Imago, qui a obtenu l'agrément du ministère canadien de l'Agriculture, espère que les industriels français s'y intéresseront davantage lorsque ses succès à l'extérieur seront connus.

PATIN • Imago fabrique aussi un patin amortisseur en AMF pour les disjoncteurs de centrales, vendus à GEC-Alsthom Canada: en cas de coupure de courant, ce patin empêche qu'un bras du disjoncteur, en rebondissant, ne casse la céramique d'isolation: « Il ne rebondit que de 1 millimètre contre 6 millimètres pour un patin en acier », explique Laurent Buffard, d'Imago.

Les AMF semblaient aussi très prometteurs dans le domaine médical ou dentaire. Le fil à base de nickel-titane a conquis 20 % du marché des arches dentaires, grâce à la grande élasticité des AMF: « Celui-ci maintient une pression constante, alors qu'avec le fil traditionnel, il faut resserrer les vis à

mesure que les dents poussent », explique Régis Flo, de Raychem.

On envisageait aussi la réalisation d'instruments chirurgicaux « superélastiques », de prothèses... Mais Imago, qui a plusieurs références dans ce domaine (un cathéter, une motorisation d'endoscope, des épingles chirurgicales) est plus sceptique sur ces applications: « Tout est suspendu aux études sur la biocompatibilité des alliages nickel-titane menées actuellement aux États-Unis », note Eric Weynant, le PDG de la firme.

LUNETTES • La liste ne serait pas complète si l'on ne mentionnait pas les armatures métalliques des soutiens-gorge des Japonaises — qui peuvent être lavées fréquemment tout en conservant leur forme — et des pièces de lunetterie — japonaises aussi — qui permettent de mettre une paire de lunettes dans sa poche, voire de la tordre, sans la déformer. Memo-metal, une petite entreprise créée en mars 1992 à Albon (Savoie) par Bernard Prandi, ancien responsable des alliages à mémoire de forme de Cezus, compte se placer sur ce marché.

Les applications réelles demeurent cependant limitées par rapport aux espoirs mis dans cette technologie et aux subventions accordées aux industriels français dans les années 80 par les ministères de la recherche et de l'industrie. « Il y a eu une mystification collective. Ces alliages ont suscité en France plus de subventions que de chiffre d'affaires », confirme Eric Weynant. Au ministère de la recherche, on en est conscient: « Nous préférons désormais financer une utilisation particulière des AMF plutôt qu'une entreprise », note Philippe Mangin, conseiller technique du ministre précédent.

Didier Gout

« La survie dépend de l'innovation »

Pour les PME, innover est plus qu'un avantage, c'est une nécessité, explique Henri Guillaume, PDG de l'ANVAR

Indispensable et payante, l'innovation est difficile. L'ANVAR a réuni dans un ouvrage, *Histoires d'innover* (1), le fruit de douze ans d'expérience et de soutien à 25 000 projets. Nous avons demandé à Henri Guillaume, son PDG, d'évoquer les enjeux de l'innovation et les difficultés que rencontrent les PME innovantes.

« Dans votre ouvrage, vous présentez une galerie de portraits d'entreprises qui ont réussi par la technologie. Qu'est-ce qui rend une PME innovante et la fait réussir? »

« Dans une grande entreprise, l'innovation est généralement institutionnalisée, confiée à des équipes internes. Dans une PME, où l'encadrement est restreint, la capacité du dirigeant à saisir une idée à l'extérieur et à la transformer est capitale. Dans 70 % des cas, les clients représentent d'ailleurs la première source d'innovation. Le dirigeant doit non seulement avoir un goût pour les produits nouveaux, mais également encourager son personnel à être créatif, ne pas hésiter à employer du personnel qualifié et à consacrer les efforts à la formation. »

« L'autre élément essentiel est la maîtrise de la gestion de l'innovation. C'est un processus complexe, avec des aspects techniques, économiques, commerciaux, et la phase recherche et développement est cinq à dix fois moins coûteuse que l'industrialisation et la commercialisation qui suivent la mise au point du prototype. Aujourd'hui, le risque doit être pesé: l'innovation doit procurer un avantage concurrentiel important et une rentabilité suffisante. L'innovation réussie est toujours la rencontre d'un progrès technique et d'un marché solvable suffisant. »

« On souligne souvent que l'innovation exige un parcours administratif laborieux, suscep-

tible de refroidir les bonnes volontés? Qu'en est-il des relations entre les PME et l'ANVAR? »

« L'ANVAR est un exemple de continuité d'une politique publique, où les règles administratives ne changent pas tous les six mois, ce qui facilite les démarches. C'est surtout une structure légère: 400 personnes — avec une culture spécifiquement PME. Nous sommes très décentralisés, pour que les entreprises puissent dialoguer avec un interlocuteur unique proche du terrain. 90 % des décisions d'aide sont ainsi prises au niveau régional. Nous avons aussi simplifié les démarches. Le document rempli par la firme est moins un formulaire qu'un nœud d'évaluation du projet. »

Enfin, nous sommes partenaires de l'entreprise puisque nous partageons avec elle le risque financier. Si elle échoue, elle n'a pas à rembourser les aides que nous lui avons accordées. Le taux de remboursement actuel de 55 % est bien la preuve que nous ne sommes pas timorés et que nous avons tout intérêt à l'aider à réussir! Nous sommes moins des financiers que des conseillers privés, aidant l'entreprise à rendre son projet viable et à trouver d'autres partenaires: conseils en brevets, consultants pour études de marché, etc. »

« Au-delà des institutions spécialisées, l'environnement général n'empêche-t-il pas d'innover? »

« En fait, on rencontre de plus en plus d'entreprises réalisant des « premières » mondiales et d'importation à l'exportation via l'innovation. Mais les grands groupes considèrent trop souvent les PME comme des sous-traitants et non comme de vrais partenaires. Si on leur fait encaisser les chocs de la conjoncture, comment peuvent-elles innover? L'argent, d'autre part, va trop souvent à des investissements spéculatifs au détriment des investissements à risque. Le

manque de fonds propres est un handicap structurel pour les PME, car l'innovation ne se finance pas sur le court terme. »

« Comment expliquez-vous qu'un nombre non négligeable de PME innovantes aient du mal à atteindre la taille critique et soient rachetées par de grands groupes? »

« Pour une entreprise innovante, la taille critique est délicate à atteindre tant pour des questions de financement que de gestion. Financer la croissance exige des ressources importantes, difficiles à mobiliser notamment à cause de ces carences de fonds propres. On éprouve donc le besoin, à un moment ou à un autre, d'ouvrir le capital à des partenaires extérieurs. Beaucoup de PME y sont réticentes et préfèrent freiner leur développement. D'autres possèdent un actionnariat trop diffus pour trouver les fonds nécessaires pour passer le cap. D'autre part, lorsque l'envergure industrielle est atteinte, il faut aussi savoir gérer la production et le commercial, aussi bien que l'innovation. On ne dirige pas de la même façon une affaire de mille personnes devenue leader mondial qu'une entreprise qu'on a créée seul ou presque quelques années plus tôt. »

« Le rachat par un grand groupe est un moyen de résoudre toutes ces difficultés. Néanmoins, il faut aider les PME à conserver leur identité, notamment chercher les moyens d'amortir les coûts fixes. Je pense, par exemple, à la coopération entre PME. »

« Mais l'innovation est-elle vraiment un passage obligé pour les PME? »

« Aujourd'hui, c'est une question de survie. Sur un marché trop concurrentiel ou stagnant, sans innovation, vous risquez de disparaître. Innover est également le meilleur moyen d'affronter une conjoncture difficile, de faire la différence avec les pays à faible coût de main-d'œuvre et d'aborder les marchés internationaux. Enfin,

les entreprises innovantes investissent plus que la moyenne et sont créatrices d'emplois qualifiés. Ce n'est pas un hasard si leur soutien est devenu une priorité de tous les pays européens. »

« Contrairement à une idée reçue, la création d'une entreprise technologique n'est pas le cocktail de la mort! Sur un échantillon représentatif de PME aidées par l'ANVAR de 1980 à 1988, nous avons mesuré que leur taux de survie est de 15 % supérieur à la moyenne nationale. »

« Vous mettez en avant l'importance de l'innovation technologique. Mais n'est-elle pas le propre d'une « élite » travaillant dans des secteurs de pointe? »

« Non, on peut innover aussi dans les secteurs traditionnels comme la mécanique, le textile ou le travail des métaux. Il n'est pas obligatoire non plus de réaliser un « saut » technologique ou d'engager des dépenses considérables. Les innovations les plus rentables résident dans l'amélioration d'un savoir-faire ou dans l'évolution des produits existants. Les entreprises de création récente situées sur des « niches » technologiques, en particulier dans les secteurs de pointe, éprouvent davantage de difficultés à quitter le stade artisanal que celles qui visent des marchés vastes. »

« Le partenariat technologique avec des laboratoires de recherche, l'université ou d'autres PME facilite également l'innovation, dans le déclenchement du processus comme en matière de partage des coûts et des risques. D'ailleurs, 60 % des programmes que nous subventionnons sont liés à des partenariats, y compris à l'échelle internationale, via le programme Euréka. »

Propos recueillis par Catherine Lavi

(1) Par l'ANVAR avec Philippe Merlant, InterEditions, 326 p.

PRIVATISATION EN A

Pérou :

D'après l'agence de presse Reuters, le gouvernement péruvien a décidé de privatiser les entreprises publiques du pays.

Le Pérou a décidé de privatiser les entreprises publiques du pays. Le gouvernement a annoncé qu'il allait vendre des parts dans les entreprises publiques, y compris dans les entreprises de transport, de télécommunications et de services publics. Cette décision a été prise dans le cadre d'un plan de réforme économique plus large.

Le Pérou a décidé de privatiser les entreprises publiques du pays. Le gouvernement a annoncé qu'il allait vendre des parts dans les entreprises publiques, y compris dans les entreprises de transport, de télécommunications et de services publics. Cette décision a été prise dans le cadre d'un plan de réforme économique plus large.

ARGENTINE

Le service postal dérégulé

Le gouvernement a décidé de supprimer le monopole de la poste, déjà largement concurrencé par des opérateurs privés.

Le gouvernement argentin a décidé de supprimer le monopole de la poste. Cette décision a été prise dans le cadre d'un plan de réforme économique plus large. Le service postal sera désormais ouvert à la concurrence.

Le gouvernement argentin a décidé de supprimer le monopole de la poste. Cette décision a été prise dans le cadre d'un plan de réforme économique plus large. Le service postal sera désormais ouvert à la concurrence.

orientations
SERVISE
Filières, débouchés, métiers :
des écoles vous informent.

11, rue de la Ville
Adresse postale
Code postal
Villes

Agences d'études 92-83
des renseignements gratuits des laboratoires de recherche qui font partie des secteurs suivants (cocher les lettres qui vous intéressent):

Chaires Préparatoires
Grandes Ecoles Scientifiques
Grandes Ecoles de Commerce, Gestion
Préparatoire MBA
Ecoles de Gestion, Droit
Villes, Commerce, Distribution, Gestion
Architecture Interne
Arts Graphiques
Assistance à la Direction Managériale
Assurances
Communication et Culture
Communication Publique
Communication par le Vidéo
Comptabilité
Cours par Correspondance Scientifique
Droit
Diplôme Médical

Adressez ce bon à Orientations Service, 21, rue de la Ville
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur
minitel 3615 ORIENTATIONS

201 MON 02

PERSPECTIVES

PRIVATISATIONS EN AMÉRIQUE LATINE (V)

Pérou : le zèle des convertis

D'abord hésitant, le gouvernement péruvien s'est lancé dans un programme de cession au privé de toutes les entreprises publiques. Avec un succès modéré jusqu'à présent



REBIN

Après le Chili, premier à privatiser largement ses entreprises publiques dès 1974 (« le Monde L'Economie » du 22 juin), l'Argentine, qui a suivi la même voie au pas de charge à partir de 1990 (29 juin), le Mexique, qui en a tiré les profits les plus importants (8 juillet), le Brésil, où le programme a été entravé par les conflits politiques (13 juillet), nous achevons ce tour d'horizon par le Pérou.

LIMA
de notre correspondante

Au cours d'un déjeuner de travail à New-York, en mai 1992, le ministre péruvien de l'énergie et des mines de l'époque annonçait à une centaine de chefs d'entreprise et de financiers du « Conseil des Amériques » : « Le gouvernement péruvien va privatiser toutes les entreprises publiques sans exception, à raison d'une par semaine, en moyenne, jusqu'à décembre 1994 ».

Le dégraissage du secteur public était au programme de tous les partis représentés aux élections générales de 1990, le déficit de ces entreprises ayant atteint 4 milliards de dollars cette année-là (1). Pendant la campagne, le président Fujimori s'était déclaré partisan d'y laisser les entreprises dites stratégiques (pétrole, mines, sidérurgie) et de services (eau, électricité, communication). Mais, depuis, il a cédé aux pressions de la Banque mondiale et s'est engagé dans une politique de privatisation radicale de toutes les entreprises publiques, 180 au total. Un processus audacieux, comparable seulement à

l'action du gouvernement Menem en Argentine : au Pérou, aucune « vache sacrée », aucun secteur, ne sera épargné, comme le pétrole au Mexique ou le cuivre au Chili. Dès l'automne 1991, un cadre légal avait été fixé pour les privatisations et un organisme interministériel, le Comité pour la promotion des investissements privés (COPRI), avait été instauré, avec un calendrier. Après l'« auto-putsch » du 5 avril 1992, le régime, gouvernant en marge de la Constitution et sans obstruction de l'opposition parlementaire, a entamé une course législative pour vendre les entreprises publiques. Pour être présentables, celles-ci ont tout d'abord été allégées de leurs dettes, et d'une très grande partie de leurs salariés (en moyenne la moitié).

COUP D'ENVOI • Dix-sept entreprises devaient être vendues en 1992. En fait, la situation critique de certaines d'entre elles (raffinerie de pétrole de Conchao, Banco popular) a découragé les investisseurs. Néanmoins, la cession de dix entreprises a permis à l'Etat de recouvrer 207 millions de dollars et d'obtenir des promesses d'investissements de 750 millions de dollars. Le coup d'envoi a été donné le 26 mai 1992 avec la vente de la mine Condestable, à un prix dérisoire (1,3 million de dollars), au sein du Banco de Comercio (5,3 millions), Industrias ovals (chantiers navals), Quimica del Pacífico (chimie, 6,5 millions de dollars) et 78 stations-service pétrolières (pour un total de 38,5 millions).

Toutes ont été acquises par des capitaux péruviens. Entrepreneurs (transports urbains) a été cédée à des salariés, de l'entreprise pour 11,1 millions de dollars au total.

En revanche, Mineropero commercial (commercialisation de minerais) a été vendue au groupe brésilien Kibo pour 4,1 millions. Solgas (distributeur du gaz liquéfié) est passé aux mains des Chiliens (pour 7,5 millions), ainsi que la mine de cuivre de Quellaveco, achetée par la firme Mantos Blancos, filiale de l'Anglo-American d'Afrique du Sud. Cette dernière a été bradée 12 millions de dollars, alors qu'elle pourrait, estime-t-on, rapporter 300 millions de dollars par an de cuivre fin.

Au contraire, la vente des mines de fer de Hieropero à la Shougang Corporation chinoise est une affaire or : cette banque d'Etat a payé 120 millions de dollars, soit cinq fois le prix de base, à pris en charge un passif de 42 millions, et a promis d'investir 150 millions de dollars en trois ans. Une affaire encore plus avantageuse que le rachat de la compagnie aérienne Aeroperu par les

Mexicains d'Aeromexico, en janvier dernier, pour 54 millions de dollars, soit plus du double du prix de base. Six étrangers sont aussi intéressés par le Banco Continental, qui doit être mis en vente au second semestre de 1993 : trois groupes chiliens, deux américains et le Crédit commercial de France.

Cela a fait de la Shougang Corporation le troisième investisseur étranger, derrière la société américaine Asarco, qui contrôle l'American Southern Peru Copper Corporation, et l'Anglo-bollandaise Occidental Petroleum Company, installée de longue date au Pérou. Les Japonais, en revanche, en dépit des espoirs d'Alberto Fujimori, semblent préférer le Chili pour leurs investissements productifs.

Les cessions ont été effectuées selon des formes diverses : appels d'offres, vente aux enchères publique, à la Bourse des valeurs, ou par le biais de concessions – de

ébancs pétrolières, de gisements miniers, d'infrastructures routières et de centrales hydroélectriques. La COPRI a également étudié la conversion de titres de la dette extérieure en investissements, ce qui a fait plus que quintupler ces deux ans la valeur de ces bons – qui restent encore à 19 % du montant nominal.

Les privatisations n'ayant pas avancé aussi rapidement que la COPRI se le proposait, celle-ci a décidé de mettre les bouchées doubles en 1993, pour atteindre 1 milliard de dollars de recettes, en vendant une trentaine d'entreprises parmi les plus importantes, comme CPT et Entel (télécommunications locales et internationales), Electrolima (production et distribution d'électricité pour la capitale), Interbank et Banco Continental Central, et Mineroperu (complexes miniers et métallurgiques). Sideroperu (sidérurgie), Paramonga (papier, transformation de déchets, fibres secondaires) ainsi que des cimenteries, des usines d'engrais, des pêcheries, des ports, aéroports, chemins de fer, etc. La COPRI espère boucler ce processus en 1994 avec les entreprises électriques Sedapal (service des eaux) et Petropu (pétrole).

LÉTHARGIE • Toutefois, il y a encore peu de chances que ce programme soit réalisé : depuis février, les privatisations sont tombées dans une profonde léthargie. Plusieurs opérations de vente ont échoué, faute de clients. La COPRI a, d'ores et déjà, dû revoir ses objectifs à la baisse : seules une dizaine d'entreprises seraient privatisées avant la fin de l'année.

La privatisation des retraites et la constitution de fonds de pen-

sion ont été, au Chili, le moteur de l'expansion du marché des capitaux. Copiant ce modèle, le Pérou a lancé les premiers en mai dernier, chaque groupe financier ayant créé le sien, le plus souvent en association avec des capitaux étrangers : le plus important, Horizonte, a été mis sur pied avec le numéro un chilien, la Provida. L'objectif est de capter les fonds d'un million de personnes pendant la première année. Son corollaire est le risque imminent d'asphyxie de l'IPSS (Institut péruvien de sécurité sociale) auquel resteront affiliés les secteurs les moins bien lotis de la population.

Quel sera l'avenir de ce processus de privatisation ? Théoriquement, celui-ci devrait permettre d'amortir le dramatique coût social de l'ajustement structurel d'août 1990 (« le Monde L'Economie » du 18 mai). Mais entre 1990 et 1992 le chômage et le sous-emploi ont empiré, passant de 8,3 % et 73,1 % à 9,4 % et 75,9 % respectivement. Les suppressions d'emplois dans les entreprises à privatiser pourraient encore les accroître, notamment dans les régions minières. Par ailleurs, le démantèlement coïncide de certaines grandes entreprises comme Petropu (qui serait fragmentée en 40 morceaux) peut les fragiliser. Enfin, il reste à savoir si les capitaux étrangers prendront le relais de l'Etat dans la production et les services : jusqu'ici, les investissements ont été surtout spéculatifs (ils ont représenté 70 % du mouvement de la Bourse en 1992).

Nicole Bonnet

(1) A la fin des années 80, les entreprises publiques représentaient 15 % du produit intérieur brut.

ARGENTINE

Le service postal déréglementé

Le gouvernement a décidé de supprimer le monopole de la poste, déjà largement concurrencée par des opérateurs privés

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

L'ARGENTINE vient et c'est quasiment une première mondiale, de décider de déréglementer entièrement le service postal : Ecotel, la Poste publique, deviendra une société anonyme et ne bénéficiera plus d'aucun monopole : elle pourra distribuer du courrier, moyennant paiement d'un droit de 5 000 dollars. Abaissement d'un log déclin.

Dans ce pays grand comme celui fois la France, au fil des ans et des péripéties économiques, la

tradition postale s'est perdue. En 1992, sur un marché total (courrier et paquets) de quelque 2 milliards de dollars, la Poste publique ne réalisait plus qu'un chiffre d'affaires de 350 millions de dollars. Ecotel ne distribue guère qu'une vingtaine d'objets (lettres et paquets) par an, contre 450 en France, 600 aux Etats-Unis et 700 en Suisse. Résultat d'une perte de confiance des usagers face à un service public inefficace : les bureaux de poste sont rares, les facteurs inconnus dans les villages, et, pour les Argentins, envoyer une lettre par la Poste constitue un manque de

politesse, car, dans 90 % des cas, elle arrivera avec un mois de retard ou se sera perdue en cours de route.

En revanche, le marché privé est florissant et rentable. Encotel, ayant elle-même attribué des permis de distribution du courrier dans tout le pays au cours des années 80, moyennant paiement d'une redevance à l'Etat.

En outre, à côté d'une cinquantaine de sociétés de messagerie privées légales, existent plus de cinq cents opérateurs « pirates », dont le chiffre d'affaires dépasserait les 800 millions de dollars par an.

TARIFS • Pour les consommateurs, les tarifs des sociétés privées sont beaucoup plus élevés que ceux d'Ecotel, mais c'est le moyen le plus sûr de faire parvenir missives personnelles, lettres d'affaires ou factures. Pour le courrier international, 50 % du marché au départ d'Argentine sont détenus par DHL et 70 % de celui qui arrive dans le pays passent par Federal Express et TNT World Courier. Le projet initial du gouvernement prévoyait la privatisation d'Ecotel et le rétablissement d'un monopole partiel, laissant seulement des « franchises » limitées aux bénéficiaires de licences. Il avait attiré les opérateurs étrangers, et notamment La Poste française, alliée aux services postaux canadiens, qui ont l'expérience du travail sur un territoire étendu. La déréglementation, qui a aboli toute redevance, risque de rendre moins attrayante l'acquisition d'Ecotel, devenue société anonyme (Ecotel SA).

Celle-ci recevra des subventions du Trésor et aurait des elicits obligés : les services publics nouvellement privatisés. Mais le marché risque d'être accaparé par les messageries privées qui ont les rejets les plus solides. Celles-ci constituent déjà un puissant lobby en Argentine.

Christine Legrand

orientations

SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle

Adresse

Code postal Ville

Niveau d'études 92-93

Age

désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

☐ Classes Préparatoires
☐ Grandes Ecoles Scientifiques
☐ Grandes Ecoles de Commerce, Gestion
☐ Préparer un MBA
☐ 3 Cycles de Gestion, Droit
☐ Ecoles à Vocation Internationale
☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion
☐ Architecture Intérieure
☐ Arts Graphiques
☐ Assistants de Direction/Bureautique
☐ Assurances
☐ Communication et Culture
☐ Communication, Publicité
☐ Communication par le Volume
☐ Comptabilité
☐ Cours par Correspondance Sciences Po
☐ Danse
☐ Diplôme Médical

☐ Design, Design Industriel
☐ Expertise Comptable
☐ Formation en Alternance
☐ Formation Continue
☐ Gestion Financière
☐ Gestion du Personnel
☐ Gestion, Commerce en Partenariat
☐ Hôtellerie, Management, Administration
☐ Hôtellerie, Tourisme, Accueil
☐ Informatique
☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile
☐ Journalisme
☐ Logistique Distribution
☐ Océanographie
☐ Paramédical
☐ Prothésiste Dentaire
☐ Relations Internationales
☐ Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille

75008 Paris (réponse par courrier uniquement)

ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

Le Monde des

DEBATS

Le Monde

LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malaise sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur, à condition de savoir le chercher. Le café ou l'atelier du bricoleur, le stade où la grande nature pour la marche à pied, le club de vacances que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi.

Des écrivains, Kenneth White et Jacques Lanzmann ; un sociologue, Véronique Nahoum-Grappe ; un philosophe, Michel Tibon-Cornillot ; un historien, Roger Chartier, une enseignante, Andrée Chastel, racontent leur mode d'emploi de ces lieux de bonheur.

QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

Si l'Europe se fait vraiment elle devra bien parler un langage commun. Forcément l'anglais ? Les jeux ne sont pas faits, mais presque, du moins pour la communication utilitaire. Comment alors sauver la culture européenne, qui ne peut s'exprimer qu'à travers une langue ou des langues européennes ?

LA SUISSE OU L'INDIFFÉRENCE

Il y a un mystère dans la Suisse. Voici un pays très jaloux de sa particularité, de sa différence qui s'exprime surtout par une grande indifférence à l'égard du monde qui l'entoure. La fameuse neutralité suisse a-t-elle encore un sens au cœur d'une Europe qui s'efforce de se rassembler et de gommer ses dissemblances ?

FRANCE-ITALIE : LES JUGES ET LES AFFAIRES

Le Monde des débats a organisé à Paris une rencontre entre magistrats français et magistrats italiens spécialisés dans le traitement des « affaires ». Ils ont manifesté leur inquiétude face à la criminalisation de la société.

NUMERO SPÉCIAL ÉTÉ - 40 pages - 30 F

PERSPECTIVES

Vivace randonnée

Suite de la page 21

Phénomène de mode ou vraie tendance de fond ? Les spécialistes sont catégoriques : le regain actuel est plus structurel que conjoncturel, et ce pour deux raisons. L'une, sociologique, liée au retour à la nature, à la recherche de l'authenticité, au besoin d'un repli sur soi ou un cercle d'intimes. L'autre, économique, qui met l'accent sur le faible coût de cette pratique sportive.

Car marcher ne coûte pas forcément cher. Si le cafiste (1) pur et dur recherche la qualité du matériel et est prêt à en payer le prix, le néophyte se contente bien souvent d'une bonne paire de baskets peu sophistiquées et peu onéreuses. Le « nouveau randonneur » n'est plus un maniaque du kilomètre. Il intègre le marche dans un ensemble plus vaste d'activités qui lui permettent, par exemple, de découvrir une région.

HÉBERGEMENT • Il est plus exigeant, notamment en matière d'hébergement. Si l'on trouve encore dans certains villages du Vercors quelques refuges où passer la nuit pour 12 francs dans un confort spartiate, le « nouveau randonneur » aspire, lui, à un minimum de bien-être. Le succès des gîtes d'étape en témoigne, tout comme la rénovation accélérée d'un nouveau concept d'hébergement, les Randoplumes, qui garantissent un certain nombre de critères de qualité.

C'est cette nouvelle clientèle que cherchent à séduire fabricants et distributeurs. « Il faut maintenant qualifier cette activité qui est dans l'air du temps », explique Jean Somat, directeur du marketing achat chez Intersport-La Hutte. « L'enjeu, ajoute-t-il, c'est de savoir développer le marché en inventant une nouvelle image de marque. » En d'autres termes, il faut évacuer l'image d'une activité que certains percevaient, il y a peu encore, comme ringarde, et convaincre le randonneur en baskets d'acquiescer un produit spécifique spécialement étudié et dont le prix devient de plus en plus abordable.

Un marché que l'on pourrait presque qualifier de virtuel, mais auquel les stratégies en marketing ont déjà donné un nom fédérateur : l'outdoor. Ce terme fourre-tout venu des Etats-Unis pour remplacer le bon vieux plein air regroupe l'ensemble des pratiques sportives en milieu naturel : de la marche en tant que telle au canyoning en passant par le VTT, le « cross-training » ou le « running ».

acquérir 41 hectares dans le marais poitevin. Même stratégie chez son concurrent, Nike, qui a équipé des groupes du RAID et du GIGN participant au Raid Gaulnises. A en croire Jacques Noé, directeur des relations extérieures de Nike France, « le temps n'est plus où il fallait mettre en avant des stars pour mieux vendre. Sur le marché de la randonnée, la star, c'est le client ».

Tous les secteurs du marché ont un but énoncé : faire de la ran-

« Le temps n'est plus où il fallait mettre en avant des stars pour mieux vendre. Sur le marché de la randonnée, la star, c'est le client. »

donnée le marché de masse de l'an 2000, comme l'a été le tennis dans les années 80 et comme l'est le basket aujourd'hui.

Jean-Marc Gaucher-Hilman, PDG de Reebok France, ne le nie pas lorsqu'il avoue se « positionner pour demain » : « Nous avons fait le plein dans le sport traditionnel, avec nos 30 % de part. » Après un an de présence sur le marché de la chaussure de randonnée, la filiale française du géant américain en revendique déjà 6 %. Son objectif pour 1994 : devenir le premier, devant les leaders, incontestés depuis des lustres, Line 7 et Aigle.



CHAMPAGNE 93 -

Reste que, à l'heure actuelle, ne se vendent en France que 700 000 paires de chaussures de randonnée, contre 15 millions pour les autres chaussures de sport : une goutte d'eau.

L'affaire ne deviendra juteuse que si l'on assiste à une véritable explosion des ventes. « On pourra parler de succès, assure Jean Somat, si le marché progresse de 20 % à 30 % par an, et ce pendant ou moins trois années de suite. » Pour ne pren-

dre que l'exemple de la chaussure, poursuit-il, les perspectives de développement sont énormes sur le papier, puisqu'un évolue le marché potentiel à plus de 2 millions de paires. » De quoi multiplier par trois les ventes actuelles.

Ce succès espéré est synonyme de changement d'échelle. Le marché du sac à dos montre le chemin : 1,2 million d'unités sont vendues, en moyenne, tous les ans, et déjà les sacs « trottoirs » (ceux que les enfants utilisent

pour aller à l'école, par exemple) occupent 50 % du marché. C'est dans ce contexte que la société française Lafuma a décidé de se diversifier.

ESPOIRS • Leader sur le marché du sac à dos, dont elle détient 30 %, l'entreprise drômoise a pris pied sur celui du sac de couchage, de la tente et des vêtements. « Nous sommes naturellement sur ce marché, il nous fallait donc être prêts pour le développement

annoncé », explique son PDG, Philippe Joffard. Alors qu'elle avait déposé son bilan en 1984, Lafuma renoue très vite avec la croissance. Son chiffre d'affaires dans le secteur « randonnée » progresse de 15 % en 1990, 20 % en 1991, pour se ralentir, crise oblige, en 1992, où il augmente seulement de 4,8 %.

Dans le domaine de la distribution, les espoirs sont identiques : le groupe Intersport-La Hutte va lancer en octobre pro-

Si l'explosion a lieu, elle signifiera que la randonnée est entrée dans la vie de tous les jours et que les produits qui lui sont attachés auront envahi les trottoirs.

chain un nouveau concept de magasin dont le quart de la surface sera consacré exclusivement à l'outdoor. Avec un positionnement prix avantageux, Décathlon a réussi à se placer comme l'un des leaders du marché. En revanche, au Vieux Campeur, on ne s'émote pas outre mesure des bouleversements annoncés. Fort d'une image de marque de spécialiste et fidèle à sa tradition de qualité, le distributeur bien connu des Parisiens vend 50 000 paires de chaussures de randonnée par an, dont 80 % ont un prix supérieur à 400 francs.

« Si développement il y a, affirme son PDG, Jacques-Yves de Rorthays, c'est seulement parce qu'on descend dans la gamme, avec du matériel bon marché, et donc moins technique. »

PASSIONNÉS • Fait révélateur, Nike et Reebok sont plus présents dans le magasin spécialisé de la rue des Ecoles. « Nos clients n'ont pas suivi sur les produits américains, et il n'y avait pas non plus de réelle conviction de notre part », conclut Jacques-Yves de Rorthays. Bref, au Vieux Campeur, on ne croit pas à une explosion du marché de la randonnée, que l'on voit toujours limité à de vrais passionnés.

Un constat que ne contrediraient d'ailleurs pas les autres distributeurs et les fabricants, qui espèrent simplement développer leurs ventes en profitant de la « vague verte ». Si l'explosion a lieu, elle signifiera que la randonnée est entrée dans la vie de tous les jours et que les produits qui lui sont attachés auront envahi les trottoirs. Tous se prennent donc à rêver à l'exemple du basket : si les effectifs de la fédération française ont augmenté en 1992 de 12 %, les ventes de chaussures ont fait, dans le même temps, un bond de... 58 %.

Acacio Pereira

(1) Adhérent du Club alpin français (CAF).

Le guide du Sud-Est

GRENOBLE de notre correspondant

Les Français aiment l'aventure de préférence lorsqu'elle est guidée. Outre la boussole, lorsque la course l'exige, les compagnons les plus sûrs des randonneurs sont une carte ou un « topo-guide ». Les éditions Didier Richerd, à Grenoble, qui disposent depuis trente ans d'un monopole pour la réalisation des cartes au 1 : 50 000 de l'Institut géographique national (IGN) pour le Sud-Est, comme les Editions pyrénéennes pour le Sud-Ouest, cherchent, elles, à profiter de la vogue de la randonnée.

L'IGN lui-même, qui a « photographié » tous les recoins de France, a vendu l'an dernier 3,5 millions de cartes, pour un montant de 92,8 millions de francs. Certes, le carnet routier de la France au 1 : 1 000 000 vient encore en tête, avec 210 000 exemplaires, suivie par les cartes régionales au 1 : 250 000. Mais la récente collection au 1 : 25 000 — appelée aussi « Top 25 » —, qui décode le littoral, les forêts et les massifs montagneux, grâce à une multitude d'informations sur les sentiers, les refuges, les campings ou les

beaux points de vue, et la « série bleue » également au 1 : 25 000 ont vu leurs ventes augmenter de 7 % en 1992 (1).

L'éditeur grenoblois trace, lui, les principaux itinéraires de randonnée en Rhône-Alpes, Provence Côte-d'Azur et en Corse. Ses cartes au 1 : 50 000 recourent généralement un massif montagneux (comme celui de Chamonix), un parc national ou une ville et les sommets qui l'entourent (comme Grenoble et le Vercors). Ces « planches », dessinées principalement à des randonneurs expérimentés, qui quidillent leur messif sur le terrain, atteignent certes 12 000 à 15 000 exemplaires pour les plus demandées, comme le Vanoise, le Mont-Blanc, les Ecrins ou la vallée de Chamonix, mais sont aujourd'hui concurrencées par les « Top 25 », qui satisfont davantage les marcheurs amateurs, soucieux de coller au terrain qu'ils traversent.

Dès la sortie de ses premières cartes de randonnée, la maison, auparavant spécialisée dans l'édition et la distribution d'ouvrages scolaires, avait compris la nécessité de les accompagner de livres. Les « topoguides », qui tentent de satisfaire tous ceux qui évoluent, à pied ou à

vélo, sur des terrains mal connus ou difficiles d'accès, constituent aujourd'hui un marché florissant. La Fédération française de randonnée pédestre, qui a lancé cent vingt titres, contient des reproductions de cartes IGN, des descriptions détaillées des circuits et une présentation du patrimoine culturel et architectural des régions traversées, en commercialise chaque année 150 000 : les éditions Didier Richerd, pour leur part, en ont vendu plus de 100 000 en 1992.

Pour les visiteurs des grands sites touristiques et des grosses agglomérations des régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur, elles multiplient aussi, depuis deux ans, les livres pratiques sur la randonnée à pied, à ski ou à vélo tout terrain : en 1992, elles en ont publié quatre-vingt-quatre, à l'intention notamment d'émigrants de boîtes simples à partir des villes du Sud-Est. D'autres, plus ambitieuses, s'adressent aux pratiquants de grandes randonnées à travers les Alpes du Nord et du Sud.

« Nous avons désormais mis le cap sur l'édition de livres pratiques géographiques », explique Denis Bonzy, qui a repris en 1991 cette PME — vingt-cinq salariés — dont le vrai fonds de

commerce était alors les cartes. En 1992, il a réalisé un chiffre d'affaires de 30 millions de francs, en progressant de 3,5 % sur l'année précédente, malgré la cession de la librairie : 15,4 millions par la vente de cartes (dont un tiers pour les sentiers) et 2,9 millions pour les guides. Aujourd'hui, il prépare des ouvrages qui rendront encore plus lisibles les territoires traversés par les randonneurs, en visant des clientèles beaucoup plus ciblées : « Les éditeurs ont généralement peur de sortir des produits qui ne s'adressent pas à tout le monde, dit-il. Aujourd'hui, le véritable enjeu est une carte plus petite que celle au 1 : 25 000, ne couvrant qu'une unité géographique restreinte, accompagnée, au verso, d'informations pratiques. »

Reste, dit-il, à inventer l'ouvrage unique, associant une carte très précise et parfaitement lisible et des explications détaillées sur tous les aspects des lieux parcourus. Ce jour-là, les éditeurs auront franchi un grand pas.

Claude Francillon

(1) La plus forte vente a été en 1992 celle de Fontainebleau, avec 20 000 exemplaires, suivie de Chamonix.

Les comportements financiers

Pourquoi l'épargne entraîne

Suite de la page 21

Les comportements financiers développés ont été à l'origine de répercussions financières importantes au XIX^e siècle, où les banques ont joué un rôle de premier plan. Elles ont permis de financer l'industrialisation et l'expansion commerciale. Mais elles ont aussi entraîné des crises de confiance et des paniques bancaires.

Un second élément d'explication réside dans le fait que l'épargne a permis de financer l'expansion commerciale. Les banques ont joué un rôle de premier plan. Elles ont permis de financer l'industrialisation et l'expansion commerciale. Mais elles ont aussi entraîné des crises de confiance et des paniques bancaires.

On voit bien alors les conséquences de l'épargne : la hausse du taux d'épargne a permis de financer l'expansion commerciale. Mais les périodes de baisse ont entraîné des crises de confiance et des paniques bancaires.

Caractéristiques : On voit bien alors les conséquences de l'épargne : la hausse du taux d'épargne a permis de financer l'expansion commerciale. Mais les périodes de baisse ont entraîné des crises de confiance et des paniques bancaires.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Dernière de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-3037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gautier
94832 IVRY-CEDEX

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guille, Isabelle Tsafiri

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-22-25
Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

Tél. : (1) 40-65-22-25

ADMINISTRATION

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS

PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication

Bruno Freppel, directeur de la rédaction

Jacques Guille, directeur de la gestion

Manuel Liebert, secrétaire général

Thomas Fernandez

Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vermet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Avec Le Monde

sur Minute - pour la presse

Admission :

ESL LYON - ESSEC

36.15 LEMONDE - 36.15.30.70

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

OPINIONS

Contre le dogmatisme monétaire

1981 à l'envers ?

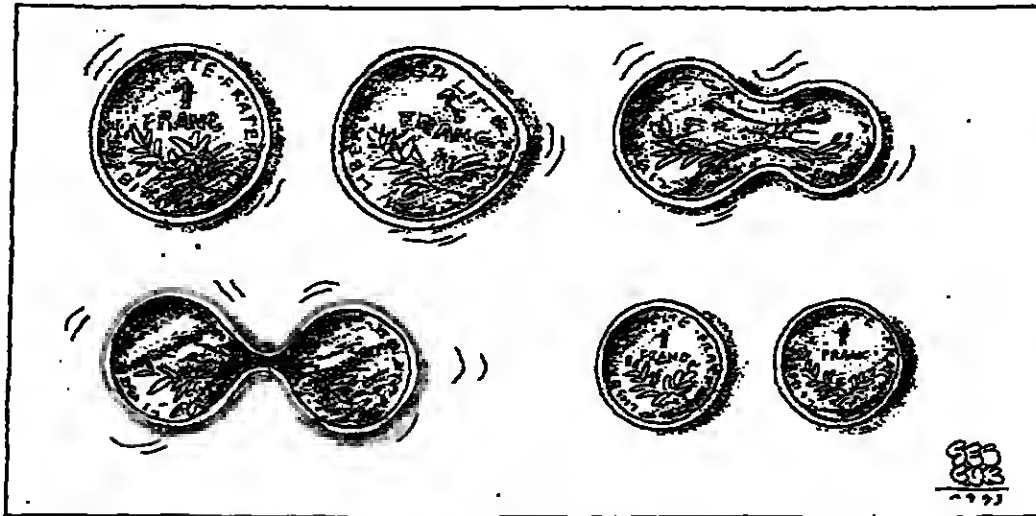
Les nouvelles turbulences des changes en Europe ne font que souligner l'adéquation d'une politique monétaire ancrée sur le franc fort, dogmatisme inverse de celui des socialistes en 1981 mais tout aussi dangereux, estime Jean-Michel Naulot, proche du RPR.

par JEAN-MICHEL NAULOT (*)

EN 1981, le gouvernement de Pierre Mauroy était convaincu qu'une relance isolée de l'économie française était nécessaire afin d'endiguer la montée du chômage. Promesses électorales obligent. En 1993, le gouvernement d'Edouard Balladur affirme, dans un souci compréhensible de prudence et de continuité, que le franc fort est le socle sur lequel doit être construit le redressement de la France. Construction européenne oblige.

Dans les deux cas — relance isolée, franc fort — les dogmes coûtent cher aux Français en termes de pouvoir d'achat et de chômage. Si la France n'avait pas porté ses taux à des niveaux exorbitants dans le cadre de la bataille du franc à l'automne dernier, en prenant le risque de casser la croissance, elle aurait probablement économisé 100 000 à 200 000 chômeurs.

En faisant de la parité monétaire la pierre angulaire de notre politique économique, ne serions-nous pas en train de commettre la même erreur qu'en 1981, mais à l'envers ? En 1981, le franc avait souffert des excès d'une politique qui considérait que le monnaie n'était que le résidu d'une politique économique globale. Depuis plusieurs années, la France souffre des excès d'une politique qui considère que le monnaie est l'alpha et l'oméga de la politique économique. Entre ces deux extrêmes, n'y a-t-il pas un juste milieu ? Autant la dévaluation compétitive est une absurdité, autant la politique du franc fort, à n'importe quel prix, devient pleine de dangers en



période de récession. Même s'il faut se féliciter de la baisse des taux, la France garde aujourd'hui les taux d'intérêt réels les plus élevés des grands pays industriels, à l'exception de l'Espagne, alors qu'elle connaît une récession sans précédent depuis cinquante ans.

Nos instituts de conjoncture ayant toujours un temps de retard sur la réalité économique, il est probable que le produit national est sur une pente de - 2 % et non de - 1,2 % tant les moteurs de la croissance sont en panne. La consommation est désormais en recul et les effets désastreux qu'exercent sur la compétitivité de nos entreprises les dévaluations de nos partenaires européens commencent

à se faire sentir. Le risque existe de voir cette situation s'aggraver encore cette année et se prolonger en 1994.

Dans ce contexte, il devient urgent d'adapter la politique actuelle et de compléter les mesures courageuses prises par le gouvernement par une politique monétaire beaucoup plus offensive. Afin d'interrompre l'engrenage déflationniste dans lequel nous sommes entrés depuis un an, l'objectif doit être de ramener les taux à court terme aux environs de 3 % à 4 %, soit la moitié du niveau actuel. Encore, à ce niveau, nos taux resteront-ils, en termes réels, sensiblement supérieurs à ceux des Etats-Unis. Il est temps d'expliquer à nos amis allemands que puis-

qu'ils ne décident pas de rompre rapidement avec leur politique de taux élevés, nous allons reprendre provisoirement notre liberté sur le plan monétaire tout en poursuivant une coopération très active dans tous les autres domaines.

Reprendre notre liberté ne signifie pas « dévaluer » mais abandonner un corset qui provoque l'asphyxie progressive de nos entreprises. Assez rapidement, lorsque la croissance reprendra, le franc peut créer la divine surprise en se réévaluant progressivement. Comment les Allemands ne comprendraient-ils pas une telle attitude alors qu'ils sont de plus en plus nombreux à admettre que le deutschemark aurait dû sortir du SME au moment de la réunification ? Dans cette affaire, ce ne sont pas les Allemands qui sont en cause, ni même le chancelier Kohl, mais la Bundesbank qui prend le risque considérable de créer en Europe une situation sociale explosive, comme d'autres l'ont fait au début des années 30.

Certes, la politique monétaire ne suffit pas. Il faudra également réduire beaucoup plus fortement certaines dépenses publiques de manière à diminuer les impôts et à redonner aux Français l'envie de consommer et d'entreprendre.

Mais aujourd'hui, l'urgence c'est la baisse des taux. Si le franc, comme d'autres devises européennes, est depuis quelques jours sous pression, ce n'est pas parce que les marchés sont devenus fous, mais parce que la récession est devenue insupportable. Comme dans d'autres domaines, il faut souhaiter qu'Edouard Balladur fasse preuve de pragmatisme en adaptant sa politique à une situation de récession qu'il n'aurait certainement pas imaginée lorsqu'il a pris les rênes du pouvoir. Il est des dogmes qui ont la vie dure, mais les dogmes finissent toujours par mourir.

(*) Economiste.

Les comportements financiers des Français

Pourquoi l'épargne entrave la reprise

Suite de la page 21

D'une part, les économies développées ont tendance à rattraper avec de véritables fluctuations d'activité — comme au XIX^e siècle, où les phases de prospérité étaient suivies de phases de dépression. D'autre part, et surtout, le taux d'épargne des particuliers n'a plus ce comportement étonnant, mais étonnant plutôt, maintenant de façon procyclique : dans les phases de croissance, il augmente, dans les phases de récession, il diminue.

Les raisons de ce nouveau comportement sont sans doute multiples. La première qui vient à l'esprit est bien sûr le fait que la consommation semble avoir perdu cette inertie sur laquelle on planche des générations d'économistes : avec l'enrichissement moyen, la consommation dans les pays développés a, depuis longtemps, franchi le seuil des besoins de subsistance. On peut aujourd'hui sans trop de difficultés renoncer à des dépenses de loisir ou d'habillement, repousser le renouvellement de biens durables et se contenter, pour les achats alimentaires, du premier prix. Bref, la consommation a maintenant sur sa consommation un pouvoir qu'il n'avait évidemment pas il y a seulement un quart de siècle.

Les facteurs purement économiques, faible croissance du pouvoir d'achat et maîtrise de l'inflation, devraient incontestablement faire élever le taux d'épargne de 1 à 2 points inférieurs à celui que nous connaissons. Mais la liaison positive, toutes choses égales d'ailleurs, entre le niveau du taux d'épargne et la proportion de demandeurs d'emploi constitue une explication psychologique importante.

L'expression « toutes choses égales d'ailleurs » signifie en effet que, indépendamment de la baisse de revenu qu'elle entraîne, la diffusion du chômage exerce psychologiquement un effet dépressif sur l'économie : non pas par les chômeurs eux-mêmes, qui marquent probablement de moyens pour élargir, mais par l'intermédiaire des actifs qui disposent encore de ressources, mais qui s'estiment exposés au

chômage et réduisent leur consommation. L'épargne est alors typiquement une épargne de précaution et son importance s'est accrue parce que la consommation, devenue moins vitale, a perdu de son inertie.

Un second élément d'explication est à rechercher du côté de ce que l'on appelle de façon un peu sibylline « l'effet de richesse ». Il s'agit de l'influence sur les comportements d'épargne des variations de prix des différents types d'actifs patrimoniaux (valeurs mobilières, immeubles...) : quand les prix des actifs patrimoniaux baissent, les ménages ont l'impression de s'appauvrir et ils augmentent leur épargne pour contrecarrer cette évolution ; et inversement en cas de hausse des prix.

Or, avec l'enrichissement moyen, les patrimoines ont pris de plus en plus d'importance et il n'est pas étonnant que des foyers toujours plus nombreux soient sensibles aux fluctuations de prix des actifs, qui ont été très accusées ces dernières années.

Cercle vicieux

On voit bien alors les conséquences perverses de ces nouveaux comportements d'épargne : la hausse du taux d'épargne dans les périodes de basse conjoncture freine la reprise et peut même accentuer la crise. Mais la baisse du taux d'épargne ne peut être obtenue que par la confiance et le retour à l'équilibre sur les marchés. Le cercle paraît parfaitement vicieux.

Keynes avait mis la persistance de la grande crise sur le compte de la sous-consommation. Mais les deux remèdes qu'il préconisait alors ne paraissent aujourd'hui guère convaincants : une redistribution plus forte des revenus trait dans le sens d'un abaissement du taux d'épargne global parce que les ménages modestes ont un taux d'épargne plus faible que les foyers aisés ; mais elle exigerait un nouvel assouplissement des prélèvements obligatoires et son efficacité ne serait probablement pas décisive. Quant à l'autre remède, la « monnaie fondante » — une sorte de

taux d'intérêt négatif sur les dépôts, — son évocation paraît particulièrement incongrue compte tenu du prix actuel de l'argent.

Que reste-t-il donc pour faire baisser le taux d'épargne des particuliers dans cette période de crise ?

La baisse des taux d'intérêt ? Les économistes classiques y auraient cru, mais Keynes avait probablement raison sur ce point : les relations entre taux d'épargne et taux d'intérêt sont complexes et peuvent s'exercer en sens contraire.

Aujourd'hui, en France, la baisse des taux d'intérêt à court terme peut provoquer un désengagement par rapport aux placements monétaires, mais ce sera sans doute pour remplacer ces sommes sur d'autres actifs financiers, sans effet notable sur le taux d'épargne global. Le succès de l'emprunt Balladur viendrait d'ailleurs d'en apporter la démonstration.

La relance du crédit appuyée sur cette même baisse des taux d'intérêt ? L'endettement a certainement plus d'effet sur le taux d'épargne qu'on ne le croit encore. Il y a eu, en particulier, une augmentation du recours au crédit à la consommation contribuant à baisser le taux d'épargne en provoquant des anticipations de consommation. Mais il n'est pas sûr que cela permette de sortir du cercle vicieux évoqué plus haut : le recours au crédit lui-même dépend de la confiance et de la capacité à prévoir les revenus à venir.

Ainsi les moyens d'exercer une influence sur le taux d'épargne des particuliers paraissent-ils finalement bien modestes.

Du point de vue national, il faut tout faire pour parvenir à un rééquilibrage des marchés afin de bloquer le jeu pervers de « l'effet de richesse ». Mais on voit bien que, en raison de l'interdépendance des économies et des conjonctures, le véritable retour à la confiance devra dépasser le cadre national. L'Europe, telle qu'elle existe pour le moment, peut-elle réellement œuvrer en ce sens ?

André Babeau

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE. Audience publique du Tribunal Correctionnel de NANTERRE, 15^e Chambre, en date du 3 décembre 1992. A la requête de Monsieur le Procureur de la République, M. COMES Christian, né le 3 juin 1951 à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) demeurant 10-12, rue Maillol-Millard (92390) VILLE-NEUVE-LA-GARENNE, a été condamné à la peine de 10 000 F d'amende pour OUIFAMATION ENVERS UN FONCTIONNAIRE OU CITOYEN CHARGÉ D'UN SERVICE PUBLIC, PAROLE, ÉCRIT, AUDIOVISUEL. Le Tribunal a ordonné la publication d'un extrait de jugement dans « LE MONDE » sans que le coût de l'insertion soit supérieure à 10 000 F. Pour extrait conforme délivré par le GREFFIER à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. LE GREFFIER.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE par jugement (contradictoire) rendu le 1^{er} mars 1993, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ — pour avoir à Paris, le 12 avril 1991, dans un établissement soumis aux dispositions du Code du Travail relatives à la Sécurité, enfreint par une fausse personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Livre III du Code du Travail, en laissant travailler un ouvrier exposé à une chute dans le vide sans protection — à une amende de OIX MILLE francs, M. SEMELAIGNE Jacques, Georges, né le 6 janvier 1931 à PARIS (16^e), directeur d'entreprise, demeurant 7, rue Paul-Baudry à PARIS (8^e). Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans « LE MONDE » et « LE FIGARO ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS du 30 juin 1989 — rejet du pourvoi en cassation du 3-12-1990, M. GRILLLET Claude, né le 30 juillet 1942 à CHATEAU-DES-PRÉS (Jura) demeurant 15, rue de la Ode à GENEVE (SUISSE) a été condamné à UN AN d'emprisonnement avec SURSIS et 100 000 F d'amende pour fraude fiscale. La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE » et « LE FIGARO » ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant TROIS mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code Général des Impôts. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général, sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE par jugement (contradictoire) rendu le 7 décembre 1992, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour VIOLATION DES ORDRES D'AUTREUR — pour avoir à Paris dans le courant des mois de décembre 1990, janvier, février, mars, avril 1991, édité et reproduit un tapuscrit au mépris des droits de l'auteur — à payer l'amende de 50 000 F, M. MAGNUSSEN Finn, né le 16 octobre 1941 à 99 BOMBAY Inde, directeur de société, demeurant, 9, cité des Pénitents (92140) CLAMART. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans « LE MONDE » et « LE FIGARO ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE. Par jugement (contradictoire) en date du 16 mars 1993, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale — à la peine de QUATRE MOIS d'emprisonnement avec SURSIS et à 10 000 F d'amende — M. HAMÉLIN Armand, Charles-Marie, né le 17 juin 1943 à FONTAINEBLEAU (Seine-et-Marne), journaliste, demeurant 4, impasse de la Gaité à PARIS (14^e). Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au « JOURNAL OFFICIEL » et dans « LE MONDE » et « LE FIGARO ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE. Par jugement (contradictoire) en date du 5 NOVEMBRE 1992, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale — OMISSION DE PASSATION D'ÉCRITURES COMPTABLES, à la peine de SOIXANTE MILLE FRANCS d'amende — M. AXCERTAS Jean-Pierre, né le 29 mars 1939 à PARIS (10^e), gérant de société, demeurant 179, avenue Victor-Hugo à PARIS (16^e). Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au « JOURNAL OFFICIEL » et dans « LE MONDE » et « LE FIGARO ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

Avec Le Monde
sur Minitel - par téléphone

Admission :

ESC LYON - ESSEC

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

3^e Prix de la recherche en distribution

Pour la troisième année consécutive, la Fondation de la Distribution met en compétition ses prix de la recherche en distribution. Les encouragements des chercheurs (au minimum post bac + 4) par des prix de 20 000 F et 10 000 F chacun.

Les projets doivent parvenir avant fin septembre 1993. Le jury distinguera les travaux les plus originaux, ceux qui seront le plus à même de permettre des applications pratiques en distribution.

En 1992, le jury de dirigeants de la distribution a désigné deux travaux : l'« U » sur la gestion des files d'attente aux caisses, l'autre sur les bornes interactives d'information en magasin.

Renseignements : Fondation de la Distribution, 47-53-50-72 - 86, avenue de Breteuil, 75015 Paris, avant fin juillet au plus tard le 1^{er} septembre.

LE MONDE
diplomatique

JUILLET 1993

**PARTAGER LES RICHESSES
OU PARTAGER LA MISÈRE ?**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

Le Monde

Admission :

ESC LYON - ESSEC

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

